

Library



LIBRARY
COLLEGE OF PUGET SOUND
TACOMA, WASH.

THIS ITEM HAS BEEN
DISCARDED BY THE
UNIVERSITY
OF PUGET SOUND
COLLINS MEMORIAL LIBRARY

JAURÈS

ET

LE PARTI DE LA GUERRE

DU MÊME AUTEUR :

POINCARÉ A-T-IL VOULU LA GUERRE ?

Un volume in-16, 160 pages.

(Édition Clarté).

LA POLITIQUE RUSSE DE POINCARÉ.

Une brochure in-16, 50 pages.

(Édition Clarté).

Traduction de la brochure du Général Comte de Montge-
las : « SUR LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS. »

Une brochure in-16, 52 pages.

(Société mutuelle d'éditions).

FERNAND
F. GOUTTENOIRE DE TOURY

J A U R È S

ET

LE PARTI DE LA GUERRE

PRÉFACE DE CHARLES GIDE



ÉDITIONS DES CAHIERS INTERNATIONAUX
ROME. PARIS. GENÈVE.

DÉPOSITAIRE GÉNÉRAL
F. RIEDER ET C^{ie}
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7
PARIS
MCMXXII

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays.
Copyright by F. Gouttenoire de Toury.

LIBRARY
COLLEGE OF PUGET SOUND
TACOMA, WASH.

A LA MÉMOIRE

DE

CEUX QUI SONT TOMBÉS

VICTIMES — LES PLUS PITOYABLES — DES ERREURS

DES FAUTES, DES CRIMES

DES TRIBUNAUX DU TEMPS DE LA GUERRE

Hommage fraternel.

F. G. T.

252 Mar 38 - 12 d'août 1918

28886

PRÉFACE

M. Gouttenoire de Toury est certainement considéré comme un homme dangereux : aussi lui a-t-on refusé un passeport pour se rendre en Allemagne, comme à un simple bolcheviste — ou du moins ne le lui a-t-on accordé qu'après plusieurs mois d'hésitations. Que redoutait-on ? Sans doute qu'il n'allât à Berlin pour y faire une propagande anti-française et y dénoncer la culpabilité de ceux qui ont dirigé notre politique ?

C'était mal connaître M. Gouttenoire de Toury. Quand il s'adresse à des Français, comme dans ce livre, il cherche à ouvrir leurs yeux sur la vérité et à réveiller dans leur conscience le sentiment de responsabilités qu'ils ignorent. Mais s'il parlait à des Allemands, il ne mettrait pas moins d'ardeur à dénoncer les fautes ou même les crimes de leur propre gouvernement.

La psychologie de notre service de propagande est à courte vue. Il servirait mieux les intérêts de la France, si paradoxale que puisse paraître cette thèse, et la défendrait mieux contre la suspicion de militarisme, si, au lieu de faire circuler de port en port des expositions flottantes de généraux, il

envoyait en mission des hommes déjà connus au dehors par l'indépendance de leurs opinions et qui trouveraient chez nos ennemis, ou chez nos amis, ébranlés, une audience attentive, même lorsqu'ils viendraient témoigner contre eux.

Rien dans la vie passée de l'auteur de ce livre ne semblait le prédestiner à un rôle révolutionnaire. Du temps qu'il avait pour principale préoccupation ses chevaux et se rendait à Berlin pour suivre les courses, on n'aurait assurément pas songé à lui refuser un passeport. Depuis lors M. Gouttenoire a fait la guerre, et de cette guerre il est revenu mutilé : ce n'est pas cela qui la lui fait haïr, mais il n'est pas seulement un des grands blessés de la guerre, il est un de ses grands convertis. Il a fait vœu de lutter « jusqu'au bout » pour en empêcher le retour.

Pour cela il a cru que la meilleure voie à suivre c'était de montrer que ceux-là mêmes qui se jugeaient exempts de toute responsabilité dans ce crime mondial et avaient cru pouvoir libérer leur conscience en rejetant intégralement toute la faute sur le vaincu et en lui faisant, par la force, signer cet aveu, étaient dans l'erreur. De là ce livre composé, pour une grande part, de citations destinées à montrer qu'en France aussi il existait « un parti de la guerre », tout au moins un courant belliciste dont Jaurès n'avait cessé de signaler prophétiquement le péril ; et que si l'on ne veut pas voir revenir à bref délai l'effroyable fléau, il faut dénoncer de part et d'autre, et sans faiblesse patriotique, les hommes d'Etat responsables.

Sans doute, l'auteur a raison de croire que la

recherche de la vérité, sans peur de ce qu'elle pourra révéler, est le premier des devoirs. Toutefois je doute que la recherche des culpabilités soit le plus sûr moyen d'atteindre le but visé qui est d'assurer la paix. What is done cannot be undone, disait lady Macbeth après son crime, ce qui est fait est fait, et maintenant c'est à l'avenir non au passé qu'il faut regarder. Laissons à l'histoire le soin de démêler les responsabilités, et un ou deux siècles pour accomplir cette tâche. Je crois toutefois qu'elle sera moins sévère pour nos gouvernants que M. Gouttenoire. Il admet, il est vrai, qu'ils n'ont pas voulu délibérément la guerre mais estime qu'ils n'ont pas fait effort pour l'éviter. Disons plutôt qu'aucun de ceux qui gouvernaient l'Europe à cette heure fatale n'a eu assez de puissance pour la conjurer. Il faut être indulgent pour les chefs d'État et nous demander ce que nous aurions fait si nous avions été à leur place. Ne rejetons pas sur eux seuls un crime collectif, mais disons plutôt que tous, tant que nous sommes, même loin du pouvoir, directement ou indirectement, par nos actes, ou par nos paroles, ou par notre abstention, nous avons assumé une certaine part de responsabilité dans cette catastrophe mondiale et que chacun de nous, en cherchant bien, trouverait sur ses mains la petite goutte de sang que cette même lady Macbeth ne pouvait effacer.

Mais tout en proclamant cette responsabilité collective, je ne crois pas que dans une juste balance la part de la France puisse être aussi lourde, il s'en faut, que celle de l'Allemagne, non que je conteste l'existence d'un esprit belliciste dont ce livre

fournit bien des preuves, auxquelles il serait facile d'en ajouter d'autres trop oubliées, ne fût-ce que les articles par lesquels notre presse a salué les premiers avions qui ont franchi les Vosges : elle exultait de cette facile conquête. Toutefois cette attente d'une guerre prochaine était certainement beaucoup plus discrète, et surtout moins impatiente, en France qu'en Allemagne, non peut-être par suite de sentiments plus pacifiques mais ne fût-ce que par cette raison péremptoire qu'en Allemagne cette perspective n'effrayait personne, tout le monde comptant sur une guerre fraîche et joyeuse, tandis que de notre côté nul n'ignorait quel serait le terrible risque à courir et peu nombreux étaient ceux qui, fin juillet 1914, escomptaient la victoire.

Je ne crois pas non plus que le traité de Versailles mérite toutes les imprécations dont le charge M. Gouttenoire, après Keynes et d'autres auteurs moins connus en France. Sur ses 440 articles il en est assurément bon nombre qui semblent n'avoir eu d'autre objet que d'infliger au vaincu des humiliations inutiles, ne fût-ce que l'interdiction d'envoyer à l'étranger des missions militaires, ou la restitution du crâne du Sultan Makoud (art. 246), et parmi eux M. Gouttenoire a certainement raison de classer en tête les articles 228 et 231 : car non seulement ils constituent de graves offenses à la loi morale mais en outre ils sont contraires à nos vrais intérêts. En effet, le premier, s'il eût été appliqué (mais heureusement il n'a pu l'être), aurait eu pour effet, en livrant les généraux et l'empereur au jugement de leurs vainqueurs, de les réhabiliter devant le tribunal de l'opinion publique. Le second ressus-

cite la procédure du moyen âge qui exigeait pour la condamnation du coupable que l'aveu de son crime lui eût été préalablement extorqué, et, en outre, en liant l'obligation des réparations à cet aveu que l'Allemagne tient pour un mensonge imposé, il lui fait de l'acquittement de sa dette un déshonneur. Pour la réparations des dommages la responsabilité civile suffisait et n'était pas contestée. Mais dire à l'Allemagne que chaque paiement sera la confirmation de sa culpabilité, n'est-ce pas lui fournir un bon prétexte pour s'y dérober ?

Nous ne pouvons donc que nous associer sur ces points aux protestations de M. Gouttenoire de Toury. Néanmoins il ne faut pas oublier qu'à côté de ces articles néfastes, le traité de Versailles en compte d'autres : création de la Société des Nations, amorce d'un désarmement général, protection des minorités, et surtout libération politique de quelques quatre-vingt millions d'hommes. Ceux-là ne le qualifieront pas d'œuvre de haine. Il est vrai que, comme toujours, les nations vaincues ont été quelque peu sacrifiées et que quelques nouveaux îlots irredente ont pris la place des provinces rédimées. Néanmoins, tout compte fait, on peut affirmer, nous semble-t-il, que depuis le traité de Versailles il y a plus de nations libres en Europe qu'il n'y en aurait eu si le sort de la guerre avait tourné contre les Alliés de l'Occident. Et je ne crois pas que dans l'histoire ce traité reste marqué d'une croix noire.

Mais aujourd'hui c'est à l'avenir et non au passé qu'il faut regarder : c'est demain seul qui importe. Il s'agit de remettre à flot une douzaine de pays dont les uns sont coulés à fond et dont les moins

maltraités ne peuvent vivre que d'expédients. On n'y parviendra pas si chacun se prévaut de ses droits de créancier, puisque presque tous sont en même temps débiteurs plus ou moins insolvable. Il faut, de même que pour la solution des conflits sociaux, que les rapports inexorables de créanciers à débiteurs se changent en rapports d'associés, et qu'à côté de la Société des Nations se forme une « société de gains et de pertes » comme disait notre ancien droit — et si présentement elle n'est que de pertes, le gain viendra plus tard. C'est, somme toute, une haute et salutaire leçon que celle que nous donne la crise actuelle puisqu'elle nous enseigne que vainqueurs et vaincus se trouvent liés par des liens plus serrés qu'avant la guerre et qu'il ne reste plus à tous ces naufragés qu'à se sauver ensemble ou à périr ensemble.

C'est bien en ce sens sans doute qu'il faut entendre le *sursum corda* par lequel se termine ce livre. Quoique que l'auteur se soit placé à un point de vue exclusivement rétrospectif, son appel « Haut les cœurs » ne peut s'adresser, comme le commandement de l'Évangile, qu'à ceux qui sont résolus « à mettre la main à la charrue sans regarder en arrière ».

CHARLES GIDE.

AVANT-PROPOS

UN an s'est écoulé depuis qu'au premier jour des vacances, je m'asseyais à la table d'où j'aperçois les clos de pommiers normands, pour entreprendre, dans la tranquillité et le calme campagnards, un *Essai* sur les responsabilités de la guerre.

Aujourd'hui, jetant un regard en arrière, sur ces douze mois où l'on a tant parlé de ces responsabilités de la guerre, interrogeant les hommes et les événements, je puis me rendre ce témoignage que je ne regrette pas d'avoir livré au public mon : *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?*

Ainsi que l'a écrit Barbusse, dans sa belle et indulgente préface, je me gardais d'envisager les responsabilités de la guerre, dans leur vaste et inabordable ensemble et je me bornais à tenter d'élucider un seul point, mais d'importance : l'attitude de M. Raymond Poincaré vis-à-vis de l'ambassadeur de France, M. Georges Louis, qu'il trouva installé

à Saint-Pétersbourg, au moment de son arrivée à la présidence du Conseil, en janvier 1912.

Je voulais raconter, autant qu'il m'était possible sans témoins ni archives, l'histoire du remplacement, dans le poste le plus délicat de notre diplomatie, d'un ambassadeur qui voulait la paix par un homme dont le nom, dès longtemps, était synonyme de guerre : M. Delcassé. L'entreprise, pour restreinte qu'elle fût et prudente dans la forme et les conclusions, n'était pas sans me susciter de violentes, sinon graves objections de la part de ceux de mes proches et de mes amis qui étaient au courant de mon projet. Pour en donner une idée, je dirai seulement que, jusqu'au dernier moment, l'un de ces amis, intellectuel de haute valeur morale et, habituellement, de grand courage, insista, avec toute l'énergie dont il était capable, pour obtenir que je renonçasse à la publication de mon livre. Celui-ci était déjà sous presse qu'il m'adjurait encore, m'affirmant que je courais au-devant du ridicule et qu'il se chargeait, lui-même, de m'*écraser* (c'était le terme), pièces et documents en mains.

Le seul mérite que je revendique, c'est d'avoir résisté à ces instances venues de toute part et qui se faisaient plus pressantes à mesure que la publication approchait, et encore ce mérite n'est-il pas bien grand. J'ai toujours

pensé, en effet, que l'on ne peut se sauver — individus ou collectivités — que par la vérité, sans réticences. Je ne pouvais donc guère être influencé, ni inquiété par ceux qui m'opposaient l'inopportunité ou — bien plus — la malfaisance de certaines constatations publiques, même inattaquables du point de vue de la véracité.

J'allais donc droit mon chemin, sans trouble aucun ni hésitation, quant à la nécessité de travailler, dans la mesure — si faible fût-elle — qui m'était possible, à l'élaboration de la vérité sur les responsabilités de la guerre.

Ce qui m'inquiétait, ce qui me paraissait difficile, c'était d'arriver à répandre mon livre, à faire part à un nombre appréciable de lecteurs de la parcelle de vérité que j'avais crû surprendre.

D'un côté, je savais que les moyens de publicité des éditions « Clarté » étaient au niveau de leurs ressources financières et que, par conséquent, il ne fallait pas compter sur eux. De l'autre, je me rendais bien compte que la publicité de la presse d'extrême-gauche — et d'extrême-gauche socialiste seulement — serait tout à fait insuffisante pour m'aider à atteindre le but que je me proposais. Elle me permettrait d'éclairer, sur un point particulier, le jugement de ceux qui, dès longtemps et souvent plutôt par intuition que par raison-

nement et études, étaient arrivés à la conviction que les responsabilités de la guerre sont partagées ; mais elle ne toucherait pas un seul de ceux auxquels je m'adressais en réalité, c'est-à-dire de cette multitude qui n'a d'autre moyen d'information que la grande presse et s'est vu imposer, sur la question des responsabilités de la guerre, comme sur tant d'autres, le mensonge officiel.

Pour atteindre quelques-uns, parmi cette multitude, des « crânes bourrés », ce n'était pas le commentaire de l'*Humanité* ou du *Populaire* qu'il me fallait, mais la critique — même hostile — du *Petit Parisien*, du *Matin* et autres *Echo de Paris*, et là-dessus, me semblait-il, il ne fallait absolument pas compter. Bien loin de m'accorder la publicité de leur indignation et de leurs attaques, ces messieurs de la grande presse feraient, je n'en doutais pas, autour de ma tentative la conspiration du silence. Courir le risque de servir, en quelque mesure, le geste d'un homme qui osait s'en prendre à M. Poincaré, président de la République de la veille et — pensait-on — président du Conseil du lendemain ¹, leur semblerait un crime de lèse-majesté, d'une majesté que l'on prévoyait encore dispensa-

1. M. Poincaré est, en effet, revenu au pouvoir le 16 janvier 1922.

trice de la manne gouvernementale et que, par conséquent, l'on craignait et ménageait. Non, décidément — plus j'y pensais plus j'en avais la conviction — personne, parmi les critiques de la grande presse d'information, ne se risquerait à parler de mon livre, ni pour le critiquer, ni, moins encore, pour l'approuver, et il passerait dans l'indifférence et le silence les plus complets.

Eh bien ! il me faut l'avouer et je m'en félicite, sur ce point-là je me suis absolument trompé : le livre n'était pas encore en vente que, d'un bout à l'autre de la presse, la critique s'en emparait, les radicaux de l'*Avenir* et de l'*Ere Nouvelle* se trouvant d'accord — une fois n'est pas coutume — avec l'*Action Française*, pour dénoncer ma triste besogne « surtout en ce moment où la propagande germanique essaie de nous représenter comme assoiffés d'impérialisme et dangereux pour la paix du monde ¹ ! »

Deux jours après la publication, par l'*Humanité*, de la préface de Barbusse, l'*Ere Nouvelle* du 16 décembre publiait, sous la plume de Victor Basch, « un entretien avec M. Poincaré » qui était un panégyrique enthousiaste de l'ancien président de la République et dans lequel

1. L'*Avenir* du 16 décembre 1920, sous la signature de Charles Chaumet.

celui-ci affirmait : « J'ai conscience d'avoir servi simplement, humblement mon pays. On m'a diffamé, calomnié, couvert d'outrages. Tant que j'occupais le haut rôle d'arbitre voulu par la Constitution, j'ai été tenu au silence. Aujourd'hui, je suis libre, je répondrai à mes diffamateurs, je poursuivrai mes calomniateurs et l'on verra à qui la France d'aujourd'hui, à qui la France de demain donnera raison. » Victor Basch, lui, tout en rendant hommage à l'honnêteté de quelques-uns de ses « amis les plus chers » qui « s'acharnent, aujourd'hui, contre l'homme de l'Élysée » et qu'il reconnaît pour « des âmes chaudes, probes, loyales, elles aussi, mais aveuglées et fanatisées », termine son article par une proclamation menaçante : « Nous allons détruire les misérables légendes que ne colportent plus seulement sous le manteau les adhérents de la *Société d'Études Documentaires et critiques sur la guerre*, mais qu'ils ont lancées maintenant sur la place publique. »

Les menaces de Victor Basch n'ont pas été suivies d'effet jusqu'à ce jour. Il a bien entrepris, sans y réussir, de démontrer qu'aux derniers jours de la paix, fin juillet 1914, le gouvernement français avait tout fait pour exercer une action modératrice à Saint-Petersbourg, s'attirant une vigoureuse réplique de Mathias Morhardt dans une brochure :

Les origines de la guerre, qui montre, noir sur blanc, que *les livres jaunes français ne sont pas plus exempts d'altérations que les livres blancs allemands* ; mais, il n'a jamais seulement fait une tentative pour établir grâce à la documentation que M. Poincaré aurait pu lui confier, que mes allégations, concernant le remplacement de Georges Louis, étaient fausses. Quant aux poursuites annoncées par M. Poincaré, nous les attendons encore, les uns et les autres ¹ !

L'ancien président de la République s'est borné, jusqu'à ce jour, à des apologies de sa politique extérieure qu'il a surtout fondées sur les reproches d'impérialisme et de violence que l'on peut faire, à bon droit, aux Empires Centraux, comme si le fait que les uns ont eu des torts impliquait que les autres sont totalement innocents ; mais il s'est bien gardé, tant dans sa fameuse série de conférences à la Société de Géographie que dans ses nombreux discours et articles, de se risquer sur le terrain où je l'avais invité. Jamais il ne nous a donné la clé du mystère qui entoure encore, à l'heure actuelle, la disgrâce de l'ambassa-

1. Depuis que j'écrivais ces lignes, *la Lanterne* a publié, contre M. Poincaré, un nouveau réquisitoire d'un ancien directeur du *Soleil*, M. Renauld. Y aura-t-il, cette fois, poursuites, comme il était promis ? (*Lanterne* des 4, 5, 6, 7 octobre 1921).

deur Georges Louis et son remplacement par M. Delcassé, l'homme de l'extension de l'alliance franco-russe et de l'encerclement de l'Allemagne.

Une seule fois, M. Poincaré a parlé publiquement de l'affaire Georges Louis : c'est dans la réponse qu'il a cru devoir faire à mon livre, par un article paru, dans le *Matin*, le 20 décembre, au lendemain de la sortie des premiers exemplaires. Qu'il me soit permis de noter, en passant, et, pour montrer que la guerre n'a même pas eu cet heureux effet d'établir, entre les anciens combattants, un lien qui les mît à l'abri, entre eux, des plus mesquines vilenies, que M. Poincaré avait pris connaissance de mon étude dans celles des bonnes feuilles que j'avais adressées au directeur du principal journal de mutilés. Celui-ci, en les adressant à l'intéressé, avant même d'avoir eu le temps de les lire, pensait évidemment se créer un titre aux bonnes grâces d'un ancien et futur (?) chef de gouvernement.

Quoi qu'il en fût, la hâte que mettait M. Poincaré à me répondre, alors que, jusqu'à ce jour, il avait négligé toutes les critiques, était pour moi, une bonne fortune à laquelle, je l'ai dit, j'étais bien loin de m'attendre. Il n'est pas exagéré d'affirmer que, si mon étude a été lue en France, si l'opinion

s'est émue devant le problème que j'avais posé, c'est en grande partie à M. Poincaré que je le dois. Son intervention forçait l'attention et déterminait les organes de toutes nuances à prendre position.

Sous le titre : *Un regard sur le passé*, le *Matin* publiait donc trois colonnes, dont la première prétendait réfuter la thèse de la Société d'Etudes critiques et documentaires sur la guerre, concernant l'incident Lardy, tandis que les deux autres étaient consacrées à mon étude et s'exprimaient ainsi qu'il suit :

Si les renseignements qui m'ont été fournis sont exacts, et j'ai tout lieu de les considérer comme tels, il ne subsiste donc rien de l'accusation si légèrement portée contre le gouvernement de 1914 et contre le Quai-d'Orsay. Mais comment peut-il se trouver des Français pour croire que d'autres Français, je ne dis même pas : aient voulu la guerre, mais aient négligé un moyen quelconque de l'empêcher ? Cent fois, depuis la victoire, n'ai-je pas crié aux Alsaciens et aux Lorrains : « Il n'y en a pas un seul d'entre nous qui aurait pris, pour vous délivrer, la responsabilité de provoquer un conflit sanglant. »

Cette constante volonté de paix du gouvernement de la République, elle est cependant contestée par une poignée d'hommes qui obéissent à des inspirations diverses. Je laisse, bien entendu, de côté ceux

qui sont de mauvaise foi, ou ceux qui, appartenant à la famille ou à l'intimité d'un traître condamné à mort et fusillé, déploient, en ce moment, une activité tenace et rancunière dont je ne suis pas surpris, ou ceux encore qu'aveugle je ne sais quel fanatisme politique, ou ceux, enfin, qui croient que, sous le régime capitaliste, les gouvernements les plus pacifiques sont fatalement entraînés à être, même malgré eux, des préparateurs de guerre. Mais, parmi les quelques Français dont le raisonnement s'égare, dès qu'on parle des douloureux événements de 1914, il en est dont l'état d'esprit est moins facile à expliquer. Ce sont tantôt des intelligences orgueilleuses, qui se plaisent à croire qu'elles détiennent le monopole de la vérité et qui sont portées à regarder comme une erreur l'opinion du plus grand nombre, tantôt des caractères indépendants qu'une passion trop ardente de la liberté pousse au paradoxe et à l'injustice, tantôt des consciences délicates qui ont senti vivement les horreurs de la guerre et qui, au lieu de voir les responsabilités là où elles sont, les cherchent là où il n'y en a aucune, tantôt simplement des personnes trompées ou mal informées.

Il me plaît de ranger dans cette dernière catégorie un blessé de guerre, M. Gouttenoire de Toury, qui vient de publier, avec une préface de M. Barbusse, quelques pages sur le remplacement de M. Georges Louis par M. Delcassé à l'ambassade de Pétersbourg, et qui s'est livré, à ce sujet, aux plus étranges suppositions. Si M. Gouttenoire de Toury, que M. Victor Basch m'a représenté l'autre jour comme un galant homme, et qui mérite, par

sa conduite aux armées, la déférence de ceux mêmes qu'il attaque, a voulu démontrer qu'en collectionnant des coupures de journaux on pouvait composer pour l'histoire, avec tous ces papiers réunis, un masque qui la rendît méconnaissable, il a parfaitement réussi.

*
* *

Je dois rendre à l'auteur cette justice qu'il n'affirme pas. Il conjecture et il place, au-dessus de toutes ses inductions, un grand point d'interrogation. Cette précaution ne l'empêche malheureusement pas de raisonner avec quelque parti pris. Sa thèse tient en trois mots : Il y avait, en 1912, à Paris, un ambassadeur russe, qui, ayant essuyé une défaite diplomatique, par le fait du comte d'Ærenthal, cherchait une revanche contre l'Autriche. C'était M. Isvolsky. Le président du Conseil français de 1912 se fit son instrument docile. Pour lui complaire, M. Georges Louis, ambassadeur de France à Pétersbourg, fut sacrifié et remplacé par M. Delcassé ; et ainsi l'esprit de guerre prévalut contre l'esprit de paix.

Pas un document, pas un fait ; des fantaisies et des hypothèses qui s'évanouissent devant la réalité.

Lorsque j'aurai quelques loisirs, je reviendrai sur les événements de 1912, et, s'il est utile, sur cette affaire Louis, comme sur les autres. Pour le moment, je me borne à quelques précisions essentielles.

Ce n'est pas de son propre mouvement qu'en mai 1912 M. Isvolsky s'est plaint au gouvernement français des malentendus d'ordre personnel qui s'étaient

produits, disait-il, entre M. Georges Louis et M. Sazonoff ; il résulte nettement d'une lettre particulière que M. Georges Louis lui-même m'a écrite le 25 mai 1912, que la démarche avait bien été présentée par M. Sazonoff. Après examen des griefs formulés, j'ai été d'avis de défendre notre ambassadeur contre des reproches qui me semblaient injustifiés. Le cabinet que je présidais m'a unanimement approuvé, et le voyage que j'ai fait à Pétersbourg quelques mois plus tard, à la demande du gouvernement tout entier, a eu, en grande partie, pour objet de régler ce regrettable incident¹. J'ai déclaré

1. Il est bien difficile de concilier cette version de M. Poincaré avec celle qui ressort du rapport ci-dessous d'Isvolsky à Sazonoff, rapport publié par les Bolcheviks et connu en France, lorsque ce livre était achevé depuis longtemps :

AMBASSADE DE RUSSIE A PARIS

Le 4-17 mai 1912.

Très estimé Serge Dmitrievitch (Sazonov),

« Je profite du départ, demain, de Démidov, pour vous écrire à la hâte quelques lignes au sujet de l'incident très désagréable pour moi avec Georges Louis, à propos duquel je viens de vous adresser un court télégramme. Vous savez que, dès le commencement, j'ai considéré cette affaire comme très délicate et difficile, que j'ai longtemps hésité à en parler à Poincaré et ne m'y suis décidé qu'après avoir reçu votre lettre, dans laquelle vous m'écriviez que « la coupe de votre longanimité était pleine ». J'ai employé tous mes efforts afin d'engager la conversation de loin et avec toutes les précautions possibles. J'ai commencé par parler comme en mon nom personnel à propos des nominations attendues dans les hauts postes diplomatiques français, appelant son attention sur certains défauts extérieurs de

à l'Empereur, à M. Kokovtsoff et à M. Sazonoff que M. Louis avait toute la confiance du Gouvernement français et M. Louis est resté en fonctions.

Georges Louis. Voyant que cela ne produisait pas l'impres-
sion voulue, et craignant que les nouvelles nominations et
permutations ne touchent pas Saint-Petersbourg, je me suis
décidé, le cœur gros, à le mettre au courant de la manière
la plus confidentielle, des froissements et malentendus en-
tre vous et Georges Louis, sans le presser et sans deman-
der son rappel, *mais en lui indiquant seulement, que dans
l'intérêt des relations franco-russes, il serait désirable, dans
un avenir plus ou moins éloigné, de le remplacer par une
autre personne, de préférence un diplomate.*

« Malheureusement, ici encore s'est affirmé l'esprit bru-
talement direct de M. Poincaré, tout à fait ignorant des
formes et des procédés diplomatiques. Au lieu de garder
ces conversations entre nous et après avoir pris la décision
de déplacer Louis, d'attendre tranquillement pour cela un
moment favorable, il en a avisé Georges Louis, en dépit de
ma prière instante de conserver à toute cette affaire un
caractère rigoureusement secret, et a mis au courant tous
ses collègues du Conseil des Ministres, auxquels il a pro-
posé d'examiner la question de *la nomination d'un nouvel
ambassadeur à Saint-Petersbourg.* Une fois que le rappel
éventuel de Georges Louis était connu de quatorze ministres,
une indiscretion de la presse était inévitable. Poincaré, que
je viens de voir à l'instant, m'a déclaré qu'il était très cha-
griné de cette indiscretion et qu'elle n'émanait pas du mi-
nistère des Affaires étrangères. *Chacun de notre côté, nous
avons rédigé des démentis qui ont aussitôt été remis par
nous à l'Agence Havas et au représentant de l'Agence Télé-
graphique de Saint-Petersbourg ; dès qu'ils paraîtront, je
les joindrai à cette lettre.*

« Tout cet incident est on ne peut plus désagréable pour
moi et il faut s'attendre à voir se greffer sur lui une polé-
mique on ne peut plus indésirable. Tout ceci complique
encore davantage la question du rappel de Louis et la dési-
gnation de son successeur. Comme je vous l'ai déjà télé-

De tout cela, il y a la preuve écrite et contemporaine dans les archives du ministère des Affaires étrangères.

Jusqu'au jour où j'ai quitté le Quai-d'Orsay j'y ai dirigé la politique extérieure non seulement en plei

graphié, *son rappel est décidé en principe*, mais il est ind pensable de lui trouver un autre poste. L'idée de nommer Deschanel à Pétersbourg est abandonnée. On assure qu'il l'a pressenti à ce sujet, mais qu'il a refusé, ne désirant pas perdre son mandat de député et ses chances à la présidence de la Chambre et ensuite à la Présidence. Le candidat le plus probable est Barrère, d'autant plus que cela donnera la possibilité de nommer Louis à Rome. Barrère vous est bien connu de Rome, aussi me dispenseraï-je de vous le caractériser. A Rome, il a agi avec beaucoup de succès, mais son rôle y est à présent terminé. Son passé tumultueux à l'époque de la Commune est maintenant complètement oublié et il est incontestablement plus adapté à l'activité diplomatique et à la vie que G. Louis. Je vous serai très obligé de me faire savoir votre opinion quant à sa candidature. L'idée de nommer le marquis de Breteuil n'est pas réalisable.

« Vu l'incident ci-dessus exposé, le rappel de G. Louis qui aurait dû avoir lieu immédiatement, sera vraisemblablement quelque peu différé et il devra retourner à Saint-Pétersbourg, ce qui, dans les circonstances actuelles, sera très désagréable et pour vous et pour lui. Je vous prie de ne pas trop m'en tenir rigueur, car je ne sais pas comment je pouvais d'une part poser la question du remplacement de l'ambassadeur et, d'autre part, éviter les indiscretions inévitables, vu les mœurs politiques d'ici. Tout ceci menace aussi de représailles de la part de Georges Louis et de ses nombreux amis et des journalistes qui lui sont dévoués, et sur lesquels, vu l'absence des ressources nécessaires, je ne suis pas en situation d'agir.

« Votre sincèrement...

« ISWOLSKY. »

accord avec le gouvernement, où figuraient des hommes comme MM. Léon Bourgeois, Millerand, Briand et Pams, non seulement avec nos ambassadeurs MM. Paul Cambon, Jules Cambon, Barrère et Dumaine, mais avec M. Georges Louis lui-même, qui était tenu au courant de tout et dont je recevais à peu près quotidiennement des télégrammes.

La santé de M. Georges Louis laissait malheureusement beaucoup à désirer (elle n'a cessé de décliner jusqu'à sa mort). Lorsque, après l'élection présidentielle du 17 janvier, je quittai le ministère, M. Fallières confia la présidence du Conseil à M. Briand et les Affaires étrangères à M. Jonnart. Le nouveau cabinet jugea bon que la France fût représentée à Saint-Pétersbourg par un ambassadeur plus actif et aussi par un personnage plus important. Il choisit M. Delcassé, et le 17 février, avant mon entrée à l'Elysée, M. Jonnart télégraphia à M. G. Louis pour l'informer de cette décision. M. Gouttenoire commet donc une erreur lorsqu'il écrit que cette mesure a été un acte personnel de ma présidence. Elle a été prise, dans un moment où je n'étais plus président du Conseil et où je n'étais pas encore président de la République, par un ministère qui n'a certainement consulté, en cette occasion, que l'intérêt de la patrie ; et je me suis borné ensuite à la ratifier.

*
* *

Mais M. Gouttenoire veut absolument que je me sois, de bonne grâce, laissé manœuvrer par M. Isvolsky. Le jour où il connaîtra les archives du Quai-

d'Orsay (il est vrai qu'il insinue, un peu naïvement, qu'elles ont pu être révisées), il regrettera, sans doute, la témérité de son allégation. La seule preuve qu'il essaie de donner à l'appui du système qu'il a conçu, il l'emprunte aux publications bolcheviques reproduites dans le Livre blanc allemand. En septembre et en novembre 1912, j'aurais déclaré l'ambassadeur de Russie que si un conflit de son pays avec l'Autriche « déterminait l'intervention armée de l'Allemagne, la France reconnaîtrait immédiatement le *casus foederis* et ne perdrait pas une minute pour remplir ses engagements vis-à-vis de la Russie ».

M. Isvolsky aurait rapporté cette conversation à Pétersbourg et les soviets auraient publié son télégramme. Personne, que je sache, n'a jamais vu le texte exact de ce prétendu document, et, s'il n'est pas apocryphe, la citation qu'on en donne peut être tronquée, et, si elle est fidèle et complète, encore doit-on se rappeler que, dans leurs télégrammes, certains ambassadeurs attribuent assez volontiers à leurs interlocuteurs les idées qu'ils désirent faire admettre par leurs propres gouvernements. C'est une méthode dont il me serait aisé de montrer de nombreux exemples.

Pour moi, je suis certain de n'avoir jamais tenu à M. Isvolsky que le langage le plus fermement pacifique¹. L'alliance franco-russe, telle qu'elle avait été signée en 1892, portait la clause suivante, qu'on

1. L'assertion de M. Poincaré est encore en contradiction avec le langage que lui prête le comte Isvolsky, dans le rapport ci-dessous que je reproduis avec le commentaire

peut trouver au Livre jaune de 1918 : « Si la Russie est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes

dont j'accompagnais sa publication dans le *Journal du Peuple* du 14 janvier 1922 :

« 5/18 décembre 1912.

Très honoré Serge Dmitrievitch,

« Comme, jusqu'à présent, je ne reçois pas de réponse à mes télégrammes sur l'inquiétude causée ici par notre attitude d'apparence passive, en face des armements autrichiens, je me demande si je reproduis, bien assez clairement, l'opinion qui se manifeste en ce moment. C'est pourquoi je vais m'efforcer de vous exposer avec plus de détails, les résultats de mes observations dans les deux dernières semaines. Tandis que, récemment encore, le gouvernement français et la presse de ce pays étaient disposés à nous inculper d'excitations aux Serbes et que la note dominante était la phrase : « La France ne veut pas faire la guerre pour un port serbe » (*en français dans le texte*), on est, maintenant, plein d'hésitation et d'inquiétude non dissimulée, en face de notre indifférence apparente devant le fait de la mobilisation autrichienne. Ces craintes n'ont pas été seulement manifestées dans la conversation avec moi et avec notre attaché militaire par les ministres français, mais elles percent aussi en plein public, comme dans les journaux de toutes orientations ; à l'Etat-Major général français elles sont si fortes que le ministre de la guerre, ainsi que je vous en ai déjà fait part, dans mon télégramme n° 445, tint pour nécessaire d'attirer, sur cette circonstance, l'attention de Poincaré qui me montra la lettre de Millerand et convoqua le conseil des ministres pour une séance extraordinaire.

« Le télégramme de Georges Louis, qui reproduit la réponse de notre Etat-Major au général de Laguiche, n'a, d'aucune façon, dissipé les incertitudes des Français ; le texte de ce télégramme me fut montré, d'après lequel il fut dit au général de Laguiche que, non seulement, de notre côté,

ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne. » Il ne dépendait pas de moi de ne pas confirmer à M. Isvolsky un engagement qui était la con-

on attribuait, aux armements autrichiens, un caractère purement défensif, mais que, même, dans le cas invraisemblable d'une agression autrichienne contre la Serbie, *la Russie ne ferait pas la guerre. Cette réponse a jeté Poincaré et tous les ministres français dans la plus grande consternation.* D'après toutes les nouvelles parvenues ici, l'Autriche achève la mobilisation de dix corps d'armée, à l'occasion de laquelle une partie des troupes mobilisées a fait une démonstration à la frontière russe (*dans le texte : contre la Russie*). La mobilisation pèse lourdement sur les finances autrichiennes, déjà délabrées sans cela, et l'on peut s'attendre à cause de cela, de jour en jour, à une entrée en jeu catégorique du cabinet autrichien.

« Cette entrée en jeu peut, on l'admet ici, appeler la résistance de la Russie qui attirera, alors, automatiquement et inévitablement, d'abord l'Allemagne et, plus tard aussi, la France, dans la guerre. Le gouvernement français fait preuve, en face de cette possibilité, d'une conviction absolument tranquille et est fermement décidé à remplir ses engagements d'allié. Toutes les mesures nécessaires sont prises du côté français ; la mobilisation à la frontière de l'Est a été examinée, l'armement est en pleine organisation, etc... Et, juste à ce moment la France se heurte à une attitude apparemment tout autre, vis-à-vis de la situation, de son alliée qui, cependant, est, en tout cas, la plus intéressée à cette situation. On conclut de là que, chez nous, ou bien on ne se rend pas compte des intentions guerrières de l'Autriche, ou bien, pour quelque motif, on ne veut pas causer avec la France, dans le moment donné. Les deux suppositions, sont, pour nous, défavorables au plus haut point et, malgré tous mes efforts, pour réagir contre elles, il m'est toujours de plus en plus difficile d'entretenir l'état d'esprit désirable pour nous ici. Dans mes entretiens avec Poincaré et d'autres ministres, je m'efforce de leur montrer claire-

tre-partie de celui que la Russie avait pris envers nous. Mais je me serais bien gardé d'y ajouter un iota, et plus encore de nous mettre ou de nous laisser mettre dans une situation qui pût nous entraîner à tenir notre promesse.

ment que notre indifférence apparente est, en réalité, un indice de notre maîtrise sur nous-mêmes et de notre ferme propos de ne fournir aucun motif de nous inculper de quelque entreprise pouvant nous entraîner, nous et nos alliés, dans une guerre. Mais, si l'Autriche devait, malgré la modération montrée par nous, se décider, cependant, à des entreprises actives, pour la solution des questions à l'ordre du jour, il deviendra clair au monde entier que la guerre mondiale aura été déclanchée, non par la Russie, ni par quelques prétentions serbes déraisonnables, mais par la tentative de l'Autriche et de l'Allemagne d'imposer leur hégémonie aux Balkans et, par suite aussi, à toute l'Europe. Le gouvernement français, je l'affirme, doit nous être reconnaissant de cette façon de présenter la question qui semble d'autant plus nécessaire que c'est seulement sous de pareilles conditions que nous pouvons compter sur l'appui de l'Angleterre. Je ne veux pas vous dissimuler que tous ces arguments ne paraissent pas assez convaincants et qu'il est très difficile de trouver une explication pour notre opposition ouverte (*dans le texte : non vouloir*), d'envisager, d'accord avec la France, la situation créée par la mobilisation autrichienne. Hier encore, *Paléologue insistait auprès de moi sur son étonnement quant à la communication confidentielle faite par notre état-major général au général de Lagouche*, ayant trait à l'attitude probable de la Russie vis-à-vis d'une agression autrichienne contre la Serbie. Sur ma remarque que ceci pourrait être une « boutade » d'un officier mécontent de la prétendue passivité de la diplomatie russe, Paléologue me répondit : « Mais, notre ambassadeur à Saint-Petersbourg n'est pas mieux informé, au sujet des véritables intentions de votre gouvernement, que le général et nous-mêmes, au Quai-d'Orsay », faisant ainsi visiblement

Aussi bien, pendant tout le temps que je suis resté au Quai-d'Orsay, n'ai-je eu qu'une pensée : empêcher que la crise balkanique n'amenât des compli-

allusion à la cessation de l'échange de vues commencé par nous avec le cabinet de Paris, au sujet des suites possibles d'une entreprise autrichienne contre la Serbie.

« Je m'efforce d'obtenir l'orientation désirable pour nous, dans les cercles gouvernementaux et politiques et je tente en même temps, d'agir sur la presse. Dans ce sens, des résultats très remarquables ont été atteints, en partie grâce aux mesures prises en leur temps. *Comme vous le savez, je ne me mêle pas directement à la répartition des subsides, mais le partage est entrepris avec le concours des ministres français et a déjà produit l'effet nécessaire.* De moi-même, j'essaye, par mon influence personnelle, d'orienter les principaux journaux de Paris, tels que le *Temps*, le *Journal des Débats*, l'*Echo de Paris*. En général, *on ne peut pas comparer le ton d'aujourd'hui avec celui du temps de la tension de 1908-1909.* Particulièrement digne de remarque est la position prise par le *Temps*, qui était explicitement austrophile, il y a quatre ans et dans les colonnes duquel *M. Tardieu mène, aujourd'hui, une campagne énergique contre la politique autrichienne.* M. Berchtold et l'ambassadeur autrichien à Paris se sont déjà plaints, plusieurs fois, à M. Poincaré, à cause de cette campagne. Dans mes conversations avec les journalistes français, je m'efforce de leur inculquer l'idée que, si, malgré la pénétration et la condescendance montrées par la Russie, les armements autrichiens et les exigences de la diplomatie autrichienne devaient conduire à une conflagration européenne générale, la guerre ne commencera pas, par suite des intérêts particuliers de la Serbie, ni, non plus, pour l'amour d'intérêts russes spéciaux, mais en conséquence de la tentative de l'Autriche et de l'Allemagne, qui se tient derrière celle-ci, d'imposer une hégémonie en Europe et dans les Balkans. Cette idée commence, Dieu merci, à pénétrer dans la conscience des cercles politiques et militaires français, comme aussi dans la conscience du grand public. Ces derniers temps, je n'ai

cations générales. Jour par jour, je suis resté en relations non seulement avec Londres et Pétersbourg, mais avec Vienne et Berlin, et j'ai tout fait pour que

plus à combattre l'idée que la France pourrait être entraînée dans une guerre étrangère à ses intérêts, mais, plutôt, la crainte que notre attitude ne soit trop passive vis-à-vis des questions qui touchent l'intérêt et le prestige de la Triple Entente, dans son ensemble.

« Votre sincèrement dévoué,

« Signé : ISWOLSKY. »

« P. S. — A l'instant, il m'est arrivé et il m'a été déchiffré votre télégramme, n° 1.187, dans lequel me sont expliquées les questions abordées dans la lettre précédente. Je tenterai de communiquer, aujourd'hui ou demain, son contenu à Poincaré qui, tous ces jours-ci, est entièrement absorbé par des séances du Parlement.

« Hier, il m'a dit que, dès avant les vacances de Noël, c'est-à-dire à la fin de cette semaine ou au commencement de la prochaine, il prononcera, à la Chambre, un bref discours sur les affaires extérieures. »

Ce document, par son ampleur, par sa précision, par la place qu'il occupera dans l'histoire des origines de la guerre, mériterait plus que le commentaire télégraphique auquel je dois me borner. Je doute que son authenticité ou sa conformité soient mises en doute.

Voyons ce qu'il établit clairement, si M. Iswolsky n'a pas menti :

1° Le gouvernement Poincaré a changé radicalement l'orientation de la politique extérieure française, depuis le temps où M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, adressait (13 février 1909) au gouvernement du Tsar, qui avait failli déclarer la guerre, à propos de l'annexion de la Bosnie Herzégovine, une note déclarant que les deux gouvernements devaient tout faire pour éviter le danger de guerre. « L'opinion publique française, concluait la note de Pichon, ne comprendrait pas qu'une question de cette nature pu entraîner la guerre. » (Publication von Siebert, ci-

le groupe de la Triple-Entente ne s'opposât pas. dans les négociations, à celui de la Triple-Alliance. Je me suis mis d'accord avec sir Edward Grey pour

tée par le comte de Pourtalès. *Preussische Jahrbücher* de septembre 1921). Maintenant, le gouvernement Poincaré et l'Etat-Major trouvent la politique russe trop timide... et, pourtant !... Leur inquiétude devant les déclarations de l'Etat-major russe à notre attaché militaire est-elle assez caractéristique ? La Russie ne partira pas en guerre pour la Serbie : quel malheur !

2° Afin d'exciter la Russie, trop « passive », le gouvernement Poincaré cherche à persuader celle-ci que l'Autriche veut la guerre, ce qui n'est rien moins que certain : M. Crozier, ancien ambassadeur à Vienne, n'a-t-il pas (*Eclair*, 12 juin 1921 et suivants) accusé M. Poincaré de l'avoir rappelé, parce que sa politique conciliante, vis-à-vis des avances de l'Autriche, déplaisait ?

3° Derrière l'Autriche, le gouvernement Poincaré montre à la Russie l'ombre menaçante de l'Allemagne : pourquoi ? N'est-il pas établi que l'action du gouvernement impérial fut toute de modération à cette époque ?

4° Le gouvernement Poincaré, d'accord avec Iswolsky, travaille à orienter la presse et l'opinion publique vers la nécessité d'une guerre déclanchée par les événements balkaniques.

5° M. Poincaré est en plein accord avec Iswolsky, dont les plans, d'ailleurs bien connus, apparaissent ici en pleine lumière. Dans un autre rapport (16-29 janvier 1913), Iswolsky dit, à propos de l'entretien qu'il vient d'avoir avec M. Poincaré, dont il vante l'influence personnelle et les pouvoirs, comme président de la République : « Il exprime l'espoir que nous continuerons encore à nous voir souvent et me prie de m'adresser directement à lui toutes les fois que cela me semblerait nécessaire. »

6° Le gouvernement Poincaré traite l'ambassadeur pacifique Georges Louis en *minus habens*, réglant par-dessus la tête de celui-ci toutes les questions importantes.

En résumé, la grande inquiétude était, alors, pour

rapprocher ces deux groupes dans une même conférence internationale, et, bien que l'Angleterre nous eût, d'abord, proposé que la réunion se tînt à Paris,

M. Poincaré et ses amis, non pas que le gouvernement russe fût trop aventureux, mais, au contraire, trop timide. Le futur président de la République (il devait être élu un mois plus tard) envisageait la guerre, nécessaire à ses yeux,

« avec sang-froid ».

Mais M. Poincaré nous dira, de nouveau, que M. Iswolsky peut avoir présenté son attitude sous un jour faux.

Malheureusement pour l'ancien président, toutes les assertions contrôlables d'Iswolsky se trouvent confirmées par les faits connus.

La pression faite, à cette époque, par la presse, la littérature, le théâtre, les manifestations militaires, sur l'opinion publique, pour amener celle-ci à un état d'esprit belliqueux, est patente. Je la montre, noir sur blanc, dans un livre qui paraîtra, dans quelques semaines, chez Rieder : *Jaurès et le parti de la guerre*. La preuve, citée par Iswolsky, de l'efficacité de cette campagne de presse, à savoir le changement d'orientation du *Temps*, vis-à-vis de l'Autriche, apparaît à la simple confrontation des textes, aux deux époques envisagées.

L'intimité de M. Poincaré avec Iswolsky n'est pas discutable : l'ancien président l'a lui-même reconnue, disant, alors qu'il recevait, au lendemain de son élection, des mains de l'ambassadeur russe, la grand'croix de Saint-André : « Il m'est agréable que Sa Majesté vous ait choisi vous-même comme interprète, vous avec qui j'ai entretenu, pendant plus d'un an, des relations quotidiennes... » Jaurès sentait bien que là était le danger. Le 12 janvier 1913, par exemple, il écrivait : « Par quelle imprévoyance, par quel acharnement odieux sur les vaincus ou par quelle aliénation de l'indépendance française aux mains de M. Iswolsky, la diplomatie du ministère Poincaré, au lieu de jouer un rôle de médiation et de modération, encourage-t-elle les exigences les plus démesurées des Bulgares et des Grecs ?... »

La disgrâce de Georges Louis, préparée dès l'avènement

j'ai volontiers accepté qu'elle eût lieu à Londres, précisément pour que M. Iswolsky, suspect à l'Autriche et à l'Allemagne, ne fût pas appelé à y siéger.

de M. Poincaré aux affaires, tentée en mai 1912, fut consommée, le jour même où M. Poincaré entra à l'Elysée. Cependant, Iswolsky, lui, conservait son poste d'ambassadeur à Paris jusqu'à la Révolution russe.

M. Poincaré s'est défendu, dans son article du *Matin*, de toute responsabilité dans le remplacement de M. Louis par M. Delcassé : « Je n'étais plus président du Conseil, dit-il, et je n'étais pas encore président de la République. »

Je lui ai répondu, sur l'heure. Mais, ici encore, Iswolsky, dans un rapport du 17/30 janvier 1913, nous renseigne. Après avoir fait l'éloge de Poincaré, de son énergie, de sa décision, insisté sur les pouvoirs étendus qu'il tiendra de la Constitution ; après avoir montré M. Jonnart, le nouveau ministre des Affaires étrangères, peu au courant des affaires diplomatiques du moment, il écrit : « Jusqu'à la prise de possession effective des affaires présidentielles, qui n'aura lieu que dans trois semaines, Poincaré visitera journellement le ministère. M. Jonnart ne prendra, sans qu'il le sache, ni sans qu'il soit d'accord, aucune sorte de disposition. »

Enfin les moindres détails du rapport d'Iswolsky, contrôlables à ce jour, sont confirmés : M. Poincaré, écrit-il, lui a annoncé, le 17 décembre 1912, qu'il prononcerait, à la Chambre, avant les vacances de Noël, un discours sur la politique extérieure. Reportez-vous aux débats parlementaires de l'époque, vous trouverez, à la séance du 21 décembre, le discours annoncé.

Tout cela n'est-il pas convaincant ?

Je pourrais citer encore les fameux rapports concordants des diplomates belges, du comte Benckendorff, ambassadeur russe à Londres, s'inquiétant de la politique de M. Poincaré et de ses satellites.

Je pourrais rappeler le second voyage de M. Poincaré, plus significatif encore que le premier et sur les détails du-

La guerre a retardé jusqu'ici la publication d'un Livre jaune rétrospectif sur les affaires balkaniques. Lorsqu'il paraîtra enfin, « Clarté » elle-même ne prendra plus l'ombre pour la lumière.

*
* *

Les pages de M. Gouttenoire sont dédiées à la mémoire de Jaurès. Il me sera donc permis d'évoquer un souvenir. Le 21 décembre, trois semaines avant le jour où j'ai quitté le ministère des Affaires étrangères, j'ai fait, à la tribune de la Chambre, un exposé complet de la politique étrangère que j'avais suivie. Le grand orateur socialiste, loin de se lever contre moi, a, dans un bref discours, présenté les observations suivantes : « Convaincu, avec tous mes amis, que la guerre serait la plus effroyable catastrophe et que le devoir de tous est de ten-

quel M. Paléologue (*Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1921) nous a renseignés, et les négociations des derniers jours de juillet 1914, exposées à fond dans un livre, sur certains points duquel je fais toutes réserves, mais qui n'en est pas moins très documenté et intéressant. (*Les responsables de la guerre*. Alfred Pevet, Ed. L'Humanité.)

Enfin, l'homme qui confirme encore, peut-être, le mieux la véracité des rapports d'Iswolsky, c'est M. Poincaré lui-même, par la politique extérieure de haine et de violence qu'il continue à préconiser, après comme avant la guerre : *L'homme de la Rhur est bien le continuateur logique de l'homme de la revanche !*

Oui, comme au temps de l'affaire Dreyfus et de Zola, la vérité, je l'affirme, est en marche !

La Roche Tarpéienne et le Capitole n'ont pas changé de place et sont toujours proches l'un de l'autre !

dre tous les ressorts de l'action pour la prévenir, je me réjouis d'autant plus de l'inspiration pacifique du discours de M. le président du Conseil. L'heure n'est pas venue de rechercher les responsabilités générales de ceux qui ont préparé la terrible crise où l'Europe se débat. M. le président du Conseil a fait allusion au refus que la Turquie a longtemps opposé aux réformes, et je ne méconnaissais pas la lourde responsabilité à cet égard des dirigeants turcs. L'heure viendra où il nous sera permis de dire que l'Europe, elle aussi, a eu une large part de responsabilité. Je ne veux pas examiner non plus les détails de la diplomatie de M. le ministre des Affaires étrangères. Sur tel ou tel point, nous aurions, sans doute, des réserves à formuler. Mais il nous suffit, à cette heure, qu'il ait voulu sincèrement la paix, qu'il en ait donné l'impression à l'Europe, qu'il ait compris que le devoir de la France était d'y coopérer loyalement. Et je me rappelle, *non sans gratitude*, que M. le président du Conseil a pris, dès le début de la crise, l'initiative de ces conversations générales entre tous les pays qui ont apaisé, amorti le conflit et qui viennent de prendre leur forme définitive dans la conférence réunie à Londres.

Jaurès m'exprimait alors sa gratitude. A ceux de ses disciples qui invoquent aujourd'hui son témoignage, je ne demande que la justice.

Le geste de M. Poincaré, prenant publiquement la parole, à une tribune aussi retentissante que celle du *Matin*, pour répondre à un obscur militant de l'idée, pourrait, je l'ai dit,

ailleurs, être considéré comme l'indice d'une certaine crânerie. D'autre part, on pouvait voir, dans tant de hâte, la manifestation de quelque inquiétude devant l'évocation de responsabilités que M. Poincaré connaît mieux que personne, si elles existent. Quoi qu'il en fût, la réponse à mes points d'interrogation n'était rien moins que péremptoire et convaincante. J'ai su, de bonne source, que le Quai-d'Orsay en avait été atterré, d'autant plus que le *Matin* m'avait fourni l'occasion d'une réplique à laquelle il ne pouvait se soustraire. Trop heureux de disposer, à mon tour, de la tribune inespérée d'un journal à gros tirage, je portais, le soir même, au *Matin*, ma réponse qui paraissait le 22 décembre, sous le titre : « M. Gouttenoire de Toury réplique à M. Poincaré », s'exprimant ainsi :

Monsieur le rédacteur en chef,

Le « leader » du *Matin* d'aujourd'hui, signé de M. Poincaré, contient deux colonnes sur l'étude que je viens de publier sous le titre : *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?*

Permettez-moi, conformément à mon droit strict, d'apporter à vos lecteurs quelques précisions.

Rien au monde ne m'anime contre l'ancien président de la République, sinon la conviction, fondée sur un ensemble de présomptions, dont quelques-unes apparaissent dans mon étude, qu'à dater

de son avènement à la présidence du Conseil et au ministère des Affaires étrangères, au commencement de 1912, l'orientation de notre politique extérieure conjugée avec celle des gouvernements allemand, autrichien, anglais, russe, etc., nous conduisait directement et fatalement à la guerre.

Lorsque j'interroge : Poincaré a-t-il voulu la guerre ? il est bien évident que je ne laisse pas entendre que l'ex-président a pu vouloir la guerre pour la guerre, mais que, comme la plupart des hommes d'Etat de tous les pays et de tous les temps, il a pu en courir le risque, en accepter l'éventualité — d'un cœur léger ou non, peu importe — pour la recherche de cette « gloire » que l'on a chantée, depuis que le monde est monde, et dont nous ne voulons plus même entendre parler, après les horreurs matérielles et morales qu'elle a coûtées à la France et à l'humanité !

Mon opinion, si d'aucuns, timorés, la trouvent audacieuse, est, pourtant, soutenable : n'est-elle pas celle des seuls diplomates dont nous ayons connu jusqu'à ce jour, l'opinion secrète et, par conséquent, vraie, grâce à l'ouverture, en Belgique, des archives diplomatiques, l'un des rares « bienfaits de la guerre » ?

Un exemple, entre dix autres : le baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, ne fait-il pas à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 16 janvier 1914, un rapport dans lequel je lis les lignes suivantes :

« J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationa-

liste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe et pour la Belgique. J'y vois le plus grand péril qui menace, aujourd'hui, la paix de l'Europe, non pas que j'aie le droit de supposer le gouvernement de la République disposé à la troubler de propos délibéré — je crois plutôt le contraire — mais parce que l'attitude qu'a prise le cabinet Barthou est, selon moi, la cause déterminante d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne. »

Au surplus, socialiste, convaincu — je l'ai dit dans mon avant-propos — que la guerre est le produit naturel et fatal du régime capitaliste, de la ploutocratie et que la volonté des hommes est pour peu de chose dans la marche des événements, je n'ai aucune raison de souhaiter que M. Poincaré ait été, plutôt que tel ou tel, l'un des responsables de la catastrophe.

Si, par impossible, il arrive à établir que sa politique extérieure a été pacifique et prudente, qu'il n'a marché, en aucune mesure, dans les voies du chauvinisme et de l'impérialisme, que ses présidences successives du Conseil et de la République ont travaillé pour l'apaisement et la concorde internationale, je m'inclinerai. *A fortiori*, s'il prouve que je me suis trompé en lui attribuant une contradiction avec les vues politiques de l'ambassadeur Georges Louis et un rôle important dans le remplacement de celui-ci, à Saint-Pétersbourg, par M. Delcassé, je confesserai mon erreur et je la regretterai, dans la mesure où elle n'aura pas contribué, par la publicité que je lui ai donnée, à faire la lumière.

Aussi bien, comme consent à le reconnaître

M. Poincaré, je « n'affirme pas », je « conjecture » et je « place, au-dessus de toutes mes inductions, un grand point d'interrogation ». J'écris, au seuil de la seconde partie de mon livre : « La présente étude pose des points d'interrogation et fait apparaître, il me semble, certaines présomptions. Je n'aurai pas perdu mon temps si viennent les réponses et les précisions, dans un sens ou dans l'autre. »

Ma bonne foi et mon désir de la lumière, quelle qu'elle soit, sont manifestes.

*
* *

Or, il me semble bien, à l'heure où nous sommes, qu'en effet, je n'aurai pas perdu mon temps.

Déjà, au cours de son article de ce matin, M. Poincaré nous apporte quelques précisions d'importance capitale :

1° Il nous dit : « Il résulte nettement d'une lettre particulière que M. Georges Louis m'a écrite, le 25 mai 1912, que la démarche avait bien été prescrite par M. Sazonoff. »

Ce rappel de M. Georges Louis aurait donc été l'œuvre de M. Sazonoff. Reste à savoir dans quelle mesure ce geste significatif n'aurait pas été inspiré par le comte Isvolsky ?

En tout cas, c'est un point d'histoire qui est en voie d'être éclairci.

2° M. Poincaré affirme encore : « Jusqu'au jour où j'ai quitté le Quai-d'Orsay, j'y ai dirigé la politique extérieure, non seulement en plein accord avec le gouvernement... non seulement avec mes ambassa-

deurs... mais avec M. Georges Louis lui-même qui était tenu au courant de tout et dont je recevais à peu près quotidiennement des télégrammes. »

Et ceci est encore un point d'histoire qui, une fois définitivement établi, contribuera, pour beaucoup, à faire la lumière sur les événements d'alors.

3° Au sujet du rappel définitif de M. Georges Louis, M. Poincaré précise : « Lorsque, après l'élection présidentielle du 17 janvier, je quittai le ministère, M. Fallières confia la présidence du Conseil à M. Briand et les Affaires étrangères à M. Jonnart. Le nouveau cabinet jugea bon... Il choisit M. Delcassé et, le 17 février, avant mon entrée à l'Elysée, M. Jonnart télégraphia à M. Georges Louis pour l'informer de cette décision. M. Gouttenoire commit donc une erreur, lorsqu'il écrit que cette mesure a été un acte personnel de ma présidence. Elle a été prise dans un moment où je n'étais plus président du Conseil et où je n'étais pas encore président de la République... et je me suis borné ensuite à la ratifier. »

Il est certain que, si M. Poincaré réussit à prouver que cette décision, d'importance capitale, prise au moment où il quittait le ministère des Affaires étrangères, après plus d'un an de fonction, et où il allait entrer à l'Elysée, l'a été en dehors de toute influence venue de lui, il échappera, de ce fait, à une lourde responsabilité sur ce point particulier et, là encore, un point d'histoire sera fixé.

4° Enfin, au sujet du rapport d'Isvolsky à Sazonoff, dans lequel il est dit que M. Poincaré aurait déclaré, en automne 1912, que, si un conflit, entre la Russie et l'Autriche « déterminait l'intervention

armée de l'Allemagne, la France reconnaîtrait immédiatement le *casus fœderis* et ne perdrait pas une minute pour remplir ses engagements vis-à-vis de la Russie » — rapport qui a été publié par les bolcheviks — M. Poincaré laisse entendre que le document peut être apocryphe ou tronqué et qu'enfin, le propos a pu lui être attribué, à tort, par Isvolsky. En tout cas, il affirme : « Je suis certain de n'avoir jamais tenu à M. Isvolsky que le langage le plus fermement pacifique. »

Ici, la preuve sera plus difficile à faire, car, fort malheureusement, M. Isvolsky est mort ; mais, nous avons une affirmation de M. Poincaré et celle-ci aura de l'importance, quelle que puisse être la tournure prise par les événements.

Mais, il faut me borner, pour aujourd'hui, du moins, car j'aurais encore beaucoup à dire. Qu'il me soit permis de faire remarquer, seulement, en terminant, que si Jaurès, à la mémoire duquel j'ai dédié mon étude avec tout le respect dû à son génie pacifique et humain, a écrit, le 21 décembre 1912, à la suite d'un discours prononcé par Poincaré, à la Chambre, sur la politique extérieure : « ... Je me réjouis d'autant plus de l'inspiration pacifique du discours de M. le président du Conseil... il nous suffit qu'à cette heure, il ait voulu sincèrement la paix, qu'il en ait donné l'impression à l'Europe. qu'il ait compris que le devoir de la France était d'y coopérer loyalement... », je ne puis oublier que, quelques jours plus tard, le 17 février 1913, dans un article intitulé : « La veille du sacre », que je reproduis dans mon étude, il ne craignait pas d'écrire : « ... Que le nouveau président... se méfie aussi des

applaudissements et des enthousiasmes. Beaucoup de ceux qui l'aiment s'aiment en lui. Ils veulent donner à sa présidence quelque chose de monarchique et faire chanter, dans sa popularité soudaine, comme dans une trompette neuve, leur nationalisme qui s'essoufflait en des clairons fêlés.

« Le président qui a eu la faiblesse de se mettre sous leur main dès son premier jour, saura-t-il les ramener à la mesure ?... Saura-t-il se souvenir à temps, lui « le Lorrain », que, si la Lorraine est éprise d'indépendance et d'honneur, elle veut profondément et sincèrement la paix, qu'elle considère les chauvins brouillons et stupides comme ses pires ennemis ? Osera-t-il dire assez tôt et assez haut pour être entendu de ceux qui, demain, crieront sa gloire, qu'il ne veut pas que sa présidence soit le septennat de la réaction et de la guerre ? »

Il me semble que de pareils avertissements n'impliquent qu'une confiance relative dans l'humeur pacifique du nouveau président de la République.

Bien que l'un des rédacteurs en chef du *Matin* m'eût formellement promis l'insertion de cette lettre pour le surlendemain, j'avais peine à croire à pareille aubaine. L'insertion de l'un des « documents belges » à la première page du journal où pontifie M. Poincaré paraissait bien la chose la plus invraisemblable du monde et, jusqu'au dernier moment, je m'attendais à une résistance, sous un prétexte quelconque. Lorsque j'eus en

main mon texte, je respirai. Parmi les centaines de milliers de lecteurs qui allaient lire les appréciations d'un ancien ministre de Belgique à Paris, sur la politique extérieure de MM. Poincaré, Millerand, Barthou etc., il y en aurait bien quelques-uns pour réfléchir et ouvrir les yeux. C'était du bon travail pour le débouillage des crânes et c'est à l'ancien président de la République que je devais d'y avoir réussi. Grâce lui en soient rendues ici publiquement !

Dans ma réponse, je me bornais — on l'a vu — à prendre acte de l'importance des affirmations de M. Poincaré.

Celui-ci avait nettement rejeté la responsabilité du rappel de Georges Louis et de son remplacement par Delcassé sur M. Sazonoff, d'une part, et sur MM. Briand et Jonnart de l'autre. Pareille position prise était de nature à contribuer beaucoup à fixer un point important d'histoire. L'avenir nous montrera si Poincaré a dit vrai¹. Ce qui est singulier, c'est que ni Briand, ni Jonnart, encore bien vivants et nantis de situations considérables, n'aient encore ouvert la bouche, ni l'un, ni l'autre, un an plus tard, soit pour confirmer, soit pour

1. La mine de renseignements constituée par les documents sortis des Archives de Saint-Petersbourg ne contribuera pas peu à nous éclairer sur la véracité des différentes affirmations de M. Poincaré.

infirmier la thèse de leur ancien Président.

Mais, depuis l'article de M. Poincaré et ma réponse, d'autres éléments d'appréciation ont été mis au jour qui ne viennent pas à l'encontre de la thèse que j'ai soutenue, d'un ambassadeur de France en Russie disgracié parce qu'il faisait, là-bas, une politique trop favorable à la conciliation internationale et à la paix, mais qui, bien au contraire, la renforcent singulièrement.

Une polémique d'allure plus que vive s'est engagée, au mois de mai 1921, dans l'*Eclair*,¹ entre MM. Poincaré et Philippe Crozier, ancien ambassadeur de France à Vienne. Cette polémique suivait un article d'Emile Buré, au sujet d'une publication de M. Crozier, dans la *Revue de Paris*.

Dans des articles concernant sa mission en Autriche-Hongrie, M. Crozier avait montré que, bien avant la guerre, sous le ministère Caillaux, l'Autriche-Hongrie, par la voix du comte d'Erenthal, avait fait, à la France, des avances qui auraient pu être utilisées, pour le maintien de la paix, et qui, loin de là, furent froidement écartées par le ministère Poincaré, arrivé aux affaires en janvier 1912 :

Quand M. Poincaré est arrivé au pouvoir, aurait affirmé M. Crozier à un collaborateur de M. Buré,

1. Voir l'*Eclair* des 12 juin 1921 et jours suivants.

il avait son siège fait. Lui et Paléologue étaient des Balkaniques. J'étais Français et Européen. Je fus rappelé. Alors, j'écrivis au Président du Conseil, pour le mettre en garde contre sa politique en soulignant que, si, avec la mienne, on n'était pas assuré de pouvoir éviter la guerre, on gardait, du moins, le choix de l'heure.

Que le cabinet Poincaré ait jugé contraire aux intérêts français une entente éventuelle avec l'Autriche, c'est bien évident et je ne me permets pas, à ce sujet, de prononcer un jugement. Rappelant les faits, je tiens seulement à montrer qu'ils justifient ma politique. J'ai transmis des propositions, elles n'ont jamais reçu de réponse. Je ne dis rien de plus.

Et, opposant, à celle de Poincaré, sa politique « franco-européenne », Crozier ne craignait pas d'affirmer :

« Nous calmons les impatiences qui souhaitent la (l'Europe) rajeunir dans un bain de sang. »

Ce que je retiens, dès maintenant, de cette polémique qui aura eu une suite et, peut-être, une conclusion, au moment où paraîtront ces lignes ¹, c'est l'accusation portée contre M. Poincaré, par l'ancien ambassadeur de

1. M. Crozier devait, je le savais, publier, vers janvier 1922, une suite documentée à vos articles de juin 1921. Mais, depuis, M. Poincaré est revenu au pouvoir. Qu'en adviendra-t-il... ?

France à Vienne, de lui avoir retiré ses fonctions, parce qu'il faisait, à Vienne, une politique prudente, sage et pacifique. Cette accusation est de nature, il me semble, à fortifier singulièrement le soupçon qui pèse sur M. Poincaré, d'avoir rappelé, de Saint-Pétersbourg, l'ambassadeur Georges Louis, pour des motifs analogues. Les deux mesures prises — et la première, incontestablement, par M. Poincaré — s'éclairent mutuellement d'un jour révélateur !

Mais, j'en reviens à l'article de M. Poincaré, dans le *Matin*, en réponse à mon étude. Le ton en était correct vis-à-vis de moi, personnellement. Je suppose que le porte-drapeau des nationalistes aurait jugé déplacé — et, peut-être, imprudent — de malmener un mutilé de guerre comme il a fait, plus tard, d'un simple ambassadeur de France (M. Crozier)¹. Toujours est-il qu'il a consenti à me ranger dans la catégorie, innocente, sinon inoffensive,

1. Je n'ai jamais su si la phrase où, énumérant les diverses catégories de personnes qui n'admettent pas aveuglément la thèse officielle, sur les responsabilités de la guerre, M. Poincaré faisait allusion « à la famille ou à l'intimité d'un traître condamné à mort et fusillé » était une perfidie à mon adresse.

Mon amitié pour Mgr Bolo (mort depuis) que je n'ai jamais dissimulée et qui datait de la courageuse attitude que j'avais admirée au procès de son frère, pourrait en donner le soupçon. Mais, je préfère croire, jusqu'à preuve contraire, à une simple coïncidence.

des « personnes trompées ou mal informées »..

Il est possible... mais une critique que je ne comprends pas c'est celle de M. Poincaré, lorsqu'il m'accuse d'avoir démontré « qu'en collectionnant des coupures de journaux, on pouvait composer pour l'histoire, avec tous ces papiers réunis, un masque qui la rendit méconnaissable... »

Je ne disconviens pas qu'il serait audacieux de vouloir écrire l'histoire *seulement* à l'aide des « coupures de journaux » ; mais, on me permettra deux remarques, au sujet desquelles j'attends, avec bien de la curiosité, la contradiction. La première, c'est que, lorsque les témoignages font défaut, comme dans le cas de M. Georges Louis, malheureusement décédé pendant la guerre, lorsque les archives des différents ministères sont hermétiquement closes, comme c'est encore le cas dans toute l'Europe, sauf, en Russie, il faut bien chercher ailleurs et se contenter de ce que l'on a. La seconde, c'est qu'à tout prendre, la presse n'est pas un si mauvais témoin. On y trouve, d'une part, des *faits* dont quelques-uns sont incontestés et, par conséquent, acquis ; de l'autre, des *commentaires* différents et même opposés suivant les nuances des organes d'opinion, mais qui nous éclairent, non seulement sur les faits eux-mêmes, mais sur la mentalité des hommes et

des partis et la valeur des opinions. J'imagine que si les historiens avaient, à leur disposition, pour toute la période historique, la presse de tous les pays, ils y puiseraient largement et trouveraient là un fil conducteur singulièrement utile pour y appuyer la trame des événements qui forment l'histoire. Je me figure que grâce à la multitude d'événements qui sortiraient de l'ombre où ils sont enfouis à jamais, d'opinions et de jugements que nous ne connaissons pas et qui viendraient nous éclairer, l'histoire prendrait un relief et des contours souvent bien différents de ceux auxquels nous sommes habitués. Ce serait un renouvellement et, bien souvent, un retournement complet de l'histoire telle qu'elle a été écrite et enseignée jusqu'à ce jour.

Il n'est donc pas exagéré, me semble-t-il, d'affirmer que la presse est une source précieuse de renseignements et d'enseignements pour celui qui veut étudier une période ou un événement historique, dans son ensemble ou, plus encore peut-être, dans ses détails.

Si, disposant d'autres sources, telles que les témoignages écrits ou oraux ou les archives, on les négligeait pour se référer exclusivement à celle de la presse, si fertile fût celle-ci sur le sujet envisagé, on commettrait, c'est évident, une erreur grave et l'on risquerait de se faire accuser de craindre toute la

lumière au lieu de la chercher. Mais, lorsque, comme ce fut le cas, au moment où j'entrepris mes recherches sur la disgrâce de Georges-Louis, les témoins essentiels ne peuvent ou ne veulent pas parler, lorsque les archives sont closes et peut-être à jamais privées de leur valeur probante ¹, on est bien obligé de se contenter de ce dont on dispose et, avant tout, de la presse.

C'est ainsi que j'ai procédé : le résultat de mes recherches n'a peut-être pas été brillant,

1. Visant ma supposition que les Archives du ministère des Affaires étrangères ont pu être revues et expurgées, conformément à l'intérêt de quelques-uns, M. Poincaré écrit : « Il insinue, un peu naïvement, qu'elles ont pu être revisées (les archives du Quai-d'Orsay)... ».

Je crois que la naïveté consisterait, au contraire, à faire trop de confiance aux gouvernants, en pareil cas.

En tous cas, si naïveté il y a, je suis naïf, cette fois, en bonne compagnie :

Dans un discours, prononcé à Perpignan cette année, pour l'anniversaire de la mort de Jaurès, M. d'Estournelles de Constant, sénateur, délégué de la France aux deux conférences de la Haye, prix Nobel de la Paix, montrant que l'histoire des responsabilités de la guerre est en train d'être élaborée, écrivait : « ... Des témoignages vont s'offrir ; des lettres, des révélations, des aveux... Nous n'aurons que l'embarras du choix, même en nous passant de *ce que les Chancelleries auront eu le temps de détruire ou de truquer dans leurs Archives...* »

M. d'Estournelles de Constant est un ancien diplomate, ne l'oublions pas. Il parle de mœurs qu'il connaît bien. Son témoignage, s'il avait été nécessaire, me permettrait de supporter allègrement les railleries de M. Poincaré.

il n'a peut-être même pas atteint là où j'espérais. Mais, valant ce qu'il vaut, il a, cependant, donné quelque chose. Bien des témoignages me sont parvenus qui prouvent que le jugement de M. Raymond Poincaré était, pour le moins, bien sévère. Je n'en citerai qu'un — le plus récent — qui émane d'un ancien professeur du collège Stanislas (où je fis mes études), actuellement professeur de langues romanes.

« Rien ne m'a paru plus scientifique, ni plus impartial, m'écrit-il, que cette œuvre à laquelle je ne reprocherai que son extrême timidité. Nulle coquetterie, aucun désir de plaire, des faits aisément contrôlables d'où se déduisent rigoureusement les conséquences ; c'est une méthode sévère et probe que mon maître G. Paris eût approuvée sans réserves. Loin de dépasser les faits, vos conclusions demeurent toujours en deçà et l'on est tenté, en vous lisant, d'aller plus loin que vous... Votre livre, dans sa nudité voulue et sa forte sobriété, est un bon livre, où l'on respire à l'aise en quittant notre atmosphère saturée de mensonges : j'en conseille la lecture à tous mes amis ¹. »

1. Cet *avant-propos* était déjà terminé, lorsque j'ai reçu de M. Albert Mathiez, l'éminent historien, professeur à la Faculté des Lettres de Dijon, une appréciation qui, elle aussi, m'est précieuse. En date du 10 novembre 1921, il

Un pareil jugement, émanant d'un prêtre de haute valeur morale, d'un savant, habitué à la rigueur des méthodes scientifiques, montre bien que le mépris de M. Poincaré pour la documentation puisée dans la presse n'est pas partagé par tous les hommes de science. J'en pourrais donner maintes autres preuves. Qu'il me suffise de répéter que mon étude fit une impression désastreuse — à leur point de vue — sur les diplomates du Quai-d'Orsay. On m'a même affirmé que la série d'articles de Paléologue dans la *Revue des Deux-Mondes* (articles qui allaient contre leur but d'apologie de Poincaré) avait été écrite sous la suggestion du Quai-d'Orsay. Un homme qui, par sa situation sociale et ses relations, a un pied dans tous les milieux et se trouve admirablement au courant de ce qui se passe dans les coulisses diplomatiques et gouvernementales, m'écrivait, après avoir lu mon livre : « Il a pleinement confirmé, en précisant les faits et les dates, ce que je savais, d'une façon un peu trop générale, sur le rôle du « Président de la guerre ». Votre exposition calme, pondérée, exempte :

m'écrivait : « Je viens de lire avec infiniment de profit et d'intérêt votre *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* et votre réplique aux critiques. Je comprends que l'intéressé ait été ému par votre démonstration qui restera et que les découvertes futures ne feront que préciser. »

le violence verbale et rigoureusement logique, ne peut manquer de faire impression sur tous ceux qui réfléchissent et M. Poincaré l'a reconnu, lui-même, par l'article où, fort maladroitement, il crie : touché !

« On a dû lui faire comprendre sa gaffe, puisqu'il ne dit plus rien. Mais votre livre a porté et, si mes renseignements sont exacts, il a été pour quelque chose dans le refus de Millerand d'offrir, malgré l'insistance de la Droite, le soin de constituer le ministère, à l'ancien président ¹. »

Sans avoir l'enfantillage de m'attacher à la lettre de la dernière indication si flatteuse pour mon étude, il m'est bien permis de tirer de pareils commentaires, un témoignage en l'honneur de la méthode que j'ai suivie.

D'ailleurs — ainsi que l'indique mon correspondant — le meilleur témoignage que je puisse invoquer est encore celui de M. Poincaré. Il me l'a fourni par le fait même qu'il a négligé le vieil adage latin : *De minimis non curat prætor* ², en répondant à mon étude.

1. Cette lettre est datée du 18 janvier 1921, peu après la constitution du ministère Briand.

M. Poincaré est revenu au pouvoir le 16 janvier 1922 ; mais, je sais, de source certaine, que, quelques semaines plus tôt, M. Millerand était encore décidé à se priver de son concours. Saura-t-on jamais ce qui a provoqué le revirement de la dernière heure ?

2. Le général ne s'arrête pas aux vétilles.

Or donc, je récidive et je continue. Je m'arme de mes ciseaux, pour tailler, à grands coups, de nouveau, dans la presse des années qui ont précédé la guerre, avec l'espoir d'en tirer encore quelques indications utiles, au sujet des responsabilités qui sont à l'origine de la catastrophe dont nous ne sommes hélas pas près de sortir. Trop heureux si je puis aider, le moins du monde, ceux qui cherchent la lumière !

CHAPITRE PREMIER

IL Y AVAIT, EN FRANCE, UN PARTI DE LA GUERRE

PLUS le temps passe, plus les conséquences de la guerre nous apparaissent, plus je suis convaincu de la nécessité absolue d'arriver à résoudre, dans le sens de la justice, cette formidable question des responsabilités de la guerre.

Le malheureux Traité de Versailles dont, chaque jour, on s'aperçoit qu'il est inapplicable, en fait, et dont, chaque jour, cependant — pour faire illusion aux yeux du public — on réclame, à grands cris, l'application intégrale, est, entièrement, fondé sur le fait que toute la responsabilité du déchaînement de la catastrophe reposerait, de façon unilatérale, sur les gouvernements des Empires Centraux. Cette responsabilité n'a jamais été publiquement démontrée, mais elle a été posée *comme* un *axiome* et n'a été appuyée que sur l'« aveu

allemand » obtenu, dans l'article 231 du Traité de Versailles, sous menace de reprise des hostilités, alors que l'ennemi vaincu avait été préalablement, désarmé. Cet aveu a donc tout autant de valeur que celui du voyageur, attaqué au coin d'un bois, quant à la cachette de son trésor.

Les hommes et les institutions — telle la Ligue des Droits de l'Homme — les mieux qualifiés et les mieux placés pour protester contre un pareil état de choses, ont beau ne pas s'émouvoir et même tenter, autant qu'ils peuvent, de s'opposer à nos efforts, nous n'en persistons pas moins à affirmer que l'attitude adoptée par les Alliés, vis-à-vis des vaincus au lendemain de l'armistice, est un scandale et un défit au Droit — scandale et défi d'autant plus éclatants que, d'un bout à l'autre de la guerre, les Alliés avaient précisément proclamé, à cor et à cri, qu'ils étaient les champions du Droit. Nous protestons, nous, en soulignant que pareille attitude est bien faite pour prolonger le règne de la Force que l'on avait prétendu abolir et qui nous conduira logiquement et fatalement, à de nouvelles catastrophes, lorsque celle-ci aura pris fin.

Pour nous — que l'on se place au point de vue idéaliste de la justice ou à celui, plus réaliste, des possibilités — il n'y a qu'un moyen après avoir évoqué, avec tant d'ostentation, l'

terrible question des responsabilités, c'est d'aller jusqu'au bout et de la régler de la seule façon admissible pour tout homme de bon sens et de loyauté élémentaires, c'est-à-dire, par un jugement rendu par un tribunal international compétent et impartial, après une enquête publique et contradictoire.

Pour obtenir que pareille procédure soit enfin admise, pour en imposer la nécessité à l'opinion publique, dans tous les pays, il me semble que le levier le plus puissant consiste à saper, par tous les moyens dont nous disposons, la thèse insensée que, seuls les gouvernements des Empires Centraux, portent les responsabilités de l'explosion de la guerre, et, pour cela, de montrer les erreurs, les fautes, les crimes qui ont été commis chez nous, de démasquer nos responsables. Je parle comme Français ; mais il va sans dire que nos Alliés sont tenus au même devoir et je dois avouer que, jusqu'ici, ils y ont moins failli que nous.

Parmi les « preuves » que l'on prétend donner, communément, des responsabilités unilatérales de l'Allemagne, on cite : « la mentalité allemande, le désir, la volonté de guerre de certains milieux allemands, le parti de la guerre allemand ». Eh bien ! j'ai montré, dans mon étude de l'an dernier, qu'il y avait aussi, en France, des gens qui acceptaient « d'un cœur léger » l'éventualité d'une

conflagration européenne ¹ ; mais, je dois revenir sur ce sujet d'importance capitale, car je prétends établir qu'il y avait, en France, comme en Allemagne, une catégorie de gens, un parti qui voulait et préparait la guerre, qui était, chez nous, l'équivalent des pangermanistes allemands, et que ce parti-là avait singulièrement grandi et pris force, précisément sous le gouvernement de M. Raymond Poincaré et de ses successeurs choisis par lui.

Le parti pangermaniste, de l'autre côté du Rhin, était né, tout naturellement, et son influence s'était affirmée du fait des victoires allemandes, aussi bien sur le terrain militaire que sur celui de l'économie et de la science. L'essor prodigieux qu'avaient pris le commerce, l'industrie, même l'agriculture — grâce, il faut l'avouer, au travail et à la discipline — avait grisé pas mal de têtes à qui les féodaux de la cour et de l'armée n'avaient pas eu de peine à faire croire que ces résultats étaient, exclusivement, le produit de la force et des victoires allemandes. De là était né ce culte de la force allemande, de l'impérialisme, du militarisme dont nous ne sous-estimons pas le rôle dans les origines, ni la part, dans les responsabilités de la guerre.

1. Voir l'article que j'ai cité, du *Temps*, au moment du grave incident d'Arracourt.

Au lendemain de la défaite de 1870-1871, les mêmes événements qui avaient déterminé cette explosion de l'impérialisme allemand et fait proclamer le *Deutschland über Alles*, avaient, tout naturellement, fait en France, où c'était la défaite et la dépression, un effet contraire : le vieux militarisme, le chauvinisme traditionnel avaient été, momentanément, abattus.

Ils ne devaient hélas ! pas tarder à se réveiller. Les conséquences d'une guerre comme celle de 1870 n'étaient pas comparables à celles de la guerre de 1914. La France s'était vite remise de sa défaite. Les conjonctures politiques lui permirent bientôt de constituer, en face de la Triple-Alliance, un groupement d'importance au moins égale : en 1907, en effet, un rapprochement entre l'Angleterre et la Russie, sous les auspices de la France, parachevait l'œuvre de l'alliance franco-russe de 1892 et de l'entente franco-anglaise de 1905. La Triple-Entente était née et, avec la puissance reconquise de ce fait, l'impérialisme et le chauvinisme, en France, s'étaient réveillés, tant il est vrai que l'on est modeste et prudent, dans la mesure où l'on a été échaudé, mais arrogant et audacieux, d'autant que l'on se sent fort et capable de vaincre.

Il est juste de reconnaître que les rodomontades, les « coups de poing sur la table » du

mystique mégalomane Guillaume II n'étaient pas étrangers à cette renaissance du chauvinisme français et qu'en particulier, les « coups » de Tanger et d'Agadir fournirent de belles occasions à ceux qui, en France, tendaient à monter l'opinion, à « bourrer les crânes ». Mais, c'est à l'avènement de M. Poincaré à la présidence du Conseil et au ministère des Affaires étrangères que la propagande excitatrice de rivalité et de haine contre l'Allemagne et d'exaltation belliqueuse atteignit ainsi que ses résultats, à des proportions jusqu'alors inconnues. C'est par des indications fournies par la presse et l'édition, par des « coupures de journaux », de livres et de revues, n'en déplaise à M. Poincaré, que je voudrais en donner une idée.

En 1912 — Poincaré était arrivé au pouvoir en janvier — les excitations de la presse, des revues et des livres avaient, il n'est pas exagéré de l'affirmer et nous allons le prouver, réellement passé toute mesure.

Le livre le plus caractéristique — que j'ai déjà cité, mais auquel il faut toujours revenir — est l'enquête, sur l'état d'esprit de la jeunesse française, que publièrent, alors, sous le titre : *Les jeunes gens d'aujourd'hui* et sous la signature « Agathon », MM. Henri Massis et Alfred de Tarde.

Cette enquête avait été menée auprès de

tous ceux, professeurs, présidents d'associations, étudiants, journalistes, qui pouvaient être utilement consultés.

Quelques citations donneront une idée des conclusions auxquelles elle parvint :

A la Faculté de Droit, à l'École des Sciences politiques, le sentiment national est extrêmement vif, presque irritable. Les mots d'Alsace-Lorraine y suscitent de longues ovations, et tel professeur ne parle qu'avec prudence des méthodes allemandes, par crainte des murmures ou des sifflets...

Des élèves de rhétorique supérieure, à Paris, c'est-à-dire l'élite la plus cultivée de la jeunesse, déclarent trouver dans la guerre un idéal d'énergie et de force. Ils pensent que « la France a besoin d'héroïsme pour vivre ». « Telle est la foi, dit M. Tournolle, président de l'Association générale des Étudiants, qui consume la jeunesse moderne. »

Combien de fois, depuis deux ans, n'avons-nous pas entendu répéter : « Plutôt la guerre que cette perpétuelle attente ! » Dans ce vœu, nulle amertume, mais un secret espoir.

La guerre ! le mot a repris un soudain prestige. C'est un mot jeune, tout neuf, paré de cette séduction que l'éternel instinct belliqueux a revivifié au cœur des hommes. Les jeunes gens le chargent de toute la beauté dont ils sont épris et dont la vie quotidienne les prive. La guerre est surtout, à leurs yeux, l'occasion des plus nobles vertus humaines...

Lisez ce passage d'une lettre que nous écrivait un jeune élève de rhétorique, Alsacien d'origine :

« L'existence que nous menons ne nous satisfait pas complètement, parce que, si nous possédons tous les éléments d'une belle vie, nous ne pouvons les organiser dans une action pratique immédiate qui nous prendrait corps et âme et nous jetterait hors de nous-mêmes. Cette action, un seul événement nous la permettra, la guerre ; aussi, la désirons-nous... »

Depuis 1910, une importante manifestation groupera chaque année, devant la statue de Strasbourg, les étudiants de toutes opinions...

Ces mêmes amis, écrit une Anglaise, M^{me} Vernon Lee à un professeur français, M. Paul Desjardins, que j'avais connus pacifistes, antimilitaristes, antinationalistes, goéthéens, nietzchéens, wagnériens, je les ai trouvés singulièrement changés, disant encore, du bout des lèvres, les anciens mots : *paix, progrès* ; mais, trahissant par chacun de leurs mots, chaque inflexion de leur voix, chaque regard, un désir de guerre, une promptitude à peine réprimée...

Il serait facile, par exemple, de déterminer avec précision la date où le mot *français* a pris ce sens plus strict, défensif et quasi belliqueux, que la jeunesse, aujourd'hui, lui donne... Or, c'est cet esprit guerrier qui se réveille, car une renaissance de l'énergie nationale suppose, chez un peuple naturellement belliqueux un sursaut de l'esprit guerrier, et l'Europe ne s'y trompe pas...

Mais, depuis qu'ils (les bons Européens) s'aperçoivent que ce sursaut d'énergie n'est pas momentané, qu'il a été le véritable point de départ d'une renaissance, non seulement du patriotisme, mais

même d'une sorte d'impérialisme français, ils s'effarent et s'inquiètent : faudra-t-il de nouveau apprendre à la craindre, cette France que l'on s'était mis à aimer autant pour sa faiblesse que pour ses grâces ?...

Son influence sur la jeunesse actuelle, dit Raymond Guasco, écrivain de sport, parlant de la boxe, n'a pas encore été assez mise en lumière. Elle nous enseigna le courage et le sang-froid, elle nous apprit à souffrir, à encaisser, à réserver nos forces, à deviner, dans les yeux de « l'autre » la défaillance fatale, elle nous redonna enfin le *goût du sang*.

Et, ce jour-là, ce fut la fin.

Nous fûmes obligés de nous avouer qu'on nous avait menti. Non, la guerre n'était pas une chose bête, cruelle et haïssable. C'était du « sport pour de vrai », tout simplement. Elle était nécessaire, comme la maladie et la mort... pour donner du goût à la vie.

Voilà où j'en suis, et tous les sportifs avec moi.

Nous sentons, dit un lieutenant breveté d'Etat-major, qu'entre l'Allemagne et nous, il y a une question qu'il faut liquider. Tant que l'Alsace et la Lorraine sont à « eux », il ne faut pas parler de paix. Il faut prévoir la guerre, être constamment prêts à la déclarer...

Pour imposer notre volonté à l'ennemi, nous attaquerons. Attaquer, c'est encore le meilleur moyen de se défendre... »

On voit que ce livre, dédié à M. Maurice Colrat, ancien secrétaire et ami de M. Poin-

caré, présentait l'état d'esprit de la jeunesse française sous un jour tel que l'on comprend joliment le baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, écrivant à son gouvernement : « J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe et pour la Belgique. J'y vois le plus grand péril qui menace, aujourd'hui, la paix de l'Europe... »

Mais, on pourrait supposer que cette enquête était sans valeur, qu'elle avait été menée par des monomanes qui voyaient, partout, des amateurs de guerre et qui s'étaient adressés à des monomanes comme eux-mêmes.

Hélas ! les conclusions de l'enquête sont confirmées par nombre de documents dont nous citerons quelques-uns. Elles sont confirmées par ce fait que le livre eut le plus grand retentissement, avec un grand nombre d'éditions et les honneurs de la première page du *Matin* (naturellement !), pour de copieux extraits.

Elles sont confirmées, plus encore, par ce fait caractéristique : l'ouvrage fut couronné par l'Académie Française qui lui accorda l'un des prix Montyon.

Ceux-ci sont destinés, d'une part, à récompenser la vertu — on les donne aux rosières — d'autre part à encourager ceux qui ont fait œuvre utile dans le sens de l'amélioration des mœurs de la nation.

MM. Henri Massis et Alfred de Tarde ne pouvant être, ni l'un, ni l'autre — ce n'est pas les diminuer que de le reconnaître — assimilés à des rosières, il faut penser que les Académiciens considéraient les excitations dont nous avons donné quelques spécimens, et qui continuaient tout le long d'un volume de trois cents pages, comme une œuvre de nature à améliorer les mœurs de la nation ! Le chauvinisme ne régnait donc pas seulement sur les bancs des écoles ; mais il avait gagné aussi la coupole sous laquelle siègent ces hommes d'âge et d'expérience, qui se considéraient comme les plus hauts représentants de l'intellectualité française !

La *Revue Hebdomadaire*, de Fernand Laudet, publia, elle aussi, en mars 1912, une enquête sur la jeunesse, qui était conçue dans le même esprit. On y trouve des passages comme le suivant :

L'Infanterie. R. Regnault, lieutenant de chasseurs à pied : « C'est cette activité honnête, allant droit au but, avec une ténacité inlassable, que nous avons mise au service du pays dans l'armée, dans cette si-

tuation d'officier où l'action de chacun de nous se multiplie instantanément par l'effort de tous nos soldats, où elle a un but précis : *préparer, pour une guerre que nous espérons prochaine, une armée* digne de celles qui ont conquis l'Europe, commandées par celui qui fut l'activité même, l'Empereur Napoléon. »

Nous le verrons plus loin, la grande presse s'emparait de ces « enquêtes », répandait, à grand renfort d'approbation et d'éloge, ces « opinions », dans l'intention d'échauffer, de plus en plus, le sentiment public et d'amener, là où avaient décidé d'aller les gouvernants de cette époque, ce malheureux peuple qui n'a pu avoir, jusqu'à présent, d'autre opinion que celle du journal qu'il lit !

Si la jeunesse était, à la veille de la guerre, retournée au chauvinisme et à la cocarde d'avant l'autre guerre, c'est qu'elle y était invitée par ceux qui avaient la charge de l'orienter : les intellectuels, les professeurs.

J'ai montré l'Académie Française couronnant l'ouvrage d'Agathon.

Je vais présenter au lecteur un éducateur de la jeunesse, M. Albert Malet, professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand¹, dont les

1. M. A. Malet s'est engagé, paraît-il, et a succombé pendant la guerre. Je rends hommage à la façon dont il accomplissait ses actes avec ses paroles.

manuels d'histoire furent et sont encore dans les mains des élèves de nos lycées et collèges.

Pour connaître M. Albert Malet, au point de vue qui nous occupe, il suffit de lire avec attention la conférence qu'il fit paraître, dans la *Revue du Foyer*¹, sur la guerre des Balkans.

Après avoir marqué les causes de cette guerre et ses caractères essentiels, après un coup d'œil historique et l'examen de la répercussion des victoires balkaniques hors des Balkans, l'auteur, qui s'était exprimé devant une élite de militaires, de diplomates, de professeurs, etc..., avait voulu montrer en quoi la guerre des Balkans intéressait la France. Entrevoyant la constitution d'une *Union Balkanique*, il écrivait :

Ils ont déjà mis sur pied sept cent mille hommes, demain ils en pourront mettre en ligne douze cent mille. C'est une grande puissance militaire nouvelle qui apparaît, et dont l'intervention doit singulièrement modifier l'équilibre de l'Europe. Notre tradition et notre intérêt politiques exigent que nous ayons au sud-est de l'Europe, un allié puissant qui puisse prendre à revers l'Europe centrale, qui soit comme l'autre bras de l'étau, où, pour notre salut, nous devons pouvoir, à certaines heures, serrer l'en-

1. Du 15 décembre 1912.

N. V. 11

nemi héréditaire, le Germain. L'allié fut jadis l'Empire Ottoman. Il doit être demain l'Union Balkanique et vraiment, il ne tient qu'à nous que le poids de ces deux cent mille baïonnettes vienne se placer sur le plateau où sont réunies déjà les forces de la France et de la Russie...

Et, pour habituer ses auditeurs et ses lecteurs à l'idée de cette nouvelle orientation de notre politique, A. Malet avait, bien entendu, tenté de déshonorer nos anciens alliés : les Turcs, par la description de leurs atrocités — il s'aidait, même, de photographies, et remontait loin, jusqu'à la Tour des Crânes, élevée à Nich en 1809 — oubliant, par exemple, la tragédie qui avait coûté la vie et le trône au dernier des Obrénovitch, le petit roi Alexandre, dont l'assassinat, en compagnie de sa femme, la reine Draga, par les officiers eux-mêmes qui étaient chargés de sa sauvegarde, est bien la preuve que les Balkaniques représentent, en face des Turcs, la civilisation !

Les sympathies du peuple serbe, pour la France, étaient, par ailleurs, indiquées à l'aide d'une anecdote qui mettait en scène le ministre de France et une vieille paysanne qu'il avait visitée en compagnie d'un officier de la garde. Celle-ci, remettant au ministre, une paire de ces gros bas de laine qui chaussent les pieds du paysan serbe, lui dit :

« Tiens, prends, tu les mettras quand tu marcheras contre les Schvabé ! »

— Vous avez tous traduit : les Allemands, ajoute M. A. Malet.

Anecdote qui montre bien, n'est-il pas vrai ? que, ni en Serbie, ni en France, mais seulement en Allemagne, on voulait la guerre !

Et le brillant professeur continuait son chant de triomphe :

Sans compter les bénéfices de demain, la guerre des Balkans a déjà pour la France bien d'autres résultats heureux. Elle parfait l'œuvre salubre d'Agadir : elle achève d'extirper les mortelles illusions du pacifisme. Elle contribue puissamment à nous rendre confiance en nous-mêmes, cette confiance qui, lorsqu'elle s'accompagne du juste sentiment de la valeur de l'adversaire, est l'un des gages de la victoire. Les beaux exemples étant, par bonheur, contagieux autant que les mauvais, cette guerre, noble dans ses fins, sera, dans bien des cœurs, génératrice de noblesse. Elle est la revanche de l'esprit, le triomphe de l'idéal sur cet abject matérialisme économique, pour qui les belles actions sont celles dont la cote est la plus élevée à la Bourse, qui réunit dans la même terreur de la guerre le capitalisme d'en haut et le collectivisme d'en bas, qui pense couvrir et couvre mal de beaux et faux semblants d'humanité : l'amour effréné de soi-même, la passion tout animale de la vie, l'horreur de cela seul qui grandit l'homme et le rapproche de son

Dieu : la souffrance volontairement acceptée pour le bien d'autrui, l'abnégation et le sacrifice.

De ces petits peuples balkaniques, il rayonne de l'héroïsme sur le monde et vraiment, par eux, chaque jour il est ajouté quelque chose au patrimoine d'honneur et de noblesse de l'humanité...

Et après avoir donné le texte d'une lettre, à la spartiate, d'une femme serbe à son mari, partant pour la guerre, il s'exclame :

Fasse Dieu qu'en des heures pareilles les femmes de France sachent écrire de pareilles lettres !

Viendront-elles, ces heures ? Beaucoup les redoutent : beaucoup les attendent sans émoi, je dirais presque les espèrent. Comment ne les espéreraient-ils pas, quand il leur vient, de l'autre versant des Vosges, des lettres écrites comme celle-ci, qui m'était écrite il y a huit jours : « Nous avons eu un moment de joyeuse émotion en constatant la hâte avec laquelle les Allemands se préparaient ici et le long de la frontière. Les médecins avaient déjà reçu leur feuille de route et les chevaux des négociants se trouvaient déjà à la disposition de nos maîtres actuels. Et puis, voilà l'horizon qui s'éclaircit. C'est à désespérer de tout et de notre avenir ! Que voulez-vous que nous devenions si, une fois de plus, la France laisse passer l'unique occasion ?

On voit que le langage de cet éducateur de la jeunesse et de ses amis est exactement le

même que celui de la presse, du *Temps*, par exemple, lorsque, rendant compte, le 29 novembre 1912, de l'incident d'Arracourt, un village de Lorraine, où la mobilisation, par suite d'un malentendu, vient d'avoir lieu, il le fait en termes satisfaits et exaltés, sous ce titre qui dit tout : « l'heureuse erreur ! »

Et M. Albert Malet termine en se mettant en face de la guerre qu'il sent venir :

C'est une hypothèse qu'il faut froidement, courageusement envisager. La « justice immanente » annoncée par Gambetta cesse véritablement aujourd'hui d'être un mythe. L'Autriche et sa complice, l'Allemagne, paient en ce moment le crime du traité de Berlin. Pourquoi ne verrait-on pas bientôt payer le crime du traité de Francfort ? Car s'il faut prendre les armes, — et c'est cela qu'il importe par-dessus tout de répéter sans cesse, de répéter partout, de répéter toujours, — ce ne sera pas pour un port sur l'Adriatique ni pour le sort de l'Albanie ; ce sera parce que, depuis 1871, il existe une question d'Alsace-Lorraine qui pèse sur le monde¹. Le soleil de la justice s'est enfin levé sur les Balkans : il faut bien que, continuant sa course, il vienne illuminer aussi les flèches de Strasbourg et de Metz...

J'ai tenu à donner quelques extraits assez importants de cette conférence, parce qu'ils

1. Que l'on rapproche ces paroles du rapport d'Isvolsky (5-18 décembre 1912), reproduit plus haut, page 23.

coïncident avec quantité de discours et de publications parues à cette époque et parce qu'ils montrent lumineusement, à mes yeux, quel était l'état d'esprit de toute une catégorie d'intellectuels français, à la veille de la guerre. Non ! il n'est pas vrai que, seuls, de l'autre côté du Rhin, les professeurs à lunettes cultivaient un patriotisme exclusif, un égoïsme collectif, un orgueil de race conduisant à la guerre ! En face d'eux, se dressaient, en France, des éducateurs qui étaient encore bien loin de l'esprit de solidarité internationale et de fraternité humaine sans lesquels il n'y aura pas de paix digne de ce nom.

Certes, le degré d'évolution des peuples et des nations allemande et française n'était pas le même. La France bénéficiait, sur l'Allemagne, d'une Révolution accomplie et qui avait implanté des mœurs plus démocratiques, au moins dans la forme. L'Allemagne vivait encore sous un régime semi-féodal avec sa multitude de princes souverains et de cours minuscules, avec sa noblesse héréditaire, riche par endroits, et encore révérée par une partie du peuple, avec son armée formidable et disciplinée, son corps d'officiers pleins de morgue et d'insolence. Un détail de la vie quotidienne, remarqué par tous ceux qui ont séjourné en Allemagne, avant la guerre, caractérise bien ce qui différenciait la situation.

là-bas, de celle de notre pays : lorsqu'ils se rencontraient, le civil — c'était un usage passé dans les mœurs — cédait le trottoir à l'officier allemand. Mais, je l'ai dit, différence de forme plutôt que de fond.

Si l'Allemagne était fière de sa force en plein épanouissement et désireuse de trouver — comme ils disaient là-bas — « sa place au soleil », si elle s'inquiétait, venue, suivant la parole de Jaurès, cinquante ans trop tard, pour la répartition du domaine terrestre, d'un débouché pour le trop-plein de sa population qui avait presque doublé en trente ans, la France était fière, elle aussi, de sa puissance militaire du temps passé, du prestige ancien de ses armes, elle prétendait rester ou redevenir, malgré l'infériorité numérique de sa population, une puissance de premier rang, au point de vue de la force matérielle et, alors, elle tournait ses ambitions vers un domaine colonial dont l'importance dépassait même ses facultés d'assimilation. Si d'un côté, on posait les jalons du projet grandiose du Berlin-Bagdad et du « Drang nach Osten », de l'autre, on mettait la main sur le Maroc.

Et ces ambitions, de part et d'autre, entraînaient à une lutte pour la suprématie, à un appétit de domination qui s'exprimaient, là-bas, par la formule tant répétée : *Deutschland über alles !* mais, chez nous aussi,

par le *France d'abord* ! des nationalistes.

Quelles étaient les forces respectives de ceux qui, d'un côté suivaient le mouvement pangermaniste des Westarp et des Reventlow, tandis que, de l'autre, ils emboîtaient le pas aux Barrès et aux Albert de Mun ? Il n'est pas facile de s'en rendre compte.

La foule allemande passive, disciplinée, moutonnaire laissait dire, laissait vociférer les fiers-à-bras de l'agrandissement et de la conquête ; mais, dans son ensemble, elle était surtout préoccupée de son labeur inlassable, de son progrès matériel et — quoi qu'on en ait dit — elle ne connaissait pas, pour le Français, cette haine et ce mépris, dont on a tant joué chez nous.

De son côté, l'ensemble de la population française était bien loin de s'associer aux rodomontades des professionnels du nationalisme. Moins que la foule allemande, elle était disposée à se plier à une domination de l'élément militaire que, d'ailleurs, celui-ci n'aurait pas tentée ; indisciplinée et gouailleuse, elle tendait même, volontiers, à l'antimilitarisme. Mais, d'autre part, tout aussi imbu que l'Allemand de sa supériorité, et plus cocardier et panachard, le Français, encore sous l'influence de la défaite de 1870, était enclin à une germanophobie qu'il n'était que trop facile de cultiver et d'exalter.

D'un côté comme de l'autre de la frontière, à la veille de la guerre, une certaine presse, avec l'assentiment et les encouragements des gouvernements, s'employait à insister sur tout ce qui pouvait diviser, susciter et approfondir les antagonismes, attiser les haines.

En France, la grande presse se montrait particulièrement ardente depuis 1912, depuis l'avènement du ministère Poincaré et le *Matin*, en particulier, dont l'action sur l'opinion est considérable et qui n'échappe pas aux inspirations gouvernementales, entamait une campagne germanophobe qui allait crescendo et a survécu à la guerre.

Voici, par exemple, en quels termes le *Matin* annonçait l'apparition du livre d'excitations guerrières dont j'ai donné, plus haut, quelques extraits¹ : Sous le titre : « Miracle de la Jeunesse. Le réveil du sentiment national », il écrivait, le 23 janvier 1913 : « Agathon — pseudonyme déjà fameux de deux jeunes écrivains — publie, cette semaine, un livre sur *les jeunes gens d'aujourd'hui*. Cette enquête forme un saisissant tableau moral de la France nouvelle, où s'expriment les tendances et les aspirations de notre jeunesse. Pour juger la France d'aujourd'hui, il importera désormais d'en tenir compte. »

Ainsi, après l'investiture de l'Académie

1. Voir p. 57 et suivantes.

Française, l'œuvre de violence et de provocation recevait encore l'approbation et l'estampille de l'un des principaux organes qui travaillent l'opinion.

Et l'article qui suivait, sous la signature des auteurs mêmes du livre, commençait et concluait ainsi :

Le sentiment qui est au fond de toutes les consciences juvéniles, celui qui unanimement s'accorde avec les directions essentielles de leur pensée — goût de l'action, mépris du dilettantisme, désir d'une discipline morale — c'est la *foi patriotique*...

Ainsi, ces jeunes gens se chargent de répondre aux étrangers dédaigneux qui prétendent : « Vous êtes, en France, aveuglés d'illusions. Vous rêvez, vous vous donnez le luxe d'idées humanitaires. Vous croyez à la justice, à la bonne foi, à la paix. Vous prétendez : la guerre, la violence, la conquête, tout cela est bien démodé, bien vieux jeu... »

La jeunesse sent obscurément qu'elle verra de grandes choses, que de grandes choses se feront par elle.

Et son optimisme patriotique, sa confiance, elle l'a imposée à tous, avec une force invincible. Bien plus, elle a réagi sur ceux-là mêmes qu'avait séduits jadis l'illusion humanitaire. Avoir redonné à ses aînés le sens des réalités françaises, c'est ce qu'on pourrait appeler le miracle de la jeunesse.

Il était difficile, à la première page de l'un des quotidiens aux plus gros tirages, de prô-

ner plus clairement la violence et d'annoncer plus catégoriquement, non seulement la prévision, mais le désir de la guerre !

Ceci est un exemple entre mille.

Je noterai encore un article du 17 mars 1912, où le *Matin* annonce, à la veille d'une manifestation devant la statue de Strasbourg, « l'éveil unanime de la jeunesse » :

Une nouvelle génération, la troisième depuis la guerre, allait surgir. On sentait partout qu'elle serait différente de son aînée et riche d'espoirs inconnus. On attendit.

En 1905, un frisson passe sur la France. De jeunes énergies se dressent : nous étions, à dix-huit ans, des petits Français d'une fierté hautaine et résolu à ne plus subir d'humiliation.

Ah ! la belle époque frémissante où nous sommes nés ! Nos mères nous berçaient avec la secrète espérance de nous ouvrir une vie glorieuse, un des chemins de victoire. La France était guerrière. C'était le relèvement, l'œuvre splendide de la troisième République. Il y avait toujours, au foyer, des places vides, celles des fils tués à l'ennemi, et nous avons vu souvent les larmes couler...

Renan, Tolstoï et France ne sont plus nos maîtres ; nous n'écoutons plus l'éloquence ; le prestige verbal nous semble vain. Nous cherchons les esprits positifs et généreux ; l'idéalisme, pour nous séduire, doit ne pas être vague.

Nous avons reçu des faits la leçon de notre devoir. Et sur nos lèvres court l'harmonieux commandement

de Verlaine : « L'amour de la patrie est le premier amour... » Un bout de chanson ne suffit pas pour rendre les provinces perdues...

Nous avons donné l'exemple. Dans cette génération se retrouve l'esprit militaire et républicain qui, durant les siècles, anima cette ville de Metz où j'ai vu le jour. C'est dans nos Marches de Lorraine que l'on puise l'exemple du patriotisme sage et fort. Miracle éternel, qui promet à la France des résurrections magnifiques !

Et qui parle ainsi ? Est-ce l'un des représentants du nationalisme plus ou moins intégral, l'un de ceux qui sont à l'avant-garde du mouvement chauvin ? Non pas, l'article est signé de DÉSIRÉ FERRY, le représentant d'une famille notoirement républicaine, président de l'Union des étudiants républicains de Paris ! Supposez que, d'ici à quelques années, le *Berliner Tageblatt* insère un article du même ton, sous la signature d'un descendant de l'un des fondateurs de la République allemande et jugez l'effet produit et le concert de protestations qui accueillerait, chez nous, un pareil langage. Il ne faut pourtant pas avoir, par trop cyniquement, deux poids et deux mesures, voir, toujours, la paille dans l'œil d'autrui... Reconnaissons qu'une pareille attitude, de la part de notre grande presse, était l'équivalent de ce qui pouvait se passer en Allemagne.

D'ailleurs, semblables excitations portaient, tout naturellement, leurs fruits. A force d'entendre sonner les clairons des retraites militaires de M. Millerand, à force de lire les élucubrations chauvines et guerrières du *Matin*, le peuple — et spécialement, celui de Paris, toujours plus excitable — s'enflammait de nouveau pour les idées de revanche et de haine.

Un exemple, entre bien d'autres de ce renouveau fut le spectacle de Paris, au moment des obsèques de Paul Déroulède, quelques mois seulement avant le déchaînement de la catastrophe. Voici en quels termes, le *Matin* du 4 février 1914 en faisait le récit :

Le peuple de Paris aimait passionnément Paul Déroulède en qui s'incarnaient, avec un éclat si pur, les plus belles qualités de notre race. Il lui fit hier des obsèques inoubliables...

Plus de cent mille personnes, au milieu desquelles la jeunesse des Écoles, voisinant avec des vétérans de 1870, symbolisait l'espérance à côté du souvenir, se trouvèrent debout de la gare de Lyon à l'église Saint-Augustin, pour rendre un hommage émouvant et simple au patriote que la mort vient d'emporter...

C'est à la gare de Lyon, dès 9 heures, que la foule immense s'assembla dans le silence et le recueillement... Il y avait, enfin, un grand nombre d'hommes politiques et de personnalités parisiennes : MM. Briand, Louis Barthou, Georges Leygues et Millerand, anciens ministres...

Loin de moi la pensée d'essayer de ternir par une critique quelconque l'action menée par Déroulède, d'un bout à l'autre de sa vie. Il obéissait à une profonde conviction et ceux qui l'ont connu savent bien que, l'heure venue de la « revanche » tant attendue, il n'aurait pas vécu, tels certains « littérateurs du territoire », au fond de son cabinet, le temps des combats. Pour le retenir loin du danger, il eût fallu l'impossibilité matérielle due à la maladie ou à l'infirmité. Déroulède était un brave homme et un homme brave, nous nous faisons un devoir de le proclamer ici. Mais il était, depuis notre défaite de 1871, le chantre de la revanche, l'animateur de ceux qui, loin de consentir à l'oubli et à l'apaisement, prétendaient marquer, le plus tôt possible, l'heure de cette revanche !

Le fait que, dès 9 heures du matin, un peuple de cent mille personnes était rassemblé pour assister à ses obsèques, porte témoignage que les campagnes du *Matin* avaient donné leurs fruits et déterminé, dans le peuple français, le courant belliqueux que les gouvernants devaient savoir utiliser, l'heure venue.

D'ailleurs, la présence, dans ce cortège suivant la dépouille funèbre du poète de la revanche, d'hommes politiques tels que MM. Briand, Barthou, Leygues, Millerand etc., était significative. Pour se mêler aux Barrès,

aux de Mun, aux général Mercier, membres notoires de la ligue des Patriotes, amis politiques et personnels de celui que l'on conduisait à sa dernière demeure, quelles étaient donc leurs raisons, sinon de manifester, de façon éclatante, que, sous les auspices du prophète de la revanche, les ennemis les plus acharnés de l'époque, encore si proche, de l'affaire Dreyfus, n'hésitaient pas à se donner la main ?

Je signale le fait aux chefs nationalistes de l'après-guerre — ce sont encore les mêmes, — aux troupes hélas ! toujours nombreuses qui les suivent, et je leur demande si pareille manifestation n'équivalait pas à celles qu'ils reprochent, aujourd'hui, aux revanchards allemands.

Oui, vraiment, le *Matin* avait bien travaillé... Et il n'était pas seul ! Il faut suivre, pour juger quelle mentalité on voulait, alors, développer en France, la campagne que faisait, dans le même sens que le *Matin*, mais s'adressant à un public assez différent de mondains, de bourgeois et de fonctionnaires, l'*Écho de Paris*, dont le tirage était aussi très important.

Albert de Mun en tête, ses collaborateurs se livraient à une débauche d'informations sensationnelles, d'exagérations de nature à dresser les peuples les uns contre les autres,

et, souvent même, d'appels, ouvertement lancés, à la revanche et à la guerre.

Au lendemain de l'élection de M. Poincaré, à la présidence de la République, l'*Écho de Paris* du 18 janvier 1913 publiait un « leader » d'Albert de Mun, qui, sous le titre : *M. Raymond Poincaré*, s'exprimait ainsi :

Jamais, depuis quarante ans, la première magistrature de la République ne fut décernée dans des circonstances aussi graves pour la France...

Ceux dont j'essaye d'exprimer les pensées profondes n'ont au cœur qu'une passion, violente et impérieuse : l'amour de la patrie...

Or, une angoisse étreint leurs âmes, qui grandit de jour en jour, qu'un récent et douloureux événement vient encore d'accroître. La patrie est en danger ! Ils sentent monter autour d'eux, comme un appel, ce cri dramatique, évocateur d'héroïsme...

L'Europe tout entière, incertaine et troublée, s'apprête pour une guerre inévitable dont l'heure lui est cachée, dont la cause immédiate lui demeure encore ignorée, mais qui s'avance vers elle avec l'implacable sûreté du destin, tandis qu'à tâtons, elle cherche à l'éviter. Ainsi, en 1869, Prévost-Paradol annonçait la rencontre de la France et de la Prusse lancées comme des locomotives sur la même voie. Les gouvernements peuvent essayer d'aiguiller ou de serrer les freins. La guerre ne dépend pas d'eux. Elle vient de la force des choses, de cet « impondérable » que Bismarck discernait au fond de l'his-

toire. Et cela est bien autrement terrible, bien autrement irrésistible que la volonté des hommes ¹...

Le danger de la patrie, il vient de passer en nous comme un frisson mortel. C'est, à cette heure formidable, le retour offensif des hommes qui, pendant dix-neuf ans, ont émasculé la nation, détruit son énergie morale, anéanti sa force matérielle et qui, par une manœuvre criminelle, en face du pays indigné, de l'armée consternée, du monde stupéfait, arrachaient, hier, de son poste, le ministre dont le nom apparaissait, au pays, comme une sauvegarde (Millerand).

* * * * *

C'est pourquoi les bons Français, pour qui je parle, se tournent vers lui (Poincaré), émus d'inquiétude et d'espoir : « ... Vous avez le pouvoir d'orienter la vie nationale, lui disent-ils, la Constitution

1. Il est assez curieux et piquant de trouver ici, sous la plume de l'un des chefs du nationalisme, une théorie de la guerre *fatale*, dont les Allemands pourraient tirer une défense utile contre l'accusation qui pèse sur eux, quant à la responsabilité unilatérale du déclenchement de la guerre. Que la guerre sortît de l'« impondérable » dont parlait Bismarck, ou du régime capitaliste dont nous prétendons montrer le poids écrasant sur les destinées humaines, ou de toute autre cause, il n'en est pas moins certain que, pour Albert de Mun, *elle n'était pas le produit de la volonté de quelque gouvernement*. Aussi, nous aimons à croire qu'à l'heure actuelle, la voix autorisée du comte Albert de Mun se joindrait à la nôtre pour demander que les gouvernements alliés veuillent bien fonder sur un procès contradictoire et mené conformément aux règles du Droit, le jugement qu'ils ont rendu dans le Traité de Versailles, sous forme d'aveu imposé à l'ennemi vaincu et désarmé.

vous le donne. C'est vous qui choisissez l'homme chargé de gouverner en votre nom. C'est vous qui pouvez, dans le conseil, exercer sur les délibérations, une influence décisive par l'ascendant du caractère et la clairvoyance d'un jugement affranchi du souci des luttes quotidiennes... Par-dessus tout, responsable devant l'histoire, du nom de la France... vous serez l'inspirateur nécessaire de sa politique extérieure et le gardien naturel de sa puissance militaire qui, seule, peut la rendre efficace. Laissez-vous au hasard des conflits personnels ou des fluctuations de parti, le choix des hommes qui dirigeront la défense et la diplomatie de la nation ? Vous ne le pouvez pas. » Ainsi parlent les bons Français, j'ose le dire sans crainte d'être désavoué¹...

Le drapeau est menacé, nul n'en doute. La France est debout, prête au sacrifice, non pas résignée à l'immolation. Elle veut que, demain, quand sonnera l'heure, son armée soit puissante... Elle veut vivre enfin, elle le veut avec une intense et grandissante ardeur. Et c'est pour vivre que... elle a désigné le président de la République.

L'article du « leader » de l'*Echo de Paris* était, on en conviendra, un fameux coup de clairon, au moment de l'avènement du nouveau président de la République. Il se résu-
mait en deux propositions :

1. On voit qu'Albert de Mun n'était pas de ceux des réactionnaires qui considèrent la Constitution comme ne laissant, en France, au président de la République, que le rôle d'un soliveau. Son jugement et à rapprocher de celui du comte Isvolsky (voir le rapport reproduit plus haut).

1° La guerre est à nos portes, *inélucltable*.

2° Le nouveau président est l'homme que nous attendons pour marcher à cette guerre, avec l'aide des diplomates et des chefs militaires qu'il choisira.

Il contenait tout un programme d'ailleurs déjà connu : Les uns avaient combattu la candidature Poincaré, précisément parce qu'ils considéraient que ce programme heurtait violemment leur conception d'une politique de nature à maintenir la paix. Les autres, au contraire, avaient porté Poincaré au pouvoir parce qu'ils voyaient la situation et l'avenir, à la façon d'Albert de Mun. Mais, les uns comme les autres s'étaient déterminés de ce point de vue qu'une présidence Poincaré serait un acheminement vers une politique de prestige, d'expansion et, pour tout dire, de guerre !

A l'avènement de cette politique aventureuse, l'*Echo de Paris*, comme le *Matin*, travaillait, on le voit, sans précautions oratoires et ne masquait pas son jeu. J'en fournirai encore quelques exemples, pris, pour la plupart, dans la fameuse série d'Albert de Mun qu'il intitula : *L'heure décisive*.

Le 7 février 1913, au moment où la guerre balkanique battait son plein, faisant allusion aux visées de la Roumanie sur la Transylvanie, il écrivait : « ... Rêves sans doute lointains

et grandioses ! Mais, ces rêves-là, patiemment entretenus au fond des âmes, sont le ferment des politiques glorieuses et fécondes. Ceux-là le savent bien qui, depuis quarante-trois ans, supplient la France de rester fidèle à l'immuable espoir, dont lui font une loi ses malheurs passés. »

Pour juger à quel point pareils appels au sentiment belliqueux et au désir de revanche pouvaient être dangereux pour la paix, il faut se reporter au moment où ils paraissaient, à l'époque où le conflit armé qui s'était déclenché, quelques mois plus tôt, dans les Balkans, avait porté à l'extrême la tension existante entre l'Autriche-Hongrie et la Russie où ces deux puissances avaient mobilisé et où il suffisait, à chaque instant, de la moindre étincelle pour mettre le feu aux poudres ¹.

Quelques jours plus tard, le 12 février, le « leader » d'Albert de Mun était plus caractéristique encore, si c'est possible. Faisant allusion au discours belliqueux que Guillaume II venait de prononcer à Königsberg, — car, je l'ai dit, les provocations étaient renvoyées d'un côté à l'autre des frontières, comme des balles par la raquette des joueurs, — Albert de Mun s'exprimait ainsi : « ... Voilà

1. C'est la période, on l'a vu, où Iswolsky — il s'en vantait dans son rapport — influençait et subventionnait la presse française.

comme on aime la paix à Berlin ! Et n'allez pas croire que je m'en plaigne ni m'en scandalise ! Ce souverain fait son devoir, il le fait noblement en chef d'Etat pénétré du sentiment de sa haute mission et son exemple achève de m'émouvoir, quand il ajoute à ces paroles viriles un appel au secours divin, que je voudrais entendre en d'autres bouches '... »

Il préconisait, ensuite, la loi de trois ans, pour la cavalerie — c'était le timide début de la campagne pour la loi de trois ans qui devait prendre, du jour au lendemain, une allure si tapageuse — et terminait ainsi : « M. Poincaré va, dans six jours, recevoir la garde de l'Etat. Sa première parole, dans le salon de Versailles, où les membres du Congrès vinrent le saluer, fut pour annoncer sa résolution de veiller, avant tout, à la défense nationale. L'heure d'agir est venue. »

On ne pouvait être plus catégorique ni plus explicite. L'allusion au discours de Guillaume II amenant la conclusion : « L'heure d'agir est venue » était une invite à laquelle on ne pouvait guère répondre de façon satisfaisante que par la déclaration de guerre.

Mais, cet article d'Albert de Mun est sur-

1. Ce jugement d'Albert de Mun est à rapprocher de celui de M. Poincaré décernant, récemment, un brevet de *bons Allemands*, aux ouvriers d'Heidenau qui avaient dissimulé des armes de guerre.

tout intéressant parce qu'il nous révèle un état d'âme que les nationalistes de tous les pays mettent un soin infini à nous cacher habituellement.

Nos nationalistes, par exemple, affichent en toutes circonstances, un mépris absolu et une horreur profonde pour les attitudes et les actes des nationalistes de l'autre côté de la frontière. C'est une contradiction difficile à comprendre logiquement, mais qui existe, en fait, dans leurs propos.

Pour une fois, Albert de Mun, en faisant sans réserves, l'éloge de Guillaume II et de sa politique guerrière, soulève le voile qui nous dissimule, à d'autres moments, l'opinion véritable des nationalistes en pareille matière. Cet article — hautement honorable parce qu'au moins, il est franc — est un aveu de cette admiration qui est au fond de tous les cœurs des chauvins français, pour la politique de force et de violence, où qu'elle s'exerce et même sur le trône de l'Empereur d'Allemagne. Nous trouvions, tout à l'heure, dans les déclarations d'Albert de Mun, concernant la fatalité de la guerre, une indication tendant à prouver qu'il aurait, aujourd'hui, combattu la thèse de la responsabilité unilatérale allemande dans l'explosion de la guerre ; nous voyons, maintenant, dans l'apologie passionnée de Guillaume II qu'il faisait le 12 fé-

vrier 1913, la preuve que, devant le fameux tribunal si cher à M. Lloyd George, l'ex-Kaiser n'aurait pas eu de défenseur plus convaincu, ni plus éloquent, que l'ancien « leader » de *l'Echo de Paris* !

Mais tant de voix apaisantes ont chanté la fraternité humaine, en temps de paix, pour semer, la guerre déclanchée, en rugissantes excitatrices, dominant même celle du canon, que nous sommes hélas ! à nous demander si Albert de Mun lui-même — dont nous ne sommes pas autorisés à suspecter la loyauté — n'aurait pas succombé à la contagion qui empoisonnait tous ses amis politiques, pour clamer, avec eux, la responsabilité unilatérale des Empires Centraux dans l'explosion de la grande catastrophe.

La campagne en faveur de la loi de trois ans était née, nous venons de le voir, avec la nouvelle présidence de la République, — simple coïncidence peut-être, mais combien suggestive, lorsqu'on connaît la série des directives politiques et des événements qui en furent la suite ! Bien faite pour éblouir et tromper les masses qui, s'attachant aux apparences, n'apercevaient pas, dans la conception nouvelle, le mépris des réserves dont nous avons tant souffert, au début de la guerre, cette campagne fut menée, sous les ministères Briand et Barthou, jusqu'au vote de la loi,

avec un ensemble et un acharnement sans pareils, par l'ensemble de la presse, contre laquelle s'élevait, en de puissants rappels à la raison, la grande voix de Jaurès, appuyé, dans l'*Humanité*, d'un technicien, le capitaine (aujourd'hui lieutenant-colonel) Gérard.

La campagne pour l'armement moral coïncide, bien entendu, avec l'autre. Toutes les rubriques retentissent d'appels à la réorganisation de l'armée et de la flotte, d'une part, à la méfiance, à la moquerie, à la haine, d'autre part, contre « l'ennemi héréditaire ».

Le 19 février, dans l'*Écho de Paris*, l'« Heure décisive » d'Albert de Mun constitue encore un long appel vibrant au gouvernement, en faveur de la loi de trois ans que demanderait le pays tout entier : « Le *Temps* d'hier a annoncé les graves résolutions préparées par le Conseil ; s'il est vrai, comme on l'a dit depuis, que l'accord ne soit pas absolu entre les ministres, c'est au chef de l'Etat, gardien de la défense nationale, qu'il appartient de les départager... »

Sa confiance en le rôle dévolu au président de la République de par notre Constitution n'abandonnait pas Albert de Mun et la personnalité même du nouveau Président augmentait encore cette confiance !

Le même numéro publiait, en italiques, à la première page, le télégramme du tsar Ni-

colas II à M. Raymond Poincaré, à l'occasion de son entrée à l'Élysée¹ :

Tsarskoïe-Sélo, 18 février, 10 h. 10.

A S. E. M. POINCARÉ,
Président de la République française,

Au moment où vous entrez dans l'exercice des hautes fonctions auxquelles vous a appelé la confiance du peuple français, il me tient à cœur de vous renouveler l'assurance des sentiments amicaux que je vous ai exprimés, le jour de votre élection à la présidence.

Vous connaissez le prix que j'attache à l'union étroite qui existe entre la France et la Russie. Comptant sur votre concours pour maintenir et faire prospérer cette union, je vous adresse mes vœux les plus sincères et les plus cordiaux.

NICOLAS.

Le commentaire suivant accompagnait le texte ci-dessus :

La marque d'« amitié » et de « cordialité » tout à fait exceptionnelle que l'Empereur de Russie donne ainsi, pour la seconde fois, à M. Poincaré,

1. Ce télégramme — je l'indique, à titre anecdotique — avait dû se croiser avec celui qui, parti de Paris et remis, le 19 février, à midi, rappelait définitivement à Paris, l'ambassadeur Georges Louis dont la politique, à Saint-Pétersbourg, ne cadrerait pas avec celle du néfaste comte Iswolsky (Voir mon livre : *Poincaré a-t-il voulu la guerre*, p. 127).

appelé à la présidence de la République « par la confiance du peuple français », produira, en France, une profonde impression et une joie sincère.

Au moment où les redoutables initiatives qui sont prises à l'étranger font ressortir, plus que jamais, la nécessité de « l'union étroite qui existe entre la France et la Russie » notre pays trouve, dans la fidélité de son allié, un salutaire encouragement. L'effort décisif qu'il va accomplir pour assurer la défense de son territoire et la sauvegarde de l'équilibre européen, il ne l'accomplira pas seul.

Si nous étions seuls à vouloir souligner l'attitude exceptionnelle du Tsar vis-à-vis de M. Poincaré, j'entends d'ici nos adversaires répondre que pareil télégramme n'était qu'une marque de courtoisie internationale toute naturelle, entre pays alliés, et, pour ainsi dire, protocolaire. Mais, par bonne fortune, l'*Écho de Paris*, lui-même, l'a dit : « marque... tout à fait exceptionnelle » et nous ajoutons que, quelques jours plus tard, ainsi que je l'ai rappelé ailleurs, une double marque exceptionnelle d'estime devait encore parvenir à M. Poincaré, de Russie.

Le 26 février, une lettre autographe de Nicolas II était remise, en grande pompe, par un envoyé spécial, le baron Schilling, au nouveau président de la République et l'*Écho de Paris* s'empressait de faire remarquer que la lettre impériale s'adressait personnellement

à lui : « C'est à l'œuvre de M. Poincaré, c'est à la politique qu'il incarne, était-il écrit, que nous devons cet incomparable réconfort... »

En même temps que cette lettre, M. Poincaré se voyait remettre, par le comte Iswolsky, la grand'croix de l'ordre de Saint-André, occasion qu'il s'empressait de saisir, je le rappelle, pour proclamer qu'avec l'ambassadeur de Russie, il venait d'entretenir « pendant plus d'un an, des relations quotidiennes... »

Tant de marques d'estime et d'amitié, données, coup sur coup, avec une pareille ostentation, à une époque où la paix de l'Europe était déjà troublée et où la moindre étincelle pouvait suffire à provoquer une conflagration générale, n'étaient pas, il me semble, l'indice d'une volonté de prudence, de sagesse et de paix. C'est aussi, j'imagine, l'opinion de M. Poincaré qui, dans sa série de conférences sur les origines de la guerre, a pris soin de mettre en relief l'inopportunité et le danger de semblables manifestations, à certaines heures, parlant, notamment, des « bruyantes assurances de son amitié » renouvelées par Guillaume II, à son allié, le roi Victor-Emmanuel.

Quoi qu'il en soit, la presse, l'*Écho de Paris* notamment, ne s'en inquiétait pas, bien au contraire, puisque toutes les nouvelles ressemblant à des cliquetis d'armes étaient

accueillies avec faveur et publiées à son de trompe.

A certaines dates, l'accumulation des articles traitant de l'armement matériel et moral, raillant et bafouant l'adversaire, annonçant la guerre, est véritablement effarante :

Le 16 février 1913, j'ai noté, à la première page de *l'Écho de Paris*, les articles suivants :

1° *Le Billet de Junius* : la flotte anglaise doit être renforcée en face de la menace allemande.

2° Dans les *Échos* : *le français tel qu'ils le parlent*, où l'on tourne en dérision une maison d'édition allemande, pour une circulaire mal rédigée en français. (Nous sommes si avancés, en France, pour les langues vivantes !)

3° *La riposte française aux armements allemands*. Pourquoi elle doit être immédiate. Article dans lequel Jean Herbette montre la « menace allemande d'Outre-Rhin » et termine, en s'adressant aux « hommes qui gouvernent la France » : « Qu'ils réclament, non seulement des crédits, mais le retour au service de trois ans. Qu'ils remplissent leur devoir et qu'ils placent le Parlement en face de ses responsabilités. Le prestige de la France en dépend et la paix de l'Europe dépend du prestige de la France. » Nous savons hélas ! comment le prestige de la France, si bien maintenu par MM. Poincaré, Millerand, Bar-

thou et consorts a conservé la paix de l'Europe !

4° Un article de *Franc-Nohain* contre une organisation : « La solidarité des armées de terre et de mer » qui veut grouper les militaires francs-maçons. Il conclut : « Est-ce donc parce que la franc-maçonnerie est opposée à la guerre, en effet, qu'elle demeure la seule association à laquelle des officiers peuvent appartenir sans que songe à s'émouvoir le ministère de la Guerre ? » La franc-maçonnerie prise à parti, parce qu'elle « est opposée à la guerre », quel aveu, dans la bouche d'un chauvin français de cette époque !

5° *La question de l'obusier* où l'attention était appelée sur la nécessité d'obtenir un canon à tir courbe.

On avouera qu'aux yeux d'un étranger, non prévenu, la lecture d'une pareille première page de l'un des plus importants quotidiens français n'eût pas donné l'impression d'un pays où l'on tint beaucoup à conserver la paix.

Passe encore, à la rigueur, pour les appels enflammés aux armements militaires et navals. On peut toujours les expliquer par le : *Si vis pacem, para bellum*, que l'on réprouve, d'ailleurs, tout autant, en face, que l'on le proclame légitime chez soi. Mais, comment expliquer les moqueries vis-à-vis de tout ce

qui est allemand et les ironies vis-à-vis du pacifisme des franc-maçons autrement que par un *désir de guerre* que l'on ne prend même pas la peine de dissimuler ?

De pareils exemples, dans la presse des années qui précédèrent la guerre, sont loin d'être exceptionnels. Tout entière, le *Matin*, l'*Echo de Paris*, le *Temps*, etc..., en tête, elle retentissait d'un langage qui faisait largement écho à celui des chauvins d'Outre-Rhin. J'en donnerai encore une preuve en signalant, prise parmi bien d'autres, la *première page* de l'*Echo de Paris* du 22 février 1913. On y trouvait :

1° En leader, « l'Heure décisive » d'Albert de Mun. Toujours l'*appel à la loi de trois ans*, avec un commentaire des paroles prononcées par M. Poincaré, dans son message présidentiel de la veille : « Jamais l'adage que nous a légué l'antiquité n'a été plus vrai qu'aujourd'hui, il n'est possible, à un peuple, d'être efficacement pacifique qu'à la condition d'être toujours prêt à la guerre... » M. Poincaré, comme Guillaume II, ne manquait pas une occasion de jouer du cliquetis des armes, et la presse de France, comme celle d'Allemagne, amplifiait et répandait ces rodomontades... *Si vis pacem...* pauvres peuples, allemand comme français, vous savez, hélas ! aujourd'hui, ce que vous ont coûté de ruines, de

larmes, de sang, les méthodes de pareils hommes d'État !

2° Le *Billet de Junius* : « Parlons du nouveau chantage impérial... » (Le : *Si vis pacem...* d'en face est un chantage !) Il dénonce les surarmements de l'Allemagne et son désir de conquêtes en Turquie d'Asie : « En attendant l'heure de cette inévitable crise du plus opulent partage, c'est déjà prononcer l'*Ego nominor leo* que d'aligner un nombre de soldats... Il y a là une nouvelle espèce de victoire peu glorieuse mais très digne d'une époque où la finance fait l'arrière-fond de toutes les entreprises privées ou publiques... cette réponse se prépare (chez nous) et je dirais volontiers merci à l'Allemagne de son nouveau geste. Nous lui devons un nouveau sursaut de notre antique esprit militaire... Si M. Poincaré a été acclamé mardi, la cause en est là, dans l'impression qu'il a su donner — puisse-t-il la justifier (hélas !) — d'un homme d'État résolu à tout subordonner aux besoins de l'armée, même son parti... »

Après un rappel de l'affaire Dreyfus, Junius termine : « Bastion naturel de la Latinité contre les Germains, notre pays a toujours tendu à maintenir, entre eux et la civilisation méditerranéenne, la barrière naturelle : le Rhin. Notre politique, quand nous en avons fait de la bonne, a toujours été, sous l'ancienne mo-

narchie et depuis, fonction de cette nécessité vitale. Remercions les Barbares de nous y rappeler. »

3° *Visite du grand-duc Nicolas Michailovitch à Poincaré.*

4° Vœu en faveur de la communication au public, par l'intermédiaire de la presse, de l'itinéraire des *retraites militaires*, afin de lui permettre de « manifester les sympathies pour l'armée... ».

5° Lettre du général Michel, plaidant *pour la loi de trois ans*, et venant à l'appui de celles déjà publiées (notamment, l'avant-veille, des généraux Duchesne et Trémeau).

6° *La loi de trois ans et la question budgétaire.* Jean Herbette montre que M. Klotz, alors ministre des Finances, a protesté, comme rapporteur du budget de la guerre, contre les objections d'ordre budgétaire.

Voilà encore, n'est-il pas vrai, une première page bien faite pour apaiser les esprits à l'intérieur, comme à l'extérieur ! L'appellation de « Barbares » déjà appliquée à nos futurs « ennemis » et les prétentions proclamées à la frontière du Rhin étaient des indications fort nettes de cette volonté de paix qui nous faisait préparer la guerre ¹ !

1. M. André Tardieu, au cours d'une polémique de presse, contre M. Poincaré, en ce mois de septembre 1921, a définitivement établi — on s'en doutait un peu — que ce n'est

Ab uno disce omnes. Il faudrait suivre la presse jusqu'à la veille de la guerre, pour épuiser les exemples de la ligne de conduite suivie inlassablement et qui tendait, d'accord — c'est l'évidence — avec les gouvernements et le président de la République, à cultiver, dans le pays, une mentalité cocardière et agressive. Mais, je bornerai là mes citations, laissant au lecteur curieux le soin de poursuivre, lui-même, la démonstration.

Pour montrer, par un dernier exemple typique, combien tous ceux qui touchaient aux sphères gouvernementales et se piquaient d'influencer l'opinion publique, semblaient obéir au coup de baguette d'un invisible chef d'orchestre, je citerai encore une conférence, sténographiée au *Foyer*, le 16 février 1914 et publiée, quelques jours plus tard, par la *Revue du Foyer*.

Elle nous intéresse d'autant plus que l'auteur en était M. André Tardieu, alors rédac-

pas grâce aux négociateurs français du Traité de Versailles, que huit millions d'Allemands, de langue, de culture, de tradition et de volonté, n'ont pas été arrachés à la nationalité de leur choix, pour être partagés en plusieurs Etats indépendants. Le 12 mars 1919, d'après M. Tardieu, le gouvernement français proposa au Conseil Suprême que toute la rive gauche du Rhin fût enlevée à l'Allemagne. On voit que le mépris de la liberté des peuples et la volonté de violence n'étaient pas le fait de quelques exceptions, en France, lorsque Junius se livrait à ses provocations, avant la guerre.

teur de la politique extérieure au *Temps*, depuis membre du cabinet Clemenceau ¹ et l'un des principaux négociateurs du Traité de Versailles.

Cette conférence, primitivement destinée à un public strasbourgeois, mais interdite, au dernier moment, par les autorités d'Alsace-Lorraine, était intitulée : « la Triple-Entente, son passé, son avenir. »

La première partie constituait un historique de l'alliance franco-russe, de l'entente franco-anglaise et de l'accord anglo-russe qui contribuèrent à la formation de la Triple-Entente.

La seconde partie tendait à montrer que l'efficacité de cette constellation politique n'avait pas encore été ce qu'elle pouvait être.

La conclusion affirmait que cette efficacité ne pourrait être atteinte que par un accroissement des forces militaires de la Triple-Entente actuellement insuffisantes, en face de la Triple-Alliance.

Ce qui est intéressant pour nous, c'est de voir à quels arguments M. Tardieu avait recours pour montrer l'inefficacité, jusqu'alors, de la Triple-Entente. Il donnait trois exemples :

1° Crise de 1908-1909 au cours de laquelle l'Autriche-Hongrie mit la main sur la Bosnie-Herzégovine ;

1. M. André Tardieu fut haut-commissaire aux Etats-Unis.

2° Crise marocaine de 1911 ;

3° Crise balkanique de 1912-1913.

Oui, André Tardieu, un homme averti s'il en fut en matière de politique extérieure, avait l'audace de représenter le traité qui donnait le Maroc à la France comme un échec pour la Triple-Entente.

Il a été établi, depuis, — notamment au procès Caillaux, par la correspondance de notre ambassadeur à Berlin, Jules Cambon et de notre attaché militaire, le colonel Pellé — que la cession du Maroc à la France avait été un succès diplomatique qui avait provoqué, en Allemagne, des grincements de dents. Je n'y reviendrai pas, me bornant à rappeler que la démission du secrétaire d'Etat aux Colonies, von Lindequist, en avait déjà fourni une preuve contemporaine des événements.

M. André Tardieu disait, sciemment, le contraire de la vérité, pour les besoins de la mauvaise cause qu'il venait défendre.

Il disait encore le contraire de la vérité, lorsqu'il représentait, comme un échec pour la Triple-Entente, les conséquences des guerres balkaniques.

L'écrasement de la Turquie, déjà représenté, alors, comme l'alliée de l'Allemagne, et l'agrandissement territorial et moral de la Serbie, ennemie de l'Autriche-Hongrie et inconnue à la Russie, avaient, au contraire, été,

pour la Triple-Entente, un succès aussi considérable qu'inattendu.

Pour l'Autriche-Hongrie, le résultat des guerres balkaniques était désastreux. Afin d'en donner une preuve, il me suffira de citer un passage emprunté à un autre article de la *Revue du Foyer*, que j'ai déjà mentionné, celui de M. Albert Malet, professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand, particulièrement au fait des questions balkaniques, pour avoir passé deux ans, à la Cour de Belgrade, comme professeur d'histoire diplomatique du jeune roi Alexandre. En pleine guerre balkanique (novembre 1912), avant même de savoir que la Serbie en sortirait renforcée et agrandie, voici comment il présentait la situation de l'Autriche-Hongrie :

Un vieil empire, qui fut redoutable, achève de s'écrouler, et sa ruine risque d'ébranler un autre vieil empire et très puissant. A la même page où l'histoire va enregistrer la liquidation de la question turque, il semble bien qu'elle doive enregistrer l'ouverture de la question d'Autriche. Nul moment plus tragique dans la longue existence de la monarchie habsbourgeoise. Si elle accepte la transformation des Balkans et la nouvelle Serbie, telle que la veulent les Serbes, c'est le péril du panserbisme, et, pour une date peu éloignée, le recommencement de l'histoire italienne. Si elle tente d'écraser, dans l'œuf, la puissance naissante des Serbes, outre le danger des résistances intérieures et d'une opposition violente de

ses vingt-six millions de sujets slaves, c'est la guerre avec la Russie et, en cas d'échec, le péril du démembrement. Car il n'y a pas pour l'Autriche que le danger panserbe. Sans parler de l'irrédentisme italien, il y a tel autre ami d'aujourd'hui qui peut être, qui doit être l'ennemi de demain. Parce qu'un Hohenzollern règne à Bucarest...

On voit que M. Albert Malet, qui n'est pas suspect, puisque — nous l'avons vu — c'est un chauvin, amateur de guerre, représente la situation de l'Empire austro-hongrois comme quasi désespérée, déjà au début des guerres balkaniques. Comment, dans ces conditions, l'écrasement de la Turquie et le renforcement de la Serbie peuvent-ils être envisagés, par M. André Tardieu, comme un échec pour la Triple-Entente ?

Mais, M. Tardieu ne s'embarrasse pas de pareilles objections. Il veut conclure à la nécessité de nouveaux armements, d'une augmentation de la puissance militaire de la Triple-Entente. Pour arriver à ses fins, il accommode la situation historique à sa manière. C'est ainsi que l'on écrit l'histoire !

En ces années 1912, 1913, 1914 des deux présidences successives de M. Poincaré, tous les efforts du gouvernement et de la grande presse étaient tendus vers un même but qui dominait tout : préparer la guerre. Préparer la guerre *matériellement* par le renforcement des

armements, préparer la guerre *morale*ment, en excitant le chauvinisme et la xénophobie des masses aveuglées.

Que ces dispositions fussent le fruit de la conviction établie, en haut lieu, que la guerre venait *infailliblement* — l'ambassadeur Paléologue, l'ami de Poincaré, l'a assez répété — je n'en disconviens pas et l'on peut remarquer, d'ailleurs, que l'on tenait le même langage de l'autre côté du Rhin. Mais, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une pareille politique de surenchère dans les préparations matérielles et morales de la violence, ne *pouvait mener qu'à la violence*. Pour ceux qui croyaient à la vérité de l'adage, si cher à Poincaré : *Si vis pacem, para bellum*, je veux espérer que l'immense brasier de la guerre a jeté des flammes assez hautes pour les éclairer et qu'aujourd'hui, ils savent que, si l'on veut la paix, c'est celle-ci qu'il faut préparer et non pas la guerre !

Le malheur est qu'avant la guerre, s'il y avait au moins un homme qui reconnaissait et proclamait, tous les jours, cette grande vérité, sa voix hélas ! *prêchait dans le désert*, dans ce désert d'hommes trompés et bafoués que nous voudrions convertir ou éclairer aujourd'hui.

Écoutons et saluons la grande voix de Jaurès qui retentira dans le prochain chapitre. Elle doit encore contribuer à nous sauver de nouvelles épreuves !

CHAPITRE II

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

CONDUITE

AU DELA DE SON BUT DÉFENSIF

EN face du parti de la guerre, en face de ce mouvement matériel, moral et intellectuel qui allait des bancs des écoles aux hauteurs de l'Académie, il y avait, grâce à Dieu ! en France, des hommes qui, de toutes leurs forces voulaient la paix. En face de Raymond Poincaré, mince par la taille comme par la pensée, se dressait Jean Jaurès dont la stature physique dominait son antagoniste, comme l'ampleur de ses vues et la clarté de son génie surpassaient les conceptions mesquines et attardées qui étaient encore, alors, en honneur.

Tous ceux qui ont suivi, d'un peu près, les polémiques de presse relatives à la politique extérieure de notre pays, dans les années qui ont précédé la guerre, ont pu trouver là —

j'en demande pardon à l'ancien président de la République pour qui la presse ne peut être qu'un masque — maintes preuves que Jaurès, d'un côté et Poincaré, de l'autre, étaient bien les deux hommes en qui s'incarnaient la politique de paix et la politique de guerre. Ils ont pu constater que Jaurès était véritablement, pendant cette période tragique, comme la vigie de l'Europe dont l'œil, clairvoyant et toujours ouvert, scrutait, au loin, l'horizon politique, pour découvrir les écueils, les dangers, les nuages et en détourner son pays et le monde. Dans mon étude, parue l'an dernier, sur la substitution du dangereux Delcassé au prudent Georges Louis à notre ambassade de Saint-Pétersbourg, en 1913, j'ai déjà donné quelques exemples de cette clairvoyance prophétique. Nous la retrouverons tout le long des pages qui vont suivre.

L'une des questions principales au sujet de laquelle se heurtaient le plus les conceptions des pacifistes et celles des chercheurs de revanche était celle de l'alliance russe.

L'alliance franco-russe, née en 1891, à l'heure où la France, isolée depuis sa défaite de 1871, se trouvait encore seule, dans un moment où l'on envisageait l'équilibre (!) comme l'unique moyen de maintenir la paix, où l'on cherchait un appui contre la Triple-Alliance — l'alliance franco-russe eut, à l'ori-

gine, un caractère nettement défensif. Pas pour longtemps, hélas ! Les inquiétudes suggérées aux véritables républicains par une alliance de notre pays avec l'empire autocratique le plus réactionnaire du monde entier, ne devaient pas tarder à être justifiées par les événements.

Albert Mathiez, l'un des historiens les plus pénétrants et les mieux documentés de la Révolution française, a montré, dernièrement, comment, après moins de dix ans d'existence, l'alliance changea complètement de caractère. Commentant le rapport adressé par M. Delcassé rentrant de Russie au président Loubet, le 12 août 1899, il écrivait dans *l'Internationale* du 2 août 1921 :

M. Delcassé explique au président de la République qu'il vient de signer avec le ministre des Affaires étrangères de Russie le comte Mouravieff, une sorte d'avenant au primitif accord franco-russe et cet avenant change, du tout au tout, le caractère de l'alliance.

La convention signée en 1892 entre la France et la Russie était purement défensive. Elle faisait aux deux contractants une obligation de mobiliser simultanément au cas où la Triple-Alliance ou l'une seulement des puissances qui en faisaient partie prendrait l'initiative de mobiliser au préalable...

Or, en 1899, que fait M. Delcassé ? Il prolonge la convention militaire franco-russe même pour le cas où la Triple-Alliance n'existerait plus !

Sa grande pensée qu'il exprima avec complaisance est la suivante : Qu'arriverait-il si l'Autriche-Hongrie tombait en dissolution?... L'équilibre européen, dit-il, serait rompu. Il ne lui vient pas à l'idée que cette rupture d'équilibre ferait justement la sécurité de la France, puisqu'elle n'aurait plus à combattre que l'Allemagne. Il s'alarme, au contraire, car l'alliance franco-russe serait menacée dans son existence. L'alliance lui paraît le souverain bien. Il lui subordonne tout le reste. Et c'est pour prolonger la vitalité de l'alliance, même après le décès de l'Autriche-Hongrie, qu'il est allé à Pétrograd et qu'il a rapporté un nouvel accord qu'il monte en épingle comme un triomphe.

Quel changement ! Auparavant, l'alliance n'était dirigée contre personne. Elle était tout entière tournée contre une agression. Si la Triplice ne bougeait pas, elle n'aurait jamais à jouer ; c'était une alliance purement défensive... Maintenant, il en est tout différemment. L'alliance jouera dès que *le maintien de l'équilibre* paraîtra menacé. Vous sentez ce qui se cache derrière cette formule de la diplomatie d'ancien régime...

Ici, le secret fut bien gardé... ni M. Debidour, qui eut pourtant la permission d'accéder aux archives du Quai-d'Orsay, ni M. Ch. Schefer, ni, chose plus étrange, M. Reynald, l'ami de M. Delcassé, n'ont rien dit, même par allusion, dans leurs livres, de cet accord secret de 1899...

Après avoir montré, une fois de plus, que, conformément aux avis répétés du président Wilson, c'est des alliances et de la diploma-

tie secrète que sort la guerre, Albert Mathiez rappelle qu'en 1892, M. Ribot fit préciser au ministre russe de Giers que le Tsar ne se servirait pas du traité en vue d'une agression sur Constantinople et il établit que notre ambassadeur, M. de Montebello (27 août 1892) était invité à bien spécifier que le *casus belli* pourrait sortir seulement d'une mobilisation générale et que, si en 1914, la mobilisation de huit corps d'armée autrichiens contre la Serbie a suffi à déclancher la guerre générale, « c'est que M. Delcassé avait complété l'accord de 1892 par l'avenant de 1899, c'est que, désormais, l'alliance n'avait plus seulement pour objet unique la défense contre une agression, mais encore le *maintien de l'équilibre* » ! « Tout homme de bon sens, ajoute-t-il, conviendra que la grande guerre était contenue en germe dans l'accord secret de 1899, dont on s'est bien gardé de révéler l'existence avant la victoire. »

Albert Mathiez montre, ensuite, que, contrairement à son prédécesseur Hanotaux qui s'était servi de l'alliance russe comme d'un instrument de rapprochement avec l'Allemagne, risquant de nous entraîner dans un conflit grave avec l'Angleterre, Delcassé s'était préoccupé, plus que des colonies, de notre relèvement en Europe. « M. Delcassé ne voulait pas perdre de vue la trouée des Vosges...

l'alliance russe n'avait, à ses yeux, qu'une mince valeur si elle ne devait pas nous permettre de déchirer un jour le traité de Francfort. »

Le nouveau ministre des Affaires étrangères marchait donc à un rapprochement avec l'Angleterre — rapprochement qui pouvait éveiller les méfiances de la Russie. « La raison pour laquelle M. Delcassé fit le voyage de Pétrograd, dans l'été de 1899, fut très vraisemblablement son désir de dissiper les préventions et de ramener l'allié qu'il sentait lui échapper. » Il n'y réussit que par des concessions qui sont contenues dans l'accord secret qui prolongea l'alliance après le décès de l'Autriche-Hongrie. « L'accord secret du 7 août 1899 fut donc le prix dont la France, ou plutôt M. Delcassé, paya l'abandon de la politique de bonne entente avec l'Allemagne pratiquée par M. Hanotaux. L'accord signifiait que M. Delcassé ne renonçait pas à l'Alsace-Lorraine et que la Russie entendait, le cas échéant, réaliser ses ambitions séculaires en Orient. L'accord était un partage : les Balkans contre l'Alsace.

La Triple-Entente vers laquelle Delcassé s'orientait alors, était bien un partage à trois : « A la France, la destruction du traité de Francfort ; à la Russie, l'Orient ; à l'Angleterre, l'empire des mers. »

Ce programme ne devait pas hélas ! paraître toujours suffisant : pendant la guerre du Droit, les gouvernements allèrent bien plus loin : à la Russie, Constantinople ; à la France, la rive gauche du Rhin... et voilà pourquoi toutes les occasions de paix de conciliation furent écartées et la guerre prolongée *jusqu'au bout* ! L'après-guerre nous montre si nous avons lieu ou non, de nous en féliciter.

L'alliance franco-russe ne tarda donc pas — on le voit — à prendre un caractère très différent de celui, purement défensif, qu'elle avait au début. Pouvait-il en être autrement de cet amalgame hybride de la République française, prétendue démocratique, avec l'empire le plus réactionnaire et le plus autocratique du monde entier ?

Les hommes d'esprit libre que ne retenaient pas leurs attaches avec les gouvernements ou leurs satellites, avaient vu, dès l'éclosion de l'alliance, le danger qu'elle risquait de faire planer sur la France et sur le monde.

Jaurès, on le verra tout à l'heure, fut, là comme ailleurs, le plus clairvoyant et ne cessa de prévoir et d'annoncer les erreurs d'où devait sortir la guerre.

Dès 1901, Tolstoï, de l'autre côté, signalait les dangers de l'alliance franco-russe. Lui aussi, il se rendait compte — il suffisait, d'ail-

leurs, de bien vouloir ouvrir les yeux — que l'appui de la France — moral et, surtout, *financier* — aurait pour effet de consolider l'autocratie, oppressive des corps et des âmes, qui pesait sur la Russie.

A quel point pareille opinion était justifiée, les mémoires parus après la mort du comte Witte nous en peuvent donner une idée ¹.

1. Les *Mémoires* du comte Witte (Plon-Nourrit, édit.), offrent un puissant intérêt et doivent être entre les mains de tous ceux qui veulent essayer de comprendre quelque chose à ce qui se passe en Russie depuis le commencement du siècle (lire aussi *Les dessous du chaos russe* de Ludovic Nau-deau (Hachette). Bien qu'écrit avec parti pris contre le gouvernement des Soviets, cet ouvrage donne une idée de la décomposition du régime tsariste). Ces *Mémoires* du comte Witte n'ont pas eu grand retentissement. C'est précisément parce que les aveux qu'on y trouve, dans la bouche d'un ancien président du Conseil, quant au triste état de choses qui était celui de la Russie tsariste, sont de nature à expliquer les erreurs et les excès qui ont accompagné — comme toute autre — la révolution russe et que les contre-révolutionnaires de tous les pays ont intérêt à grossir et à dénaturer. Pour comprendre les raisons qui ont empêché la grande presse asservie de s'étendre sur les *Mémoires* du comte Witte, il suffit de lire le passage suivant, consacré au régime Stolypine : « Quand je pris le fardeau du pouvoir, le châtimement capital en Russie était pratiqué arbitrairement et sans aucune uniformité. Des crimes identiques, dans certains districts, étaient punis de mort, tandis qu'ailleurs ils ne l'étaient pas. Pour mettre de l'ordre dans ce chaos, je publiai une ordonnance qui chercha à définir les actes criminels sous la juridiction de la Cour martiale et qui pouvaient être punis de mort. Le projet rallia une majorité imposante dans le Conseil impérial,

Son témoignage ne peut être suspect à personne : Successivement ministre des Voies et Communications (1892) ; ministre des Finances (1893 à 1905) ; premier ministre, après la publication du manifeste du 17 octobre, octroyant une Constitution au peuple russe ; membre du Conseil de l'Empire, président du Comité des Finances et secrétaire d'État du Tsar, jusqu'à sa mort, le 28 février 1915, le

mais, quand il fut soumis à l'Empereur, celui-ci refusa de le sanctionner. Ainsi, la situation relative à la peine capitale resta inchangée.

« Quand Stolypine forma son cabinet, après la dissolution de la Douma par Gorémkyne, il introduisit la Cour martiale qui laissa à l'administration les mains entièrement libres pour l'application de la peine capitale. La nouvelle loi alla jusqu'à demander que les juges ne fussent pas des juristes militaires, mais de simples officiers de la ligne. La seconde Douma refusa d'approuver cette loi. Alors, Stolypine n'hésita pas à modifier plusieurs paragraphes des règlements militaires et maritimes relatifs aux Conseils de guerre de l'armée et de la flotte et il maintint, de sa seule autorité, la Cour martiale qu'il avait créée. Le gouvernement commença des exécutions, à droite et à gauche, à la discrétion de l'administration. La peine capitale était devenue, en réalité, *un acte d'assassinat commis par les autorités gouvernementales* (c'est Witte qui souligne).

« Hommes et femmes adultes, et de simples jeunes garçons, furent également exécutés sous l'inculpation d'assassinat politique, pour avoir volé cinq roubles dans une boutique de Vodka. Quelquefois, un prisonnier est exécuté pour un crime commis il y a cinq à six ans. Et penser que cette orgie d'exécutions s'est continuée pendant cinq ou six ans après que Stolypine eut déclaré que la « pacification » était un fait accompli ! »

comte Witte a « vécu » l'Alliance, depuis son origine jusqu'en pleine guerre.

Si un certain libéralisme le rendait suspect aux réactionnaires intransigeants, il n'en était pas moins un conservateur, ennemi acharné des révolutionnaires, et, par conséquent, peu enclin à favoriser des thèses audacieuses.

Dans ses *Mémoires*, récemment parus, il intitule un chapitre : *L'emprunt qui sauva la Russie*. Il s'agit de l'emprunt de 1906.

« En octobre 1905, écrit-il, le gouvernement n'avait ni troupes, ni argent pour combattre la révolution. Je discernai vite que deux choses pouvaient sauver la dynastie et permettre à la Russie de supporter l'orage révolutionnaire, par exemple un grand emprunt étranger et le rappel de l'armée... en Russie d'Europe... J'ai l'impression que, vers la fin de 1905, l'armée au front était profondément démoralisée et révolutionnée... »

Witte montre comment s'engagèrent les négociations, pour l'emprunt, avec le gouvernement français et comment celui-ci subordonna tout concours financier au règlement de la situation au Maroc : « Le gouvernement de Paris, précise-t-il, n'accepta de contribuer à l'emprunt qu'après l'apaisement du conflit. Ailleurs dans mes notes sur le Kaiser, je fais connaître comment je réussis à susciter l'arbitrage de la conférence internationale d'Algésiras. La con-

férence se prolongea jusqu'à fin mars 1906 et jusqu'à sa clôture, il ne fut pas question d'emprunt... Kokovtzev ¹ (membre de la commission des Finances) vint à Paris à la fin de décembre 1905 et reçut de Rouvier cette réponse que nous ne pourrions conclure l'emprunt avant la solution pacifique de l'affaire marocaine... Notre représentant à la conférence... reçut pour instructions, de voter pour la France, dans tous les cas... »

Et Witte cite une note du comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères, au comte Osten-Sacken, ambassadeur à Berlin, d'où j'extrais ces lignes caractéristiques : « Le gouvernement allemand sait fort bien que certaines opérations financières de la plus haute importance pour la Russie dépendent de l'heureuse issue de la conférence d'Algésiras. Seul le succès de ces opérations rendra le gouvernement impérial russe capable de prendre les mesures nécessaires pour la suppression définitive du mouvement révolutionnaire qui menace déjà de se répandre dans les pays monarchiques voisins... Ledit gouvernement a reconnu la nécessité d'une action combinée contre les organisations anarchistes internationales. Malgré l'opinion, qui est se-

1. Kokovtzev devint, par la suite, ministre des Finances et président du Conseil.

mée à l'étranger, que l'agitation juive empêche la Russie de conclure l'emprunt, nous sommes en possession de la nouvelle indiscutable que c'est uniquement en raison de l'incertitude qui existe sur l'issue de la conférence d'Algésiras que les banquiers français doivent s'abstenir de cette opération financière... » Dans une autre note, le comte Lamsdorff insistait encore : « Il semble que l'Allemagne, comme puissance monarchiste, est considérablement atteinte par le mouvement révolutionnaire russe... »

On voit comment se présentait l'opération de l'emprunt : Donnant, donnant. La Russie serait soutenue financièrement, mais seulement lorsqu'elle aurait, elle-même, épaulé la France au Maroc, et soutenue pour quoi, ou plutôt contre quoi ? Contre cette révolution qui grondait en face des abus monstrueux d'un régime autocratique périmé.

Les communications du ministre des Affaires étrangères russe à son ambassadeur à Berlin sont bien suggestives en ce qu'elles nous montrent, en plein travail, l'internationale des Trônes et l'internationale du Capital, s'opposant de toutes leurs forces et par tous les moyens à l'inéluctable révolution. Ces internationales n'avaient pas attendu, pour se constituer et pour se dresser contre les aspirations du peuple russe, que fût née la ré-

publique des Soviets, objet de leur exécution d'aujourd'hui ! Dès ce moment, elles unissaient, pour obtenir, en Russie, l'écrasement des plus légitimes revendications populaires, les gouvernements et les capitalistes, depuis la France des Droits de l'Homme jusqu'à l'autocratie tsariste !

« Le 3 avril, continue le comte Witte, le contrat de l'emprunt fut signé par Kokovtzev, en qualité de plénipotentiaire officiel de la Russie et par les représentants du syndicat international des banquiers... l'emprunt était, en vérité, une œuvre de la plus haute importance. C'était l'emprunt étranger le plus considérable qu'il y ait eu dans l'histoire des nations modernes. Après la guerre franco-allemande, Thiers réussit à couvrir un emprunt plus important, mais c'était principalement un emprunt intérieur, tandis que celui-ci fut souscrit presque exclusivement à l'étranger... Celui-ci, à son tour, servit à soutenir toute la base de notre système financier... Ce furent ces principes qui permirent à la Russie de se reprendre, après la funeste guerre, et la révolte insensée qui en résulta et qu'on appela la révolution russe ¹. Cet emprunt ren-

1. On peut mesurer ici quelle était la timidité du libéralisme (?) Witte, considérant comme une « révolte insensée » le soulèvement de tout un peuple pour la revendication de ses droits les plus sacrés.

dit le gouvernement impérial capable d'écarter toutes les vicissitudes de la période qui s'étend depuis 1906 à 1910, en lui procurant des fonds qui, avec les troupes ramenées du Transbaïkal, rétablirent la fermeté et l'assurance des actes du gouvernement... »

Après les explications et les affirmations réitérées que l'on vient de lire, il ne serait pas besoin de l'aveu du tsar lui-même, déclarant que l'emprunt était « pour le gouvernement, un grand triomphe moral et un gage pour le développement tranquille et pacifique de la Russie dans l'avenir », pour nous imposer la conviction que cet emprunt de 1906 sauva l'autocratie tsariste, en lui permettant d'écraser, momentanément, la révolution naissante. En y souscrivant, le malheureux peuple de France encourageait, sans le savoir, à la fois l'impérialisme français au Maroc et l'impérialisme tsariste en Orient.

Le danger prévu et annoncé par Jaurès, par Tolstoï, aurait dû apparaître à tous les yeux. Malheureusement, trop rares étaient ceux qui pouvaient ou voulaient bien les ouvrir, en face de ces problèmes d'où, pourtant, dépendait la paix du monde.

En France, l'immense majorité de l'opinion, sans rien connaître de la réalité des faits, suivait aveuglément les fanatiques de l'alliance franco-russe qui étaient, trop souvent, les fa-

atiques du nationalisme : un Barrès qui, en 1905, refusait de mettre son nom au bas d'une pétition d'intellectuels en faveur de la libération de Gorki, récemment arrêté par le gouvernement tsariste ; un Delcassé qui ne craignait pas, dans ses discours, d'excuser les dieux massacres du 22 janvier 1905, où la population, sans armes, popes en tête, pour éclamer ses droits, avait été reçue à coups de mitrailleuses !

C'est un peu plus tard que le gouvernement sarrien manœuvrait de façon à empêcher, à la Chambre, un vote de sympathie et d'encouragement à la Douma. Ce vote avait été mis dans plusieurs parlements étrangers ; mais on imagine combien, émanant du parlement de la nation « amie et alliée » il eût été plus impressionnant pour le gouvernement tsariste ! Peut-être la Douma, qui devait être dissoute quelques jours plus tard, aurait-elle pu continuer à poursuivre ses travaux ! Peut-être tout le cours des dernières années eût-il été changé ! Peut-être... mais nous savons l'histoire du nez de Cléopâtre.

On se rappelle comment le régime tsariste utilisa le répit de quelques années que lui fournit l'emprunt de 1906.

En 1908, c'était l'entrevue Iswolsky-d'Erenskoug, dans laquelle le dangereux chef des slavistes passait, avec le ministre des Af-

faïres étrangères d'Autriche-Hongrie, le marché de dupe qu'il croyait, à ce moment, une excellente affaire et qui devait peser de façon si désastreuse sur la politique franco-russe jusqu'au mois d'août 1914 !

En 1910, c'était la suppression de l'autonomie de la Finlande, au mépris du droit le plus élémentaire des peuples à disposer d'eux-mêmes.

C'étaient les arrestations, les déportations, les exécutions, en masse, de tous ceux qui de près ou de loin, paraissaient un danger pour le régime. En cette seule année 1910, cent quatre-vingt mille malheureux peuplaient les prisons et les bagnes de Russie, tandis que quatorze cent-cinquante exécutions capitales fermaient, à jamais, la bouche de ceux — intellectuels idéalistes, pour la plupart — qui ne trouvaient pas tout pour le mieux dans la meilleure des autocraties !

En 1912, c'était la quatrième Douma, plus domestiquée, plus annihilée que jamais !

Et la misère du peuple russe, et la gabegie, la concussion dans les sphères gouvernementales continuaient dans de telles conditions, produisaient de tels effets, maintenant la Russie dans l'impossibilité de fournir à l'Alliance un concours utile, que, dans la presse française, les inquiétudes et les critiques se faisaient jour, même en dehors des journaux

ocialistes. Ce n'était pas seulement l'*Humanité* de Jaurès qui montrait, sous son véritable jour, la situation de la Russie. Des publications comme le *Correspondant* et la *Dépêche de Toulouse*, en mai 1914, communiquaient à leurs lecteurs le résultat d'enquêtes qui n'étaient pas précisément faites pour inspirer confiance en notre alliée.

La série d'articles parus dans le *Correspondant*, un an avant la guerre, est particulièrement intéressante. On y trouve des vues qui apparaissent, aujourd'hui, prophétiques et qui résultaient, tout naturellement, de l'examen honnête de la situation et des faits. Au lieu du mensonge distillé par la presse, dans son ensemble, on disait là la vérité :

Depuis trente ans, pouvait-on y lire le 25 juillet 1913, les bandes serbes, grecques, bulgares, les comitadjis, soutenus en sous-main par leurs gouvernements respectifs d'une part, par les intrigues des agents panslavistes de l'autre, ont, sans trêve, massacré, tué, commis les plus odieux outrages et paralysé les efforts tentés afin d'arriver à un *modus vivendi* supportable pour les infortunées populations de Macédoine...

Deux influences rivales, hostiles, partagent les puissances et leurs ambitions comme leurs intérêts les rendent irréconciliables : l'influence russe et l'influence autrichienne.

Il y a en Russie deux courants bien distincts :

celui de la politique modérée, pacifique : Sazonoff, Kokovtzev, puis, il y a, s'exerçant latéralement, la politique des panslavistes, dont les agents les plus actifs à l'étranger sont deux diplomates : leurs noms sont sur toutes les lèvres ¹. On peut dire, en toute assurance, que le gouvernement britannique et sir E. Grey ont soutenu la politique Sazonoff, tandis que le Quai-d'Orsay a appuyé celle des panslavistes. Certains organes libéraux à Londres (*Daily Chronicle*) ont exposé, ces temps derniers, cette situation curieuse...

La Serbie est le client, l'agent et l'instrument de la Russie dans les Balkans... Ceux qui ont poussé à la guerre turco-balkanique, ceux qui se sont faits les agents, conscients ou non, d'intrigants criminels, ont commis des fautes capitales : la question d'Orient ouverte se déroulera avec toutes ses conséquences fatales et aboutira, un jour, c'est à craindre, à la grande guerre européenne qui en sera la conséquence logique et inéluctable.

On trouve là, en un raccourci saisissant, toute la critique de la politique des Iswolsky, Poincaré et, pour finir, une annonce prophétique de la catastrophe qui devait, tout naturellement, sortir de la politique pratiquée par l'Alliance franco-russe : la grande guerre

1. Sazonoff ne devait pas résister, hélas ! à l'influence excitatrice d'Iswolsky.

2. Il s'agit d'Iswolsky et de Hartwig, ministre de Russie Belgrade.

Le 10 septembre 1913, sous ce titre : « La faillite de l'Europe », le *Correspondant* écrivait encore :

L'accord marocain a amené l'accord italien pour la Tripolitaine, les conséquences immédiates ont été l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la guerre tripolitaine, d'où est sortie la guerre turco-balkanique qui a eu, comme effet facile à prévoir, la guerre entre les alliés. Dire que l'acte suivant sera la guerre de liquidation rendue nécessaire par cette série d'événements n'est peut-être pas tirer une conclusion téméraire...

C'est un spectacle à la fois sinistre et comique de voir tous ces souverains, ces chefs d'Etat, ces ministres, ces diplomates des grandes puissances ne parler que de paix, « de maintien de l'équilibre » et s'évertuer à rompre cet équilibre par tous les moyens imaginables et lancer, les uns contre les autres, les petits peuples qui sont les pions avec lesquels ils se battent, jusqu'au moment où il leur faudra, bon gré mal gré, employer eux-mêmes, les uns contre les autres, ces armes dont ils ne se servent jamais que contre des faibles qu'ils jugent sans défense.

L'enchaînement fatal qui conduisait logiquement et fatalement de la politique de conquête du Maroc à la guerre européenne, en passant par l'affaire de la Bosnie-Herzégovine et les guerres italo-turque et balkaniques, est ici dénoncé de la façon la plus nette et le *Cor-*

respondant reprend, point par point, la thèse à laquelle Jaurès prêtait, depuis longtemps, l'appui de sa clairvoyance générale, lorsqu'il parlait du « Maroc maudit ». Il n'est pas sans intérêt de constater, en passant, que l'article ci-dessus, faisant le procès des gouvernements et des hommes d'Etat qui « parlent » toujours la paix et fomentent toujours la guerre, méprisant et bafouant les faibles, est une critique juste et pénétrante, avant la lettre, de la façon dont se sont comportés, vis-à-vis des mêmes problèmes, les autorités d'après-guerre : Conseil Suprême, Conseil des ambassadeurs, Société des nations, etc...

Bien entendu, le *Correspondant*, le moment venu où se réalisèrent les événements qu'il avait prévus et annoncés, continuait et accentuait les commentaires, sévères, mais justes, qu'il avait entrepris de la politique de notre alliée.

Dans un article du 25 août 1917, je trouve les lignes suivantes :

Aujourd'hui que l'incomparable allié, le Tsar magnanime, le rouleau compresseur, tous ces clichés sacro-saints d'hier, ne sont plus recouverts du voile intangible, on peut, je pense, reconnaître que, depuis deux siècles, depuis, surtout, le règne de Nicolas I^{er}, c'est la Russie, tsariste bien entendu, mais toujours la Russie, qui a été le grand trouble-fête de l'Europe.

C'est elle qui, par ses intrigues chez les Ruthènes, Slovaques, Tchèques et Serbes d'Autriche, l'a poussée de force dans les bras de l'Allemagne ; elle qui, par ses prétentions sur Constantinople, a rendu inextricable la question d'Orient ; elle dont la main était fourrée partout, en Mandchourie, Corée, Mongolie, Asie Centrale, Afghanistan, Perse, Asie Mineure, dans tous les coins des Balkans. Et, le 25 mars 1918, lorsque commençaient à s'ouvrir, grâce au gouvernement des Soviets, les archives de l'ancienne diplomatie russe, le *Correspondant* pouvait encore écrire : La politique constante de la Russie, depuis Pierre le Grand, a été une politique de conquêtes... la politique du gouvernement de Nicolas II, dans la guerre actuelle, était conforme à celle de ses prédécesseurs, elle avait pour objectif la conquête de Constantinople et des détroits, elle allait même beaucoup plus loin, comme il ressort des documents secrets publiés par les Bolcheviks.

A rapprocher des articles du *Correspondant* sur l'alliance russe et sur l'état de la Russie d'avant-guerre, sont certains jugements d'un journaliste bien informé, M. Charles Rivet, correspondant du *Temps* en Russie.

Dans son livre *Le dernier des Romanof*, paru au lendemain de la guerre, je relève les phrases suivantes :

« Dès le début de ta liaison, Marianne, tu as joué la comédie du Roi avec le Tsar, t'ingéniant à faire oublier que tu étais une sans-

culotte. L'alliance ne devint, en aucune façon, la chose des deux nations. Elle resta, jusqu'au dernier jour, une sorte de secret des chancelleries, une façon de parlote entre gouvernements... La force de la Russie n'était qu'une hypnose et, mieux, un simple bluff. La presse française la créa de toutes pièces et l'exagéra à en rendre confus les Russes eux-mêmes. On en arriva à indisposer les éléments sérieux de l'empire. Le *Retch* écrivait, huit jours avant la déclaration de guerre, comme commentaire au voyage du président de la République : « La France ne nous avancerait-elle ses milliards que pour disposer des os de nos grenadiers ? »

Le *Retch* faisait preuve d'une certaine dose de naïveté en posant pareille question, et nous avons vu, dans le récit du comte Witte, au sujet de l'emprunt de 1906, à quels chantages donnaient lieu ces négociations financières. Mais, le correspondant du *Temps* fait cette citation, pour nous montrer que le « bluff » de la grande presse française indisposait jusqu'aux Russes eux-mêmes.

En effet, au moment même où quelques publications, telles l'*Humanité* ou le *Correspondant* présentaient, au public français, la situation de la Russie et de l'Alliance sous un jour approchant de la réalité, dans la grande presse, aux gages du gouvernement, le « bourrage

de crânes » continuait plus que jamais ¹. Il faut lire dans le *Matin* dont les records, en pareille matière, ne se comptent plus, les articles de Stéphane Lauzanne, à la veille de l'emprunt de 1914, sur la prospérité magnifique de l'Empire tsariste : ne va-t-il pas — bouffonnerie lugubre, pour ceux qui ont vécu 1914-1917 — jusqu'à faire, de la Russie, la terre bénie de l'artillerie lourde ² !

1. Le 13 juin 1914 parut aussi, dans un journal russe officiel : *La Gazette de la Bourse*, un article bien significatif intitulé : « La Russie est prête pour la guerre ; la France doit l'être aussi ». Cet article fit sensation, comme on peut le penser, et particulièrement en Allemagne. Les documents des archives de la Wilhelmstrasse, publiés par Kautsky, nous montrent, par le commentaire de Guillaume II, au sujet de cet article, quel argument on lui fournissait ainsi en faveur de la thèse d'une agression franco-russe :

« Les Russes, annotait le Kaiser, ont enfin jeté leurs cartes ! Qui se refuse encore aujourd'hui, en Allemagne, à croire que la Russie et la France ont appliqué de concert leurs efforts à préparer contre nous une guerre imminente et que nos contre-mesures étaient justifiées, celui-là mérite d'être, sur-le-champ, enfermé dans un asile de fous ! »

2. Dans la première quinzaine de janvier 1914, Stéphane Lauzanne a envoyé, de Saint-Pétersbourg, toute une série de dépêches qu'il faut avoir lues. En voici quelques extraits qui se suffisent à eux-mêmes :

4 janvier.

L'ARMÉE

« Cette armée ne représente pas seulement la force numérique la plus considérable du globe, elle représente aussi une force admirablement entraînée, organisée, outillée.

« On ignore ici la crise des cadres.

« Voici quelque temps déjà que l'armée russe a résolu le

Même la mentalité que signale Charles Rivet¹ lorsqu'il prête, à la veille de la guerre, à un homme politique français, devenu ambassadeur à Saint-Pétersbourg², ces paroles : « La Russie n'est, pour moi, qu'une entité diplomatique et militaire, et le sort des cent quatre-vingt millions de moujiks ne m'inté-

problème de l'artillerie lourde sur laquelle discutent encore nos techniciens. Les Russes donnent douze pièces de 120 à chaque corps d'armée, ils possèdent sept magnifiques compagnies de T. S. F... »

8 janvier.

« ... M. Kokovtsev, l'éminent président du Conseil, M. Sazonoff, le général Soukhomlinow, ministre de la Guerre, à qui l'armée russe doit sa merveilleuse régénération, sont tous des partisans convaincus, sincères, de l'Alliance... La France est parfois un peu étonnée de ne pas voir la Russie parler, agir, avec l'autorité que donne la plus formidable des puissances. »

10 janvier.

« La Russie n'a encore rien fait à Constantinople, mais elle fera quelque chose demain, après-demain, dans un mois. En même temps, elle prépare son action en Arménie... Elle s'infiltre, elle prend pied. Il n'y a pas en Russie que la poussée vers le Sud, vers l'Est ; il y a la poussée partout... »

En fait d'artillerie lourde, on l'a vu hélas ! des bâtons ! Comme régénérateur de l'armée russe, le *traître* Soukhomlinow ! Des mensonges ! Toujours des mensonges ! et ensuite..., des menaces !

Pauvre peuple de France, comment, aujourd'hui encore, après la tragique expérience, peux-tu faire du *Matin*, roi des « bourreurs de crânes », ton informateur quotidien

1. Dans *Le dernier des Romanof*.

2. Vraisemblablement le néfaste Delcassé.

resse pas » — même cette mentalité, trop répandue dans le personnel politique de France, n'explique pas l'audace dans le mensonge, de l'ensemble de la presse ¹, car, pour ceux que le sort des millions de moujiks n'intéressait pas, il y avait à considérer le sort des millions de Français qui dépendait bien — il me semble — de l'alliance russe et de ses répercussions, puisque c'est celle-ci qui, finalement, nous a entraînés dans la guerre mondiale !

Même en Russie, des hommes que l'on ne peut soupçonner d'opinions outrancières, apercevaient et signalaient le danger que faisait courir, à la paix du monde, l'orientation qu'avait prise l'alliance franco-russe. C'est ainsi que, le 23 mai 1914, à la Douma, Milioukoff signalait le danger de la mainmise de

1. Jusqu'à la veille de la guerre, la presse asservie continuait à tromper l'opinion en France, en lui inspirant toute confiance dans le concours militaire de la Russie. Le 20 juillet 1914, à l'heure où M. Poincaré débarquait en Russie, le *Matin* publiait, en tête de ses colonnes, un article de Jules Hedeman, envoyé de Saint-Pétersbourg, le 19 et intitulé : « *Si la guerre éclatait. — Comment les milieux militaires de Saint-Pétersbourg conçoivent le rôle de l'avenir russe.* » Il y était dit que la concentration de l'armée russe exigerait seize jours (!) et que l'armée « prendrait l'offensive sur les frontières russo-allemande et russo-autrichienne » et il y était insisté sur ce que « depuis un an, la théorie de l'offensive fait de plus en plus du progrès en Russie. » Nanti de pareils renseignements, le peuple français pouvait envisager la guerre avec tranquillité. On devait trop voir, hélas ! ce que valait le fameux « rouleau compresseur » !

notre finance sur la politique russe. Il rappelait des articles de la presse allemande où celle-ci se demandait s'il n'était pas plus avantageux, sans attendre l'augmentation des forces de l'adversaire, de commencer, dès lors, une guerre préventive : « Ne vaut-il pas mieux, disait le *Berliner Tageblatt*, une fin avec terreur qu'une terreur sans fin. » Et Milioukoff en concluait : « Il y a lieu de craindre que le ministre des Affaires étrangères ne saisisse point le moment précis où il faudra arrêter un mouvement pernicious (le progrès de l'esprit chauvin) qui tend à une nouvelle catastrophe. »

L'opinion de Milioukoff que l'Allemagne se sentait menacée, était partagée, alors, même par ceux qui faisaient la constatation dans un tout autre esprit, les mêmes qui ne craignent pas de faire retomber, aujourd'hui, toutes les responsabilités de la catastrophe sur les Empires Centraux.

Des militaires et militaristes français le reconnaissaient explicitement. Par exemple, le commandant de Civrieux, dans *Le Germanisme encerclé*¹, — un titre significatif — proclamait : « La nouvelle pensée militaire allemande, d'où dérive son plan de guerre générale, découle de la situation de puissance encerclée qui est faite à l'Empire. »

1. Lavauzelle, 1913.

Et le colonel Boucher, dans *l'Allemagne en péril*¹, nous livreait un avertissement qu'il doit bien regretter aujourd'hui : « L'Allemagne est menacée, à présent, sur toutes ses frontières... Pour être en état de résister à toutes les attaques qui la menacent de toutes parts, elle est forcée de développer à l'extrême sa puissance militaire. C'est pour se garder contre le danger russe qu'elle a fait la loi militaire de 1913. »

L'un des principaux dirigeants de la guerre, Lloyd George, lui-même, n'écrivait-il pas, dans le *Daily Chronicle* du 1^{er} janvier 1914 : « Inquiète des derniers événements, l'Allemagne est forcée de consacrer des sommes considérables à l'accroissement de ses moyens militaires. »

Mais, pour nos « patriotes », la pointe que tournait l'alliance franco-russe contre l'Allemagne n'était pas encore assez acérée. Il faut lire, par exemple, l'ouvrage d'un collaborateur de *l'Echo de Paris*, M. André Mévil : *La Paix est malade*². Pour lui, l'alliance est devenue plus étroite grâce à Poincaré et à Delcassé qui ont su mettre tout en œuvre pour que le rouage militaire franco-russe soit prêt à fonctionner d'une manière prompte, utile et pratique, en cas de guerre avec l'Al-

1. Ed. Berger-Levrault (réédité en 1915).

2. Plon, 1914.

Allemagne. Toutes concessions faites à l'Allemagne ne sont qu'actes de faiblesse sans utilité. L'alliance doit, en premier lieu, ne pas se montrer condescendante envers l'Allemagne. Son rôle anti-allemand est sa seule raison d'être : « Que signifie, n'hésite-t-il pas à proclamer en propres termes, l'alliance franco-russe si elle n'est pas anti-allemande. »

Il était difficile de pousser plus loin le cynisme et la provocation. Dans un article magistral dont on trouvera, plus loin, des extraits, Jaurès, avec beaucoup de modération, dans la forme, mais autant de fermeté et de puissance, au fond, prend à parti André Mévil et n'a pas de peine à démontrer que celui-ci n'est, lui-même, qu'une réplique admirablement ressemblante de ces pangermanistes qu'il fait métier de honnir !

J'ai essayé de montrer, par quelques exemples, quelle était la mentalité de ceux qui, en France, avant guerre, n'envisageaient l'avenir, quelles que fussent, parfois, leurs protestations de pacifisme, que sous l'angle de la « revanche » à préparer et qui, notamment, ne voyaient, dans l'alliance franco-russe, qu'une machine de guerre contre l'Allemagne. J'ai prouvé, par ces exemples, pris parmi bien d'autres, qu'il y avait, en France, comme en Allemagne, « un parti de la guerre ».

Et quand je parle de ce parti, il me faut

répéter, une fois de plus, pour aller au-devant d'une objection facile, que je n'ai pas l'enfantillage d'accuser un parti d'avoir voulu la guerre pour la guerre elle-même.

Il y avait, peut-être, quelques militaires — officiers ou sous-officiers à mentalité de reîtres — qui aspiraient à la guerre pour les agréments, l'avancement, les récompenses qu'ils espéraient en tirer. Mais ceux qui, au gouvernement ou dans la presse, préparaient la guerre et même, dans bien des cas, comme je l'ai montré, voulaient la guerre, pensaient et agissaient ainsi parce qu'ils se figuraient — souvent de bonne foi — que la guerre était le seul moyen de conserver ou de reconquérir la situation matérielle et morale de leur pays. Ils étaient de la vieille école, de celle des historiens dont on nous a fait lire les récits, sur les bancs du collège, considérant comme toute naturelle la politique d'extension et de conquête qui fut celle de tous les gouvernements, dans tous les pays, jusques et y compris la guerre de 1914, parce que, de tous temps, ces gouvernements étaient entre les mains des puissances d'argent dont ils étaient les jouets, souvent inconscients.

Quant aux responsabilités personnelles, on pourrait, à la rigueur, faire grâce à ces hommes, souvent plus bornés encore qu'égoïstes et ambitieux, s'ils n'avaient pas eu l'hypocri-

sie et l'audace de dénoncer, comme tares et crimes, chez les gouvernements d'en face, les moyens de défense et d'attaque, les engins diplomatiques et militaires qu'ils louaient, tous les jours, comme sacro-saints, chez nous et chez nos Alliés. Mais, ce qu'il est permis d'affirmer — et chaque jour nous en apporte des preuves nouvelles — c'est que leur politique, conjugée avec celle des gouvernements et des presses de nos ex-ennemis, nous a menés à la guerre aussi directement et aussi inéluctablement que le lit d'un fleuve conduit, à l'océan, l'eau du torrent qui s'est échappé de la montagne !

Je montrerai — je l'ai dit — qu'il y avait, avant guerre — en face du parti de la guerre — un groupe peu nombreux — peu suivi, surtout, hélas ! — d'hommes clairvoyants et courageux qui discernaient et annonçaient les mécomptes que devait nous causer une politique d'aventures coloniales et militaires. Ils disaient et répétaient, tous les jours, que notre politique extérieure devait s'inspirer, pour être, à la fois, digne de la France et génératrice de bonheur pour le peuple de France, des grands principes de solidarité et de fraternité humaines qui avaient amené la Révolution à « déclarer la paix au monde ».

En donnant, par quelques exemples, une idée de ce que furent les efforts de ces pré-

curseurs qui tentaient de mettre en garde les parlements et les peuples aveuglés, j'espère inspirer ou aviver les regrets de ce qu'au lieu de les écouter et de les suivre, la masse amorphe se soit laissé entraîner, derrière les préparateurs de « revanches », vers les horizons sanglants. Le jour où les peuples auront ouvert les yeux sur les erreurs et les crimes commis, ils ne permettront plus à leurs mandataires d'en commettre de nouveaux. Mais nous sommes, hélas ! bien loin encore d'avoir atteint pareil état de lucidité et il n'y a pas de devoir plus urgent pour chacun de nous que de tendre, suivant ses moyens, à y faire accéder ses concitoyens.

CHAPITRE III

JAURÈS SE DRESSE CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE COLONIALISME

PARMI les rares publications qui disaient, à leurs lecteurs, la vérité sur l'état de la Russie, j'ai cité le *Correspondant* et j'ai montré comment cette revue n'avait pas hésité, d'autre part, à annoncer le tragique enchaînement des faits qui, de la politique coloniale, au Maroc, nous conduisaient à la guerre européenne.

Cette thèse — je l'ai dit — était celle que soutenait, depuis longtemps, avec son immense érudition et son prestigieux talent, Jaurès, le prototype et le chef incontesté de ceux qui s'opposaient, avant la catastrophe, au parti de la guerre.

Le 20 octobre 1912, il l'exposait dans un article magistral qu'il intitulait, dans l'*Humanité* : « Guerre et intrigue ».

C'était au début de la première guerre bal-

kanique. Le 9 octobre, quelques semaines après le premier voyage au cours duquel M. Raymond Poincaré était allé en Russie où il eut certainement communication des conventions militaires signées, pendant le printemps et l'été, par les puissances balkaniques, *sous les auspices de la Russie* ¹, et qui prévoyaient la guerre pour « après les récoltes », le Monténégro avait déclaré la guerre à l'Empire ottoman et toute la péninsule des Balkans s'allumait en un clin d'œil.

Jaurès, on va le voir, apercevait immédiatement les répercussions lointaines de ces graves événements et, dans cet article que les moins prévenus reconnaîtront comme prophétique, il s'exprimait ainsi :

Depuis des années, nous ne cessons de dire aux citoyens de notre pays : Des insensés nous mènent à l'abîme. Par le Maroc sera suscitée la Tripolitaine. Par la Tripolitaine sera suscitée la guerre des Balkans. Par la guerre des Balkans surgira la menace de la guerre générale. Voilà ce que nous n'avons cessé de répéter, nous, les prétendus utopistes, nous les prétendus rêveurs. Et quand, par le crime des gouvernants, par la sottise ou l'égoïsme des majorités, ont été commises les fautes dont nous annoncions les conséquences, quand les événements justifient, année par année, toutes nos prévisions qui

1. Voir mon livre : *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?*
p. 105.

n'étaient que la logique même des faits s'imposant à l'esprit avant de s'imposer aux choses, on a l'audace de nous dire : « Que sont donc devenues vos utopies ? » C'est d'une inconscience qui, vraiment, serait comique si elle n'était effrayante, et si elle ne menaçait notre pays des pires épreuves...

Personne ne doute, aujourd'hui, que l'entreprise tripolitaine n'ait été la cause la plus déterminante du conflit balkanique, mais l'entreprise tripolitaine et l'entreprise marocaine dont elle est née se rattachent à l'intrigue financière la plus basse, à la concurrence capitaliste la plus misérable. C'est dans cette atmosphère trouble que le conflit des Balkans a pu éclore...

Que les gouvernements de l'Europe y prennent garde. Si, demain, le conflit que leurs convoitises subalternes ont rendu possible s'élargissait, si l'Autriche et la Russie étaient aux prises, si, par la chaîne des alliances, la France et l'Allemagne étaient traînées dans la guerre, les gouvernants ne pourraient pas couvrir le crime de la guerre. Ils ne pourraient jeter, sur elle, le moindre voile d'honneur national. Jamais la guerre ne se serait étalée dans une telle nudité de sottise et de scélératesse.

Toute la démocratie ne tarderait pas à comprendre qu'elle est la dupe et la victime de la plus monstrueuse manœuvre de contre-révolution européenne qui ait été tentée depuis 1849.

D'un bout à l'autre, l'article de Jaurès est prophétique. Il prévoit, jusque dans ses détails, le mécanisme par lequel se déclanchera

la grande guerre et comment, par la guerre balkanique, le jeu des alliances entraînera la France et l'Allemagne dans la guerre... avec la volonté ou la complicité inconsciente des gouvernements.

Et quelle réponse fait Jaurès à ceux des prétendus socialistes qui, pendant toute la guerre et depuis, ont expliqué leur attitude chauvine par les nécessités de la défense nationale ! Quelle réponse il leur fait, par avance, lorsqu'il proclame que, dans de telles circonstances « les gouvernants ne pourraient jeter sur la guerre le moindre voile d'honneur national ! »

Et comment supposer, un seul instant, que Jaurès aurait suivi la même voie qu'eux ? tout au plus peut-on admettre qu'il aurait été entraîné, pendant quelques jours, peut-être quelques semaines, par la rouerie et les mensonges du gouvernement. Rien n'est moins certain, d'ailleurs, lorsqu'on mesure de quelle hauteur son intuition et son génie politique dépassaient les aptitudes de ses contemporains. En tous cas, il n'aurait pas tardé à se ressaisir, devant la politique tortueuse des gouvernements alliés, devant leurs manœuvres secrètes, leur refus de dévoiler leurs buts de guerre et, grâce à son génie bienfaisant, la France aurait fait entendre une voix qui, plus autorisée et surtout plus persistante que

celle de Wilson, aurait peut-être épargné à l'humanité une bonne part de ses malheurs !

Et comment supposer, lorsqu'on relit les lignes si émouvantes de Jaurès sur la « monstrueuse manœuvre de contre-révolution », que le grand homme d'Etat se serait associé, de près ou de loin, aux hommes qui, dépassant encore ses prévisions, devaient se mettre — eux les fils de 89 et de 93 — à la tête de la contre-révolution, non pas seulement européenne, mais mondiale, puisque — on le sait — jusqu'en Chine, notre diplomatie a soutenu le gouvernement réactionnaire du Nord contre le gouvernement démocratique du Sud, dans une lutte dont nous ne connaissons pas encore l'issue définitive ?

Oui ! Jaurès aurait été le premier à ouvrir les yeux sur les fautes et les crimes des gouvernants, pendant et après la guerre, et il aurait tôt repris le rôle d'opposition qui avait été le sien dans l'avant-guerre.

Ses avertissements — ses prophéties — dont je viens de donner un exemple, ont été justifiés par les événements. Souvent aussi son opinion a été certifiée exacte par les aveux mêmes de ceux qui semblent les plus intéressés à le démentir.

C'est ainsi que l'horreur qu'il manifestait, en toutes circonstances, pour la politique coloniale en honneur, pour les procédés des

Etats civilisés vis-à-vis des peuples dont la race ou la couleur faisait, prétendait-on, des inférieurs, s'explique, pour le plus ignorant de ces questions, à la seule lecture des quelques lignes que j'emprunte encore aux *Mémoires* du comte Witte.

Dans le chapitre concernant les origines et les péripéties de la guerre russo-japonaise, l'ancien président du Conseil montre comment, en Chine, la révolte des Boxers fut déterminée par les entreprises de brigandage et de rapines des Etats réputés civilisés contre la Chine.

L'occupation de Kiao-Chow par les Allemands, sous le prétexte, toujours facile de l'assassinat de missionnaires, avait été, d'après Witte, « le choc initial ».

« Notre occupation de la péninsule de Kwan-Tung, écrit-il, alarma les puissances qui avaient des intérêts engagés en Chine. L'Angleterre se saisit immédiatement de Wei-Haï-Vei, et le Japon reprit ses empiètements en Corée. La France occupa quelques territoires dans le sud de la Chine, et, le 17 février 1899, l'ambassadeur italien Martino adressa une requête à la Chine pour la cession du port de Yang-Ming à l'Italie et pour la reconnaissance de la province du Che-Tzian comme placée sous l'influence italienne. En un mot, l'acte de l'Allemagne fut le signal d'un dépècement

du territoire chinois par toutes les puissances... »

C'étaient là, n'est-il pas vrai, des mœurs qui ressemblaient beaucoup à celles de chacals se jetant sur une belle proie pour la partager ? Ces mœurs étaient celles des puissances qui ont fait, plus tard, « la guerre du droit », aussi bien des « barbares » qui combattirent d'un côté que des « héros » qui s'opposèrent à eux !

Ces exactions déterminèrent, finalement, la révolte des Boxers.

« Quand les nouvelles de la rébellion atteignirent la capitale, raconte Witte, le ministre de la Guerre Kouropatkine vint me voir à mon cabinet, au ministère des Finances. Il rayonnait de joie. Je lui rappelai que l'insurrection provenait de la saisie que nous avions faite de la péninsule de Kwan-Tung. « Pour ma part, dit-il, j'en suis très content. Cela nous fournira un prétexte pour occuper la Mandchourie. »

La mentalité des hommes d'État des gouvernements bourgeois est, exactement, d'après ce récit, celle d'agents provocateurs ! Mais, après la théorie, voyons la pratique. Witte nous montre, à l'œuvre, les détachements des armées de la civilisation : « Avec le concours des troupes japonaises, nous prîmes Pékin... Un certain nombre de résidences particuliè-

res, et spécialement le palais impérial, furent pillés. On fit courir le bruit que des officiers russes prirent part à ces brigandages, et je dois dire, à notre honte, que notre agent à Pékin me confirma officiellement ces rumeurs. Un lieutenant-général, qui avait reçu la croix de Saint-Georges pour la prise de Pékin, retourna à son poste dans la région de l'Amour avec dix fourgons remplis d'objets précieux provenant du pillage des palais à Pékin.

Malheureusement, l'exemple du général fut suivi par d'autres militaires... »

Les « Boches » ne sont pas mis en cause, cette fois ! Ce n'est pas la Croix de Fer qui orne, à ce moment, la poitrine des brigands de choix, mais l'ordre de Saint-Georges ! Et qui nous renseigne ? Non pas un socialiste, un paillard, indigne de toute créance, mais un ancien président du Conseil, pilier du régime capitaliste !... Et, rappelant que, lors du « sac des palais impériaux », on trouva, parmi les documents officiels chinois, la convention russo-chinoise de 1896 qui constituait presque un traité d'alliance, il ajoute : « Sur mon ordre, cette convocation que nous avions si lâchement violée fut retournée au gouvernement chinois. »

Troublante révélation ! Les « Boches » n'étaient donc pas les seuls à violer leurs en-

gagements et à considérer comme « chiffon de papier » les Traités qu'ils avaient signés. Nos alliés — champions du Droit, comme nous — n'avaient, semble-t-il, rien à leur envier sous ce rapport.

Mais, la révolte des Boxers est terminée. Witte écrit : « Notre armée se conduisait en Mandchourie comme dans un pays conquis et préparait ainsi le terrain à une catastrophe.. Les éléments militaires prédominèrent dans nos relations avec la Chine. Ils cherchèrent à utiliser les troubles au profit de leurs intérêts professionnels et ils se mirent à brasser plusieurs plans de conquêtes... » et il cite un mémoire de l'ingénieur Hirshman, où l'on trouve ces lignes : « Ce n'est un secret pour personne qu'au commencement de la campagne, ce fut le désir du parti militaire, non seulement de punir les Boxers, mais aussi d'annexer définitivement la Mandchourie. » Et, après avoir observé, « très justement », dit Witte, que les Russes dévastaient une région à la prospérité de laquelle ils étaient vitalement intéressés et que les expéditions de répression étaient entreprises sans autre but que de fournir un prétexte à de nouvelles promotions et de nouveaux brigandages, l'ingénieur cite un exemple typique : « Le but de l'expédition était la ville de Koulo, écrit Witte, avec son ancien monastère révérend de toute

la Mongolie et renommé pour ses richesses. Tout se passa sans heurt. L'attitude de la population envers les troupes était amicale et hospitalière. L'expédition se serait terminée très pacifiquement si le général qui la commandait « n'avait pas été altéré de gloire militaire et aussi de butin ». Et il cite Hirshman : « L'histoire me fut contée par le général Tzupitzky lui-même, en présence de plusieurs témoins. Quand la colonne approcha de Koulo, le général simula une maladie et déclara qu'il ne pourrait entrer dans la ville le même jour. Dès que la nuit fut venue et que les magistrats chinois attachés au corps expéditionnaire furent endormis, après que les mesures de sécurité eurent été prises, le général, soudain, recouvra la santé et entra dans la ville, au profond de la nuit. Sous le prétexte d'un coup de feu tiré sur les troupes, — ce fut probablement un de ces pétards que les gardes de nuit ont l'habitude d'allumer pour prouver leur vigilance, — le monastère fut enlevé de force, un grand nombre de moines et de laïques tués et le sanctuaire pillé. La part du vaillant général dans ce butin comprenait deux cents anciennes statues sacrées en bronze doré. »

Ceux qui croyaient encore — s'il y en a — que le fameux prétexte du coup de feu tiré sur les troupes avait été inventé par les « Boches »

seront édifiés. Quant à nous, nous tirons, des affirmations et des citations du comte Witte, un argument qui nous semble irrésistible, parmi tant d'autres, pour justifier l'horreur que manifestait Jaurès pour la politique et les entreprises coloniales.

On pourra nous reprocher d'avoir cherché cet exemple chez nos alliés de Russie, au lieu de le prendre parmi nos propres coloniaux et militaires.

Si nous l'avons fait, c'est qu'hélas ! jusqu'à ce jour nous n'avons pas encore enregistré de pareils aveux de la bouche d'un ancien président du Conseil français. Espérons, sans trop y compter, que M. Poincaré ou M. Barthou nous réservent, pour plus tard — beaucoup plus tard — une pareille surprise. En attendant, il me semblait utile de faire état d'aveux sortis d'une telle bouche, car, mieux que les constatations les plus documentées et les plus logiques d'un homme d'opposition, ils sont de nature à ouvrir les yeux de ceux qui ne sont pas incurablement aveugles !

Puisque j'ai été amené à parler, ici, des intéressants *Mémoires* du comte Witte, je ne saurais assez engager le lecteur à les lire attentivement. Les aveux qu'ils trouveront, sous la plume d'un ancien président du Conseil, conservateur par tradition et par tempérament, relativement au régime tsariste et à

la personnalité de l'autocrate de toutes les Russies, leur ouvriront les yeux sur bien des épisodes de la Révolution russe qui paraît si mystérieuse et chaotique, au premier abord.

Par-dessus tout, ils apercevront, en voyant à quelle politique impérialiste et brutale fut livrée la Russie vis-à-vis du Japon et de la Chine, comment cet impérialisme et cette brutalité, en s'exerçant vis-à-vis de la Turquie et dans le problème balkanique, devaient être un des facteurs principaux de la guerre mondiale.

Cet impérialisme du tsarisme, ce danger immense pour la paix de la France, de l'Europe et du monde, ce sera l'éternel honneur de Jaurès de l'avoir aperçu et dénoncé avec une clairvoyance et une ténacité inlassables.

Dans son discours du 11 décembre 1912, au moment où, déjà, la défaite de la Turquie ne fait plus de doute, Jaurès montre le gouvernement russe préparant, dans la coulisse, sa revanche de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie; il s'insurge, à l'avance, contre la guerre qu'il sent venir : Le Tsar, s'écrie-t-il, se donne comme le défenseur de la liberté des peuples slaves. Abominable hypocrisie, car le tsarisme toujours fut l'ennemi de la liberté slave.

C'est lui qui a le plus artificieusement préparé le dépècement de la Pologne, c'est lui

qui a dit à l'Autriche : prends l'Herzégovine ; mais laisse-moi aller à Constantinople. Mais le diplomate autrichien n'a entendu que la première partie de la confidence et, aujourd'hui, la Russie cherche sa revanche et, entre les deux aigrefins, entre les deux brigands du cléricalisme autrichien et du tsarisme, on va jouer de la guerre des Balkans.

« Rien ne serait plus humiliant que de se croire tenu d'entrer dans le jeu diplomatique et guerrier. Si la fatalité des institutions d'autorité aboutissait à cela, notre devoir à nous, Français, serait de ne pas entrer dans le cercle de feu, de contracter avec la libre Angleterre, une alliance de paix, pour faire cesser la folie des hommes.

« Si la guerre éclatait, le diplomate autrichien cherchera à se laver les mains, l'Anglais dira qu'il avait dit : folie. M. Poincaré dira : « J'ai dénoncé la guerre comme un défi à l'humanité. » Personne ne pourra dire pourquoi les hommes se sont égorgés. Mais, ces hommes armés par la folie pour le crime, finiront bien par tourner leurs armes contre le crime. »

Et, dans l'*Humanité* du 13 décembre, Jaurès précisait encore sa pensée, affirmant : « Si la Russie intervient contre l'Autriche, elle se parera du prétexte de la défense des peuples balkaniques. Hypocrisie, car le tsarisme a toujours été l'opresseur des Slaves et leur

dupeur. Ou il les a écrasés, comme en Pologne, ou il n'a fait semblant de les libérer, comme en Bulgarie, que pour les faire passer sous sa loi. Et, dans l'intérêt de ses combinaisons égoïstes, il a livré, deux fois, à l'Autriche, les Slaves de Bosnie-Herzégovine. Si la lutte s'engageait, ce serait celle de la réaction d'Autriche et de la réaction tsariste. La France républicaine n'a rien à y voir. »

Jaurès, une fois de plus, prophétisait : la Russie partant en guerre contre l'Autriche en se parant « du prétexte de la défense des peuples balkaniques », n'est-ce pas exactement ce qui s'est passé en juillet 1914 ?

Et, de la dernière phrase, on peut conclure quelle eût été l'attitude de Jaurès, s'il n'eût pas été supprimé, au moment même où son génie devait entraver le plus l'action des fauteurs de guerre. Il aurait continué, — comme il avait commencé à le faire, on vient de le voir, — à affirmer que la France républicaine n'avait rien à voir dans la lutte entre les impérialismes autrichien et russe et, le moment venu où, ses exhortations négligées, le grand crime de la guerre aurait été consommé, il se serait mis à la tête de « ces hommes armés par la folie pour le crime », afin de les aider « tourner leurs armes contre le crime ».

Ceux-là, en effet, se trompent ou veulent nous tromper, qui représentent Jaurès comme

étroitement attaché à la légalité et ne comptant, pour s'opposer aux injustices sociales et aux aventures extérieures, que sur la force d'une majorité appuyée sur les institutions actuelles. En maintes circonstances, il n'a pas hésité à prévoir et à conseiller, au peuple, la révolte et l'insurrection. C'est ainsi que, déjà, en 1905, lorsque la guerre était menaçante, Jaurès écrivait, dans l'*Humanité* du 4 août :

La guerre qui mettrait aux prises des fractions de ce prolétariat universel qui a le même idéal, serait le plus grand des crimes commis par la société d'aujourd'hui contre la classe ouvrière qui aurait le droit et le devoir d'arracher la conduite des choses humaines aux forces d'oppression et de convoitise qui déchaînent les conflits internationaux.

Elle aurait donc le droit et le devoir de faire surgir de cette commotion européenne, la révolution sociale. Cette révolution sociale, elle peut, tant que dure la paix, s'y efforcer selon la loi, mais la crise d'une grande guerre bouleverserait cette évolution : ou elle refoulerait le socialisme et la classe ouvrière submergée dans le flot sanglant des passions chauvines, ou elle porterait révolutionnairement au pouvoir une minorité prolétarienne audacieuse qui brusquerait la marche des événements.

En 1904, dans la préface à ses *Discours parlementaires*, Jaurès, expliquant sa politique, depuis son entrée dans la vie publique,

avait déjà dit : « C'est le même appel à la force de la légalité républicaine, si seulement cette légalité n'est pas violentée par l'audace des partis rétrogrades ou déformée par leur perfidie. » C'était toujours la même idée de l'emploi des moyens légaux, aussi longtemps qu'il est possible, mais de la résistance violente, lorsque celle-ci devient indispensable, contre l'injustice et la guerre. Et, le 9 décembre 1905, il affirmait, avec plus de certitude et de précision encore qu'au mois d'août, que la guerre substituerait fatalement, aux méthodes légales de révolution sociale, les méthodes énergiques et violentes, disant à la Chambre : « Aujourd'hui, toute grande commotion européenne sera inévitablement le signal de grandes commotions sociales, la guerre créera nécessairement, inévitablement, une situation révolutionnaire. Si ce drame éclate, si les dirigeants de l'Europe soumettent le monde à cette détestable épreuve, le devoir du prolétariat sera de faire surgir de cette tourmente un ordre social nouveau affranchissant le travail et organisant la paix. » Et, le 30 novembre 1912, quelques jours avant son discours du 11 décembre, il écrivait, dans l'*Humanité* : « Les gouvernements de l'Europe ne pourraient déchaîner impunément la catastrophe... Les hommes finiraient bien par tourner leur force, d'un bout à l'autre de

l'Europe, contre un régime européen de folie et de meurtre. »

Pourquoi faut-il que le détestable assassinat du 31 juillet 1914 ait privé la France et l'Europe du seul homme qui, ayant prévu les événements, envisageait la situation avec sang-froid et se mettant à l'œuvre avec la foi et la ténacité qui étaient siennes, aurait peut-être été en mesure d'empêcher la catastrophe d'éclater ? Pourquoi faut-il que, la catastrophe déclanchée, nous ayons été privés de l'homme qui aurait pu en limiter la durée — voix de Jaurès, appuyée de celle du Wilson de 1917, qui ne vous eût entendue ? — Pourquoi faut-il que nous ait été ravi le génie bienfaisant qui nous aurait aidé à tirer, du grand mal, le grand bien nécessaire : une humanité réconciliée dans un monde renouvelé ?

CHAPITRE IV

JAURÈS S'OPPOSE A LA POLITIQUE RUSSO-BALKANIQUE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

A mesure que se déroulait le drame de la guerre balkanique, l'opposition de Jaurès à la politique russe, qu'il savait être la force directrice des gouvernements balkaniques, se faisait plus véhémence et plus acharnée.

Tous les jours, dans son journal ou à la Chambre, il la dénonçait avec plus d'apreté et de précision.

Dans l'*Humanité* du 6 janvier 1913, il écrivait :

La Russie qui, par ses agents, a fomenté le mouvement balkanique, mais n'a pas pu se jeter, avec les alliés, dans la guerre sainte, veut, du moins, se donner l'honneur de les soutenir diplomatiquement, à l'heure du règlement de compte. Et M. Iswolsky, qui aura, devant l'histoire, l'immortel renom d'avoir été tout à la fois, le complice et la dupe de M. d'Æren-

thal, se donne, dans le mouvement balkanique, l'illusion d'une revanche... Pourquoi la France adopte-t-elle cette politique exclusive et brutale? N'a-t-elle d'autre gloire et d'autre dessein que de servir les rancunes de M. Iswolsky?

Jaurès n'hésite pas à mettre publiquement en cause celui qu'il considérait, avec raison, comme le mauvais génie de notre politique extérieure, celui qu'il ne devait plus cesser de dénoncer jusqu'aux derniers moments avant la grande catastrophe, lorsqu'il s'écriait, dans l'antichambre du ministre de la Justice, Bienvenu-Martin, président du Conseil intérimaire, pendant le voyage de M. Viviani en Russie : « Voilà cette canaille d'Iswolsky ! Il la tient, *sa guerre* ! » paroles dont d'aucuns prétendent ¹, avec quelque apparence de raison, qu'elles ont été comme l'arrêt de mort du grand tribun.

Le 11 janvier 1913, Jaurès écrivait encore :

La France a-t-elle gardé le droit de penser ?
M. Iswolsky lui permet-il d'avoir un cerveau ?

et, le 12, il revenait à la charge, se demandant
« par quelle imprévoyance ou par quelle aliénation
de l'indépendance française aux mains de M. Iswol-

1. Voir l'intéressant article de Jacques Mesnil sur « le procès de l'assassin de Jaurès », dans la *Revue communiste* de décembre 1920.

sky, la diplomatie du ministère Poincaré, au lieu de jouer un rôle de médiation et de modération, encourage-t-elle les exigences les plus démesurées des Bulgares et des Grecs ?... Sommes-nous destinés à être, au dedans, les serfs de la réaction et, au dehors, les serfs de la Russie ?

Les craintes que Jaurès devait manifester, à la veille de l'entrée de M. Poincaré à l'Elysée, lorsqu'il évoquait « le septennat de la réaction et de la guerre ¹ » étaient fondées, on le voit, sur l'observation journalière et minutieuse des événements. Aussi ne négligeait-il pas une occasion de faire entendre sa voix en faveur du maintien d'une paix qu'il sentait si précaire et si menacée par l'incapacité des uns et par la volonté des autres.

Le 9 février 1913, dans l'*Humanité*, faisant allusion à une scène qui s'était passée à la Chambre belge dont le président, catholique, avait crié : *Vive la France*, en réponse à l'outrage imbécile d'un député cléricale à la démocratie française, Jaurès écrivait : « ... Qu'elle (la France) affirme sa volonté souveraine de paix définitive et de conciliation arbitrale, qu'elle aide noblement au rapprochement de l'Angleterre et de l'Allemagne, fatiguées et effrayées de leur antagonisme ; qu'elle prépare, par là, un ordre européen de

1. Voir dans mon *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* p. 125.

sécurité, de respect réciproque et de démocratie grandissante où le droit aura partout ses revanches, sans recourir aux jeux désespérés de la force, c'est par un immense cri d'amitié fraternelle que les peuples, tous les peuples salueront son initiative. Mais la bourgeoisie française ne comprendra pas, ou elle fera semblant de ne pas comprendre. »

Jaurès, on le voit, n'avait pas plus d'illusions sur la classe dirigeante, dans son ensemble, que sur l'homme qu'elle avait porté à la magistrature suprême. Il dénonçait une étroitesse de vues et une incapacité politique qui nous ont conduit à la guerre à laquelle, hélas ! elles ont survécu, pour le plus grand danger du présent et de l'avenir. Mais, moins il avait confiance et plus il se croyait obligé d'indiquer dans quel sens aurait dû s'orienter la politique extérieure de notre pays.

De même qu'il apercevait le danger d'une soumission de nos directives à l'alliance néfaste qui nous liait à l'Empire tsariste réactionnaire et impérialiste, de même, il voyait, avec effroi, se développer et grandir, chaque jour, l'antagonisme industriel et commercial de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, parce qu'il sentait que, là encore, se trouvait un terrible danger de conflagration européenne, l'Angleterre risquant de s'inféoder aussi à la politique extérieure du tsarisme.

Il était question, alors, d'une entente anglo-allemande, pour la limitation réciproque des armements navals et, le 10 février 1913, Jaurès écrivait, dans *l'Humanité*, sous le titre *Les raisons anglaises*, un article dont les vues étaient aussi justes, appliquées, à ce moment, à la tension anglo-allemande qu'elles le seraient, aujourd'hui, en ce qui concerne la situation anglo-américaine ¹. Il y écrivait : « Quel est le sens exact... des propos échangés entre l'Angleterre et l'Allemagne, au sujet des proportions de l'armement naval ? Il est clair... que beaucoup d'esprits, dans les deux pays, entrevoient avec complaisance la possibilité d'un rapprochement... »

Après avoir montré qu'il y a place, pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, sur les marchés du monde et insisté sur l'opposition du Labour Party aux dépenses militaires, il poursuivait :

Enfin, les Anglais les plus clairvoyants reconnaissent que l'Angleterre, par un état de tension chronique et de défiance permanente à l'égard de l'Allemagne, se met, en quelque façon, dans la dépendance de la politique russe. Déjà la démocratie anglaise s'était inquiétée des prétentions et des opérations de la Russie en Perse et même en Mongolie. La crise balkanique a aggravé le ma-

1. Depuis que j'écrivais ces lignes, la confiance de Washington est venue confirmer cette opinion.

laise. L'échec de la conférence de Londres et des négociations de paix est très mortifiant pour sir Edouard Grey.

Or, il se rend parfaitement compte que les manœuvres de la Russie, formulant ou encourageant l'intransigeance des alliés, ont largement contribué à cet échec. Sir Edouard Grey aurait certainement incliné, comme en témoigne un article du *Times*, à reconnaître les immenses sacrifices consentis par la Turquie et à conseiller la conclusion de la paix sur ces bases. Mais, il n'a pas osé, pour ne pas heurter trop directement la manœuvre russe et l'impudente diplomatie de M. Poincaré, plus russe que la Russie...

... Le pire serait, maintenant, que la France boudât à un rapprochement anglo-allemand que sa diplomatie a préparé, sans le vouloir, par sa complaisance excitée pour toutes les opérations russes et par son étourderie à la suite.

La nomination de M. Delcassé, l'homme de la discorde avec l'Allemagne, comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à la place du prudent Georges Louis, et le message de M. Poincaré, qui venait d'entrer à l'Elysée, furent les événements des jours qui suivirent.

Au sujet de ce message, l'*Humanité* du 22 février s'exprimait ainsi : « La presse conservatrice et libérale modérée applaudit aux passages patriotiques, tandis que les quotidiens libéraux avancés et socialistes dénoncent l'esprit militariste qui semble

vouloir se donner libre carrière en France. Le *Manchester Guardian* dit que la situation est grave : la presse française aux mains de financiers dont l'intérêt est d'augmenter le matériel de guerre, dénonce un soi-disant péril pour expliquer l'esprit chauvin de la nation. Le ministère de la Guerre, depuis Millerand, est au pouvoir de gens qui n'ont qu'un but : militariser la France. La nomination de Delcassé est une manifestation de renouveau du chauvinisme. »

L'opinion du *Manchester Guardian*, reproduite par le journal de Jaurès, n'est que la confirmation de l'opinion exprimée par tous les diplomates belges de cette époque, les seuls dont on connaisse les sentiments profonds, parce qu'exprimés dans des rapports secrets adressés à leur ministre des Affaires étrangères. Ces rapports sont nombreux ; ils émanent des différentes légations de Belgique en Europe. Tous, ils s'accordent pour représenter la politique extérieure du ministère Poincaré (janvier 1912) et des suivants (Briand et Barthou) comme le principal danger menaçant la paix du monde. Rappelons seulement, à titre d'indication, l'un des plus caractéristiques de ces rapports, celui du 16 janvier 1914 du baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, dont j'ai cité un extrait dans ma lettre à M. Poincaré, reproduite

plus haut ¹. L'impression de la presse étrangère et des diplomates s'explique assez lorsqu'on a vu, comme je l'ai montré, de quelles collections d'articles chauvins étaient composés les journaux de la grande presse de l'époque, lorsqu'on a constaté le renouveau des fameuses retraites militaires ressuscitées par Millerand, lorsqu'on a assisté à ce spectacle : l'Académie Française décernant le prix Montyon à un ouvrage qui prêche la guerre !

C'est encore le journal de Jaurès qui attirait l'attention sur les projets d'armements nouveaux en Russie, sur la façon dont la France était trompée et bafouée par les dirigeants russes, à ce sujet, et sur les mensonges de la presse française, s'employant à dissimuler la faillite russe. Le 2 mars 1913, l'*Humanité*, parlant de ces nouveaux projets d'armements, pouvait écrire :

Ce sera le prétexte d'un nouvel emprunt de sept cent millions... Non seulement la Douma, mais encore la presse russe sont tenues de garder le silence absolu sur toutes les choses concernant l'armée.

Par un oukase du 24 décembre 1912 ², il est in-

1. Voir p. 34.

2. Jaurès, dans son article du 25 décembre 1912, intitulé : « Lacensure militaire dans l'Empire du bâillon », critiquait cet oukase, montrant que le gouvernement russe, dans un moment si dangereux pour la paix, semblait vouloir « afficher » ses préparatifs de guerre.

terdit à la presse russe de publier des informations quelconques :

1° Sur les forces numériques et l'état de préparation de l'armée et de la flotte ;

2° Sur la quantité de munitions de guerre dont disposent les troupes, les enceintes fortifiées, les ports, les vaisseaux ;

3° Sur l'état actuel et la destination des fortifications, forteresses, ports de guerre ; sur l'agrandissement des lieux fortifiés et des bases d'opérations, de même que sur les projets tendant à augmenter le nombre de corps d'armée ou à le diminuer ;

4° Sur les essais de mobilisation sur terre et sur mer.

Ces mesures n'ont pour but que de dissimuler au pays l'état réel de la marine et de l'armée qui est lamentable.

Il y a quelques mois, le *Novoié Vrémia*, sous la plume du célèbre Menchikoff, faisait un tableau de l'armée russe : « Sur cent canons, affirmait-il, qui figurent sur le papier, cinquante, au moins, n'existent pas ; les forteresses de la frontière prussienne en Pologne, ont été démantelées et les corps d'armée correspondants disloqués, pour des raisons étrangères à la défense nationale, les soldats sont privés de vêtements, de chaussures, de nourriture et ils se révoltent partout... »

C'est en réponse à ces critiques que le gouvernement a imposé, à la presse, le silence absolu... Voici la véritable situation de l'armée russe et on reste confondu devant les déclarations contraires de journalistes français qui ne se doutent pas de quelle mauvaise besogne ils sont dupes ou complices

involontaires, lorsqu'ils répandent, en France, des nouvelles mensongères qui ne profitent qu'aux banquiers et à quelques requins.

En dénonçant l'oukase du 24 décembre et en faisant apparaître aux yeux du public français l'état lamentable de l'armée russe, Jaurès démasquait le double jeu du gouvernement russe. Celui-ci, on l'a constaté au moment de la guerre russo-japonaise, n'hésitait pas à risquer les conflits internationaux avec une armée hors d'état — hélas ! on l'a vu, de nouveau, et dans quelles proportions en 1914 ! Il fermait donc les yeux sur l'effroyable corruption qui régnait dans la bureaucratie russe, à tous les échelons et, pour mieux la dissimuler, il bâillonnait la presse. D'autre part, pour donner satisfaction aux impérialistes du clan Iswolsky, il publiait, à son de trompe, un oukase d'où il ressortait que l'on procédait, en secret, à des armements. Ainsi, le gouvernement tsariste trompait même le parti de la guerre, en ce sens, que, préparant celle-ci par le moyen de sa politique et de sa diplomatie, il négligeait d'employer à la préparer militairement, les fonds qui lui avaient été confiés, à cet effet, par les naïfs souscripteurs des emprunts !

Chaque jour, en cette période fiévreuse d'avant-guerre, apportait à Jaurès et à son jour-

nal, une occasion de protester contre un mensonge nouveau de la grande presse qui, haussant toujours le ton, s'ingéniait à mettre, à la hauteur de la préparation matérielle de la guerre attendue, la préparation morale des esprits.

Dans le même temps, ainsi que je l'ai montré, la campagne, pour la loi de trois ans, battait son plein et l'un des principaux arguments pour chauffer l'enthousiasme populaire était de montrer qu'en face, chez l'ennemi, cet enthousiasme existait pour les préparatifs militaires. *Le Matin* était, bien entendu, parmi les plus acharnés à représenter ainsi la situation. Aussi, l'*Humanité* du 4 mars 1913 pouvait-elle écrire :

On sait que, dans la campagne effrénée pour le service de trois ans, la presse bourgeoise de toute couleur ne s'embarrasse pas de scrupules. C'est une véritable surenchère dans le mensonge. Mais, c'est encore l'organe de M. Bunau-Varilla qui a réussi à surpasser ses émules et rivaux.

Dans son numéro d'hier, il publie une dépêche particulière de Berlin qui aguiche le lecteur avec le titre que voici : « Tout le peuple allemand accepte avec enthousiasme les énormes sacrifices qui lui sont demandés. »

Le texte de la dépêche est à l'avenant.

A nos lecteurs nous n'avons pas besoin de dire que qu'il y a d'audacieusement mensonger dans cette information du *Matin*...

A la même heure, l'*Echo de Paris* publiait une série d'extraits de presse, de grands journaux bourgeois d'Allemagne, qui prouvent, clair comme le jour, que le *Matin* a trompé ses lecteurs.

Berliner Tageblatt : « Plus on demandera à l'Allemagne, plus on obtiendra de crédits militaires et plus, à l'étranger, on exigera de sacrifices nouveaux ; en sorte que nous aurons été pressés un peu plus par la vis sans fin du militarisme sans cependant en retenir le moindre avantage.

Gazette de Francfort : « Mais qu'est-il arrivé, vraiment, qui puisse nécessiter des efforts aussi fantastiques et qui puisse justifier des mesures d'exception que l'on ne prend généralement qu'en temps de guerre.

Assurément ce sont les pangermanistes qui les ont provoquées au ministère de la Guerre, après avoir réussi à hypnotiser le peuple allemand. »

Et l'*Humanité* de conclure : « Donc, nous le répétons, la bourgeoisie allemande elle-même est loin de partager tout entière l'enthousiasme que le *Matin* prête à « tout le peuple allemand ». Quant à l'opinion du prolétariat, qu'on en juge par un extrait du *Vorwaerts* : « Vraiment, écrivait-il, c'est un peu fort de parler de l'enthousiasme qui règne dans le peuple allemand pour les nouveaux armements. C'est le contraire qui est la vérité. »

Les protestations de Jaurès et de son jour-

nal ne pouvaient hélas ! pas grand'chose contre la puissance de mensonge de la grande presse ; du moins, sauvaient-elles l'honneur et devraient-elles constituer, au socialisme, un titre à la confiance populaire, au lendemain des terribles événements qui sont venus justifier les craintes et les avertissements tant de fois formulés en vain !

La preuve que Jaurès avait raison de protester, lorsque la grande presse de haine et de mensonge voulait représenter, au peuple français, le peuple allemand comme unanime en faveur des armements et de la guerre, cette preuve elle a été faite surabondamment pendant et après la guerre. En plein conflit armé, au moment où tonnaient les canons, craquaient les mitrailleuses et soufflaient les gaz empoisonnés, des voix se sont élevées outre-Rhin, pour protester contre l'impérialisme et le militarisme, des voix autorisées, telles Feraud, Grelling, Fœrster, Montgelas, etc..., des voix dont quelques-unes, hélas ! telles Clara Zetkin, Luxembourgeois, Liebknecht, Kurt Eisner, Haase, plus tard Erzberger, ont été étouffées par la main d'assassins fanatisés ou stipendiés par le parti, toujours vivant, lui aussi, de la guerre !

Et, la guerre finie — virtuellement, du moins la paix signée, avec ses terribles conséquences matérielles et morales, les voix isolées,

qui s'étaient élevées avant et pendant la guerre, ont rallié autour d'elles la masse de tous les aveugles, de tous les borgnes, de tous les myopes à qui la triste et cruelle expérience avait, enfin, ouvert les yeux ! Le mouvement pacifiste et internationaliste a pris, en Allemagne, une ampleur et une vigueur qu'il n'a, peut-être, nulle part ailleurs, pour le moment, dans le monde.

Deux preuves récentes :

Le 31 juillet 1921 — coïncidence émouvante, c'était le jour anniversaire de la mort de Jaurès — la *Ligue pacifique des Anciens Combattants*, composée de mutilés et de blessés de la guerre, avait organisé une manifestation contre la guerre. Celle-ci prit une ampleur bien plus grande encore qu'en 1920, grâce à la participation d'un nombre considérable d'organisations pacifiques et démocratiques. Du nord au sud de l'Allemagne, dans toutes les grandes villes du Reich, sur le mot d'ordre : *Nie wieder Krieg!* (Plus jamais de guerre !) de grandioses manifestations eurent lieu.

A la seule manifestation berlinoise du Lustgarten, prirent part, entre autres, les organisations suivantes ¹ : Société allemande de la Paix, Ligue allemande pour la Société des Na-

1. Liste publiée par le bulletin de *La paix par le Droit*.

ions, Ligue internationale des Femmes pour la paix et la liberté, union de la Patrie nouvelle, union pacifiste des Étudiants, union des Jeunes Gens du monde, confédération des Amis de la Religion et de la Paix des peuples, union pour l'éthique radicale, union nationale des Mutilés, groupe des anciens Prisonniers de Guerre de Berlin, union des Officiers républicains, union des Opposants à la guerre, union des Jeunesses Ouvrières de Berlin, union des jeunes Prolétaires socialistes, union des Étudiants socialistes, union samaritaine des Ouvriers, Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne, Parti Socialiste Majoritaire, Commission syndicale du Grand-Berlin etc...

Trente orateurs se firent entendre, sur ce thème unique : *A bas la guerre !* du haut de seize tribunes autour desquelles se massaient plus de cent cinquante mille personnes ! Et des manifestations analogues eurent lieu, dans trois cents villes, le même jour, dont certaines groupaient aussi des dizaines de milliers de femmes et d'hommes !

Plût au ciel que les manifestations qui se déroulaient à la même heure, en France, sous les auspices de la grande ombre de Jaurès, eussent groupé des foules comparables, malgré la prétendue « victoire » !

Au lendemain de l'assassinat d'Erzberger, dont le fanatisme de ses adversaires a fait,

quoi qu'on en pût penser, antérieurement, un martyr de la réconciliation humaine, l'appell du chancelier Wirth, aux obsèques : *Peuple allemand ! réveille-toi !* était entendu et, le 1^{er} septembre, à Berlin, la même place du Lustgarten voyait revenir les ennemis de la guerre, au nombre de *cinq cent mille*, cette fois, dans un ordre admirable ! Et, le même jour, Hambourg, Kiel, Magdebourg, Cassel, Breslau, Leipzig, Hagen, Essen, Mayence etc... voyaient des foules innombrables se réunir pour clamer leur horreur de la violence et de la guerre !

Cependant, en France, le *Matin* et consorts, avec l'appui des mêmes Poincaré, Barthou et *tutti quanti*, proclament la guerre sainte contre l'éternelle Allemagne, unie pour la revanche !

A nous de nous inspirer du haut exemple de Jaurès pour lutter, comme il le fit, avant-guerre, contre le mensonge qui hélas ! a survécu à la catastrophe, pour le plus grand danger de la paix !

C'est sur tous les terrains qu'à la veille de la guerre, l'apôtre de la paix devait lutter contre les excitations qui se manifestaient, chaque jour, afin de créer l'état d'esprit qui permettrait, le jour venu, de jeter dans la fournaise les foules fanatisées.

Le 5 mars 1913, en protestation contre les

chauvinisme et le militarisme qui infestaient, de plus en plus, la littérature et le théâtre, *Humanité* citait les passages suivants d'un article du *Times* que le *Matin* avait, froidement, supprimés dans son compte rendu :
... c'est avec regret que nous constatons que le patriotisme vrai s'accompagne de discours et d'écrits provocants et de pièces de théâtre comme celle que décrit notre correspondant...
Des sages Français qui connaissent l'état de l'Europe ne peuvent que se sentir inquiets de la prééminence que les chauvins — et, peut-être, pas seulement les chauvins — donnent à la question d'Alsace-Lorraine... semblables propos ne peuvent que suggérer l'idée d'une grande revanche... »

Je ne me rappelle pas exactement à quelle œuvre théâtrale faisait allusion le correspondant du *Times*. Mais, pour établir qu'il ne se trompait pas en signalant le danger, il me suffira de citer un passage de la fameuse pièce de Lavedan, *Servir*.

Voici comment s'y exprime le héros de la pièce, colonel Eulin (acte I), touchant la paix et la guerre :

Le soldat est un homme à part, je te l'ai dit souvent. L'accident est sa chance, et la catastrophe sa gloire... la mort des miens ne me fait jamais l'effet d'un malheur, si j'ai la certitude qu'elle sera belle...

Désarmement ! fraternité ! on se grise, en temps de paix, de ces mots-là, battus comme une sale absinthe ! Mais, vienne le jour où c'est pour de bon ! Quand le cri terrible et beau éclate : la guerre ! c'est la guerre !... que toutes les portes s'ouvrent, qu'on chante, que les canons broient le pavé et que tout se rue vers les gares... avec du peuple sur les toits, qui pleure, qui hurle... et que l'on s'embrasse en se mordant les joues... Ah ! Dieu, mais on ne tient pas devant ça ! la chair se lève comme un poil ! On est fou ! On bave... On est écumant de joie ! Si jamais, par divin bonheur, on en venait là...

N'est-ce pas que l'on comprend, à cette lecture, l'enthousiasme de l'académicien Lavedan, pour l'assaut à la baïonnette, lorsqu'il écrivait, la guerre battant son plein : « Elle arrive sur le tas, elle plonge à fond dans les tambour des poitrines, dans la peau d'âne qu'elle crève ainsi qu'une outre humaine... Honneur donc à Rosalie¹ ! »

N'est-ce pas qu'à lire ces lignes, sous la plume d'un collègue de M. Poincaré, sous la coupole, on comprend l'attribution du prix Montyon à l'enquête d'Agathon sur la jeunesse ?

N'est-ce pas, surtout, que la rage vous monte au cœur contre la brutalité, la sauva-

1. *Intransigeant* du 15 janvier 1914 (cité par Gustave Dupin, dans *Le collier de Bellone*, édition du Progrès Civique).

gerie des intellectuels... « boches » à lunettes ?

N'est-ce pas, enfin, que, là encore, Jaurès, notre cher Jaurès avait, cent fois, raison de protester et de mettre en garde ?

*
* *

Au moment où j'ai fait allusion à la période tragique de la guerre balkanique, prélude de la guerre mondiale, je ne veux pas manquer de rappeler qu'à côté de Jaurès, un autre homme, dont la haute figure domine aussi l'histoire de ces temps troublés, Francis de Pressensé dénonçait, non moins sévèrement, le danger d'une politique extérieure française inféodée à celle du tsarisme.

C'est ainsi que le 24 juin 1913, par exemple, il écrivait, dans *l'Humanité* : L'essentiel serait que le président de la République voulût bien, à Londres, se départir de l'esprit de docilité aveugle qu'il porta, l'an passé, à Saint-Pétersbourg... L'intérêt de la France exige que notre diplomatie n'emboîte pas purement et simplement le pas à celle du Tsar.

Et, le 24 décembre 1913, un mois seulement avant sa mort, il revenait sur la même idée, condamnant « la domestication néfaste de la politique française aux intérêts et aux vœux de la Russie ».

Jusqu'à son dernier souffle, d'ailleurs, peut-on affirmer, Pressensé luttait, en tête de ceux qui travaillaient à sauvegarder la paix du monde, puisque le 5 janvier 1914, il apostrophait encore « le spectre de la faillite et la menace grandissante de la guerre, conséquence fatale des folies de la paix armée ».

C'est avec émotion que je salue, au passage, cette noble figure dont le rayonnement protège et fortifie, encore aujourd'hui, près de celle de Jaurès, ceux qui ont encore à lutter pour le même idéal de paix et de fraternité humaines !

CHAPITRE V

JAURÈS, JUSQU'A SA DERNIÈRE HEURE, LUTTE CONTRE LA GUERRE QUI VIENT

Tout le long de ces années tragiques parce qu'elles annonçaient autant qu'elles précédaient le grand drame, on trouve Jaurès sur la brèche pour scruter l'horizon, annoncer les périls, dénoncer les erreurs et les fautes. C'est chacun de ses discours, c'est chacun de ses articles qu'il faudrait citer pour avoir la mesure de son labeur, de sa clairvoyance, et aussi, hélas ! de l'aveuglement de ceux qui s'opposaient à ses vues, dans tous les pays !

Passant aux derniers jours qui ont précédé l'explosion de la guerre, je voudrais montrer, par quelques citations particulièrement significatives, avec quelle ardeur inlassable, avec quel espoir, vivace malgré toutes les déceptions, Jaurès, jusqu'à la minute ultime,

jusqu'à la balle qui devait le coucher dans le tombeau, travailla luttant, se battit, pour la paix du monde contre la guerre qu'il sentait venir !

J'ai rappelé ¹ comment un collaborateur de l'*Echo de Paris*, André Mévil, dans son livre *La paix est malade*, ne craignait pas de proclamer au moment où la paix européenne ne tenait qu'à un fil bien ténu, la nécessité de faire, de l'alliance franco-russe, une machine de guerre contre l'Allemagne. Le 28 juin 1914, dans la *Revue de l'enseignement primaire*, Jaurès, sous le titre : « Un exemple » écrivait, au sujet de ce livre provocateur :

M. A. Mévil triomphe à dénoncer la mégalomanie des pangermanistes... Mais l'*Echo de Paris*, dont M. A. Mévil est un des collaborateurs, ne cesse de répéter que le sentiment dominant, en Allemagne, à l'heure actuelle, c'est la peur.

Ce matin, il dit, dans sa correspondance berlinoise, et en soulignant la conclusion de son article : « Vous ne pouvez pas vous figurer à quel point l'Allemagne a peur de la Russie. » Comment M. Mévil peut-il concilier ce sentiment de crainte, cette inquiétude de l'Allemagne qui se sent vulnérable sur deux frontières, cette peur grandissante du péril slave, avec la folie d'universelle provocation qui est, selon lui, la caractéristique actuelle des dirigeants de l'Allemagne ².

1. Voir p. 127.

2. Pour juger à quel point A. Mévil voyait juste, lorsqu'il signalait « la peur » de l'Allemagne, il faut avoir lu

Mais, ce qu'il y a de plus grave, c'est que M. A. Mévil travaille tant qu'il peut à nourrir le danger qu'il dénonce. Les pages abondent, dans son livre, qui peuvent être utilisées par le pangermanisme. Il parle du peuple allemand comme d'une « horde de barbares ». Quand il écrit « le rôle anti-allemand de l'Alliance franco-russe est sa seule raison d'être », il lance une formule dangereusement ambiguë où les uns peuvent voir une précaution défensive et les autres un parti pris de contrarier, même en ce qu'ils ont de légitime, les intérêts allemands. Que A. Mévil se demande ce qu'il dirait s'il trouvait dans un livre allemand, recommandé par un des hommes politiques les plus considérables d'Allemagne, la même phrase retournée : « L'alliance austro-allemande n'a qu'une raison d'être, c'est d'être anti-française. » Il s'écrierait : Voilà bien la haine farouche et le dessein d'agression.

M. Mévil ne paraît pas se douter qu'il offre l'image symétrique des pangermanistes. Il fait leur jeu comme ils font le sien. Les uns et les autres, chauvins de France et d'Allemagne, s'emploient de leur

(*Matin* du 5 octobre 1921) le récit que fait le général de Moltke, ancien chef d'Etat-major de l'armée, des derniers jours de Guillaume II et de Bethmann-Hollweg avant l'explosion de la guerre. On y voit l'affolement et le désespoir devant la guerre qui vient.

A rapprocher des conclusions de Kautsky et du récit de Paléologue où l'on voit le désespoir de l'ambassadeur Pourtalès, à Pétersbourg, devant la catastrophe imminente.

Le gouvernement impérial *bluffait* toujours mais ne voulait pas la guerre européenne. Sa part de responsabilité n'en subsiste pas moins.

mieux à créer la panique, à se fournir réciproquement d'arguments.

Et voyez quel extraordinaire parti pris ! Pour démontrer le péril de guerre, M. Mévil s'autorise des révélations récentes de Liebknecht sur les manœuvres des métallurgistes allemands. Il est vraiment curieux de voir M. Mévil confirmer en ce point si grave la critique socialiste, avouer que la paix du monde est à la merci d'intrigues formées par la cupidité la plus scélérate. Mais, il néglige de dire que les mêmes coalitions et les mêmes manœuvres se produisent chez nous ou plutôt qu'il y a un trust international de la bombe, du blindage, du canon et de la panique où se trouvent rapprochés les Krupp, les Schneider, les Vickers-Maxim. Cette association s'est affirmée dans les plus diverses entreprises : Ouenza, usines Poutiloff, campagnes de presse où des échos de menace et de terreur sont ménagés savamment d'un pays à l'autre, pour des surenchères de dépense et de profit. Mais, par quelle déformation de l'esprit M. Mévil ne voit-il que le côté allemand des entreprises métallurgiques ?

De tels livres sont révélateurs. Ils nous montrent à quels périls seraient exposés la France, la paix la civilisation, si le pays tombait aux mains des hommes qui servent si bien les pires desseins pan-germanistes.

Jaurès échappait plus que quiconque au reproche contenu dans l'apologue de la paille et de la poutre. Il avait, plus qu'aucun autre, la faculté rare de savoir, pour juger, se mettre

à la place d'autrui. On s'en aperçoit à merveille, dans cet article où il montre lumineusement que les chauvins, de toutes parts, dénoncent précisément, chez leurs adversaires, ce qu'ils recommandent chez eux. On aurait pu espérer que l'expérience de la guerre aurait ouvert les yeux de la majorité des témoins du terrible drame et de ses conséquences. Hélas ! il n'en est rien : que l'on lise seulement, pour s'en convaincre, le discours de Barthou, ministre de la Guerre, à l'inauguration du monument Déroulède, à Metz¹, exaltant, bien qu'il s'en défendît, le poète et l'apôtre de la *revanche*, à l'heure même où il ne cesse de dénoncer les appétits de *revanche* qu'il prête à l'unanimité du peuple allemand ! L'article de Jaurès est donc toujours de la plus brûlante actualité !

Le leader socialiste revenait sur les théories d'A. Mévil, dans la *Revue de l'enseignement primaire* du 26 juillet 1914, écrivant :

M. A Mévil reproche à la Russie d'avoir été trop pacifique, d'avoir trop encouragé les pacifistes de France. La Russie fit sentir à la France, toutes les fois que celle-ci eut une difficulté aiguë avec l'Allemagne, qu'elle ne pourrait pas compter sur le concours russe. Je me demandais comment il est possible aux mêmes réacteurs d'accabler M. Cail-

laux pour avoir précisément adopté, dans l'intérêt de la paix, la solution recommandée par nos alliés russes et par la diplomatie du Tsar ¹.

Voici qui doit mettre la France en garde. Cette même Russie dont M. Mévil dénonce la froideur

1. Quant aux accusations portées contre l'ancien président du Conseil pour la signature du traité Congo-Maroc du 4 novembre 1911, le procès de la Haute-Cour a montré combien Caillaux avait négocié, d'accord avec notre ambassadeur à Berlin, Jules Cambon, combien le traité était favorable à la France, le mécontentement ayant été tel, en Allemagne, qu'il provoqua la retraite du sous-secrétaire d'Etat aux colonies, von Lindequist. Il n'est pas sans intérêt de rappeler, à ce sujet, l'opinion de Vidal de la Blache, le géographe dont les ouvrages sont entre les mains de tous les étudiants des dernières générations. Interviewé par la *Patrie* du 7 novembre 1911, il déclarait : « Il serait fâcheux qu'on répande l'opinion parmi le public, que nous avons fait un mauvais marché. »

Il est certain que les Allemands s'installant à Agadir devenaient, par cela même, inquiétants.

D'ailleurs, nous avons pu nous rendre compte que les Allemands ont fini par céder sur beaucoup de points et que la part du Congo obtenue est sensiblement inférieure à celle qu'ils avaient demandée.

Que vaut exactement notre sacrifice ? Il est assez difficile de le dire. On ne saurait comparer raisonnablement le Congo où tout est à faire au Maroc qui est un pays riche en culture, généralement bien peuplé et sain.

Au Maroc, nous pourrions nous croire chez nous, comme nous le faisons en Algérie, tandis qu'au Congo, notre pire ennemi sera toujours le climat.

Au Maroc, la concurrence sur le terrain commercial et industriel n'est pas un danger sérieux, le protectionnisme, colonial ayant déjà donné de mauvais résultats, notamment dans certaines colonies espagnoles.

Je crois donc sincèrement que l'accord franco-allemand

à notre égard jusqu'à la crise d'Agadir¹, hausse le ton maintenant. Elle entretient, avec la presse allemande, à propos du conflit oriental et du prochain renouvellement des traités de commerce, les controverses les plus âpres. Et elle reproche à la France d'être trop patiente, de ne pas agiter son glaive dans son fourreau. Le *Novoié Vremia* nous accuse d'être insensibles aux affronts germaniques et M. Sazonoff parlait, dans un discours récent, avec une sorte de dédain de l'alliance française.

Qu'est-ce à dire et quel est donc le but de cette diplomatie russe ? Est-ce la guerre que veulent les Russes ? N'attendent-ils pour déchaîner la guerre la

est un marché honorable, aussi avantageux qu'il était possible... Dignement, sans hâte et sans affolement, nous avons discuté et soutenu nos droits. Nous avons obtenu tout ce qu'il était en notre pouvoir d'obtenir. Le reste constitue précisément la part de l'impossible.

1. Encore au moment de la crise d'Agadir, l'attitude de la diplomatie russe avait, en effet, exercé vis-à-vis du gouvernement français, une action modératrice. L'ambassadeur de Russie, comte Iswolsky, au cours d'une visite qu'il fit à Caillaux vers le 25 juillet 1911, lui conseilla de céder aux exigences de l'Allemagne. D'aucuns pourront s'étonner devant pareille attitude de l'un des plus audacieux instigateurs de la guerre de 1914. Elle s'éclaire lorsqu'on lit, dans *Agadir* (p. 143), les paroles qu'il prononça au cours de cette visite : « Pour une question de pourboire plus ou moins important, nous ne pouvons être à vos côtés. Nous en serions, d'ailleurs, d'autant plus empêchés que nous ne sommes pas en état de participer à une guerre européenne. Nous avons encore besoin de deux ans, au moins, pour réorganiser nos forces avant d'être en mesure d'affronter une telle lutte. » Tout s'explique : La Russie n'était pas prête. Si invraisemblable que cela puisse paraître aujourd'hui, Iswolsky la croyait prête en juillet 1914 !

plus formidable avec l'Allemagne qu'un signal venu de France? Veulent-ils être assurés que notre pays se jetterait de plein cœur dans l'aventure à propos de combinaisons purement russes? Leur serait-il agréable que nous prenions l'initiative des hostilités afin de rendre plus facile aux Romanof la rupture violente avec les Hohenzollern? Ou bien veulent-ils seulement se servir contre l'Allemagne, comme d'un moyen de pression d'une perpétuelle menace d'agression française? Est-ce pour donner à la politique française une apparence plus offensive qu'ils ont tenu et qu'ils tiennent à nous imposer la loi de trois ans?

L'avenir est plein de périls. Le sol est couvert de pièges obscurs. Que le peuple de France apprenne, comprenne et veille!

Qui nous taxera d'exagération si ces paroles amènent, sous notre plume, le mot de *prophétie*? Qu'on songe à la fameuse déclaration de Viviani¹ qui, le 29 juillet, dès sa rentrée à Paris avec Poincaré, lui faisait affirmer au

1. Viviani confirmait à Iswolsky (Livre orange russe, n° 55) « l'entière résolution du gouvernement français d'agir d'accord » avec la Russie et chargeait l'ambassadeur Paléologue de dire au ministre des Affaires étrangères Sazonoff que la Russie peut « compter entièrement sur l'appui de son alliée la France » (Livre orange n° 58).

De ces deux communications, il n'existe aucune trace au Livre jaune français. Un pareil silence est éloquent : on ne tenait pas à montrer comment la Russie avait été encouragée à l'intransigeance. On tentait d'effacer les empreintes digitales qui prouveront la complicité dans le grand crime!

gouvernement russe que celui-ci pouvait compter sur l'appui de la France ! Qu'on se rappelle la mobilisation générale russe ordonnée, le 30 juillet à 4 heures du soir, de l'aveu même de l'ambassadeur Paléologue, *la première des mobilisations générales des grandes puissances* ! Qu'on rapproche cette attitude de celle que le comte Witte a montrée, au gouvernement russe, à la veille de la guerre russo-japonaise ! Comme tout s'éclaire ! Comme on voit bien ce qui s'est passé dans les coulisses du gouvernement autocratique de Pétersbourg ! Oui, noble et clairvoyant génie de Jaurès ! vous aviez une fois de plus prévu l'avenir : le danger, le danger terrible était là !

*
* *

A mesure que les nuages s'amoncelaient, obsombrissant l'horizon et annonçant la temête, les avertissements de Jaurès se faisaient de plus en plus nombreux et plus pressants.

Le 7 juillet 1914, à la Chambre, il prononça un discours dans lequel il exposait les raisons pour lesquelles il ne voterait pas les crédits pour le voyage du président de la République en Russie :

Il y a deux raisons, s'écriait-il, qui nous empêchent de voter les crédits demandés. La première,

c'est que, depuis quelque temps, il semble que l'on soit tenté d'user ou d'abuser de ces voyages, de ces entrevues lointaines, pour contracter, au nom de la France, des engagements qu'elle ne connaît pas, des engagements plus ou moins officiels, plus ou moins ambigus, mais qui pèsent nécessairement, même sur sa politique intérieure...

Une autre raison pour laquelle nous nous défions de ces manifestations et ne voulons pas nous y associer, c'est que nous nous refusons plus énergiquement que jamais à sanctionner la pratique et la politique des traités secrets.

Ils nous paraissent doublement dangereux et plus dangereux que jamais à l'heure actuelle ; d'abord, par des clauses inconnues, ils peuvent jouer à propos de ces complications, de ces obscurités du problème oriental, et il nous paraît inadmissible que la France puisse être jetée dans des aventures naissant de l'obscurité des problèmes orientaux, par des traités dont elle ne connaît ni le texte, ni le sens, ni les limites, ni la portée.

Contre la surprise de ces aventures, contre le péril des traités secrets, nous avons, il y a quelques années, un commencement de garantie. Le peuple russe avait conquis un commencement de représentation parlementaire et nous pouvions espérer que les problèmes de politique internationale, intéressant la Russie et la France seraient discutés, contrôlés par le peuple russe lui-même.

Mais, que voyons-nous, c'est qu'un immense effort de contre-révolution a d'abord réduit les bases de la Douma, mutilé le suffrage populaire et retiré,

peu à peu, à cette assemblée, les pouvoirs de contrôle dont elle était investie.

A mesure que la Douma perdait une large part de ses droits, à mesure qu'étaient décimés les citoyens russes réclamant le maintien des libertés élémentaires, la France perdait une de ses garanties que, du moins, le traité qui peut, à certaines heures, par le contre-coup de clauses inconnues, engager la vie même, serait appliqué avec prudence et sagesse pour de grands intérêts et non pour des combinaisons d'intrigues orientales dont nul de nous ne peut considérer la portée et les répercussions ¹.

1. Dans son article de l'*Humanité* du 24 juillet 1914, Jaurès montrait bien encore quel était son sentiment sur le tsarisme et sa méfiance pour une alliance dont il apercevait si bien les dangers.

C'était l'heure où, M. Poincaré en visite à Saint-Petersbourg, un grand mouvement de grèves s'y produisait, avec des manifestations hostiles à la réception du président de la République par le Tsar. Jaurès écrivait : « Les travailleurs russes sont de plus en plus exaspérés par la politique oppressive du tsarisme, par la violence exercée contre la Douma, contre les représentants du peuple qui ont gardé quelque indépendance, contre les ouvriers qui revendiquent. Ils souffrent d'un malaise profond. Ils sont à l'état permanent de révolte intellectuelle et morale, et dès qu'une grève éclate parmi eux, elle prend soudain un caractère de protestation dirigée contre le régime.

« Cette protestation, faut-il la suspendre ou l'atténuer parce que le président de la République française vient rendre visite au Tsar ? Bien au contraire, il faut l'intensifier. Il faut montrer au visiteur à quel point l'ouvrier russe déteste le tsarisme. Il faut lui faire honte aussi de sa complaisance à l'égard d'une autocratie pour un régime qui a peuplé les prisons et les bagnes russes d'innombrables martyrs. Ah ! quelle grande

Paroles prophétiques, une fois de plus : traités secrets, intrigues orientales, *engagements plus ou moins officiels*, plus ou moins ambigus, Jaurès avait tout pressenti, tout prévu. De ces engagements pris, les événements qui suivirent ont fourni les preuves — la Russie eût-elle procédé à la mobilisation générale la première des grandes puissances, si elle ne s'était pas senti soutenue par son alliée ? — et nous en trouvons même l'aveu officiel dans la fameuse déclaration du Tsar publiée, dans le *Matin* du 26 août 1915, par l'ancien ministre Jean Cruppi : « J'ai toujours présent à l'esprit, dit l'Empereur, le langage si ferme que m'a tenu le président de la République, le 22 juillet, au moment où il quittait la Russie. » C'était, évidemment, ce « langage si ferme » que Jaurès avait prévu et redouté, dans une heure si tragique, si dangereuse pour la paix du monde !

Chose curieuse, l'inquiétude de Jaurès devant « ces voyages, ces entrevues lointaines » dont il trouve qu'on abuse, cette inquiétude, elle est partagée par... M. Poincaré lui-même. Il faut lire, dans celle de ses conférences sur les origines de la guerre qu'il fit à la Société

chose ce serait si, un jour, le peuple républicain de France et le peuple ouvrier de Russie pouvaient fraterniser vraiment après avoir secoué le joug de l'égoïsme bourgeois et de la férocité absolutiste. »

des conférences, le 2 mars 1921 ¹, la page où, voulant montrer que l'ambassadeur de Schoen avait tort de parler des sentiments pacifiques de son gouvernement, il s'écrie : « Comment expliquait-il également que, peu de jours après la convention échangée entre lui et le ministre de Belgique, Guillaume II vint à Pola visiter la flotte austro-hongroise et à Venise renouveler au roi Victor-Emmanuel les bruyantes assurances de son amitié ? » Seulement, M. Poincaré ne voit le danger de ces « bruyantes » manifestations que lorsqu'elles sont le fait de nos ennemis. Nouvelle illustration de l'apologue de la paille et de la poutre !

Jaurès, lui, ne connaissait d'autre politique que celle de la vérité et de la justice. Il n'avait qu'un poids et qu'une mesure. Il dénonçait le danger qui pouvait sortir d'une démarche du président de la République française comme il aurait dénoncé le même danger, à la veille d'une même attitude de Guillaume II. Et combien, en l'espèce, il avait raison ! Qui saura, qui dira jamais, de quel poids le voyage de M. Poincaré, en Russie, en juillet 1914, aura pesé dans les destinées de la France, de l'Europe et de l'humanité ?

1. P. 19 du n° 9 de la *Revue de la Semaine* qui publia ces conférences.



Mais, les événements se précipitaient. Le voyage de M. Poincaré avait lieu et c'est au moment même où celui-ci quittait le sol de la Russie qu'il apprenait, en même temps que le monde atterré, l'envoi et les termes de l'ultimatum autrichien à la Serbie. C'est à ce moment que Jaurès prononça, à Vaise, près de Lyon, un discours ¹ dont il me paraît indispensable de citer l'essentiel :

Nous sommes peut-être à la veille du jour, déclarait-il, où l'Autriche va se jeter sur les Serbes et alors Autriche, Allemagne se jetant sur les Serbes et les Russes, c'est l'Europe en feu, c'est le monde en feu.

Je ne veux pas m'attarder à chercher longuement les responsabilités. Nous avons les nôtres et j'atteste devant l'histoire que nous les avons prévues, que nous les avons annoncées ; lorsque nous avons dit que pénétrer par la force, par les armes, au Maroc, c'était ouvrir à l'Europe l'ère des ambitions, des convoitises et des conflits, on nous a dénoncés comme de mauvais Français, et c'est nous qui avons le souci de la France.

Voilà, hélas ! notre part de responsabilités, et elle

1. Cité par Rappoport, dans son livre sur Jean Jaurès, p. 83-87, d'après l'*Avenir socialiste* de Lyon, n° 384 du 1^{er} au 7 août 1914.

se précise si vous voulez bien songer que c'est la question de la Bosnie-Herzégovine qui est l'occasion de la lutte entre l'Autriche et la Serbie et que nous, Français, quand l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine, nous n'avions pas le droit, ni le moyen de leur opposer la moindre remontrance, parce que nous étions engagés au Maroc et que nous avions besoin de nous faire pardonner notre propre péché en pardonnant les péchés des autres.

Et alors notre ministre des Affaires étrangères disait à l'Autriche : « Nous vous passons la Bosnie-Herzégovine, à condition que vous nous passiez le Maroc » et nous disions à l'Italie : « Tu peux aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc, tu peux voler à l'autre bout de la rue, puisque moi, j'ai volé à l'extrémité. »

Nous avons notre part de responsabilité, mais elle ne cache pas la responsabilité des autres et nous avons le droit et le devoir de dénoncer, d'une part, la sournoiserie et la brutalité de la diplomatie allemande... Duplicité de la diplomatie russe. La Russie a dit à l'Autriche : « Je t'autoriserai à annexer la Bosnie-Herzégovine à condition que tu me permettes d'établir un débouché sur la mer Noire, près de Constantinople. » M. d'Ærenthal a fait un signe que la Russie a interprété comme un oui, et elle a autorisé l'Autriche à prendre la Bosnie-Herzégovine. Puis, quand la Bosnie-Herzégovine est entrée dans les poches de l'Autriche, elle a dit à l'Autriche : « C'est mon tour pour la mer Noire. » — « Quoi ? Qu'est-ce que je vous ai dit ? Rien du tout » et depuis, c'est le trouble entre la Russie et l'Autriche, entre M. Iswolsky et M. d'Æren-

thal, mais la Russie avait été la complice de l'Autriche, pour livrer les Slaves de Bosnie-Herzégovine à l'Autriche et pour blesser au cœur les Slaves de Serbie.

La politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche ont contribué à créer l'état de choses horrible où nous sommes.

J'espère encore, malgré tout, qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du désastre qu'entraînerait aujourd'hui, pour les hommes, une guerre européenne.

Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé.

Citoyens ! si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver, le plus tôt possible, du crime que les dirigeants auront commis et, en attendant, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe.

Que le prolétariat rassemble toutes ses forces pour que le battement unanime des cœurs de ces milliers d'hommes écarte l'horrible cauchemar.

C'est votre devoir de ne pas négliger une seule occasion de montrer qui vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente, à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix.

L'opinion de Jaurès sur les responsabilités de la guerre, l'opinion de Jaurès sur l'attitude à tenir, en cas de guerre, nous les trouvons clairement exprimées dans ce discours et je n'en voudrais d'y ajouter un seul mot ! Je me bornerai à demander comment un seul de ceux qui en ont pris connaissance, peut supposer, un instant, que Jaurès eût été parmi les « jusqu'au boutistes », pendant la guerre, ou bien, après l'armistice, parmi ceux qui huraient aux responsabilités unilatérales de l'Allemagne dans l'explosion de la guerre ?

La vérité, sur ces deux points, elle est écrite, noir sur blanc, dans le discours de Vaise que je viens de rappeler et qui mérite de rester comme l'un des monuments de la prodigieuse clairvoyance de Jaurès : Dès avant la guerre, dans l'ignorance d'événements et de documents qui contribuent tant à nous éclairer aujourd'hui, Jaurès affirmait déjà que les responsabilités de la guerre sont partagées entre tous les gouvernements capitalistes, donc expansionnistes, impérialistes et dominateurs. D'autre part, il déclarait, *urbi et orbi*, que, la guerre déclanchée, les socialistes ne devraient avoir d'autre souci que de « se sauver, plus tôt possible, du crime que les dirigeants auront commis » !

On comprend, à se remémorer cette attitude de témoin hors de toute atteinte, de

guide ininfluçnable, que Jaurès ait dû disparaître à la veille de la catastrophe ! On mesure la perte que l'humanité a faite en sa personne pour la guerre et pour la paix : Il aurait fait l'une plus courte, s'il ne l'avait pas épargnée au monde ; il aurait fait l'autre plus solide, car il est probable que son génie, aidé par les circonstances, fortifié encore par les expériences et les conséquences de la guerre, aurait réussi là où Wilson a échoué et par d'autres moyens. La Révolution russe aidée, influencée, dirigée peut-être par Jaurès, aurait porté tous ses fruits, à l'intérieur et à l'extérieur : Aujourd'hui, la révolution mondiale que Jaurès considérait comme devant sortir, fatalement, de la guerre, serait peut-être achevée, l'humanité libérée et réconciliée avec elle-même !

Maudit, trois fois maudit soit le cerveau — plus encore que le bras, vraisemblablement, irresponsable — qui frappa, en cette heure capitale de l'histoire humaine, le juste dont on pouvait encore espérer le salut !

*
* *

Le discours de Vaise, prononcé le 25 juillet, si peu de jours avant la fin tragique de Jaurès, ne devait pas être le dernier acte de la vie politique du grand ami de l'humanité.

Jusqu'à la dernière minute, il s'employa, de toutes ses forces, par tous les moyens, à écarter, de sa route, une catastrophe dont il prévoyait la sanglante horreur.

Le 29 juillet, l'avant-veille de sa mort, Jaurès était à Bruxelles où se rassemblaient les socialistes, anxieux de sauvegarder la paix. Dans son admirable discours, je relève les paroles suivantes ¹ :

A l'heure actuelle, le gouvernement français veut la paix. Quant à nous, c'est notre devoir d'insister pour qu'il parle avec force à la Russie de façon qu'elle s'abstienne. Si, par malheur, la Russie n'en tenait pas compte, notre devoir est de dire : nous ne connaissons qu'un traité, le traité qui nous lie à la race humaine. (*Ovation.*)

Les nationalistes sont des hommes qui ont, collectivement, l'amour de la guerre et du carnage. Mais, à mesure que la maladie achèvera l'œuvre des obus, à mesure que la mort et la misère frapperont, les hommes dégrisés se tourneront vers les dirigeants allemands, français, russes, italiens, et demanderont quelles raisons ils peuvent donner de tous ces cadavres. Et, alors, la révolution déchaînée leur dira : « Va-t'en et demande pardon à Dieu et aux hommes ! »

Ces paroles — les dernières que prononça Jaurès en public, — indiquent bien quelle

1. Voir l'*Humanité* du 30 juillet 1914.

préoccupation constante hantait, alors, son esprit : Il se rendait compte, sans même tenir tous les fils de l'intrigue qui était nouée là-bas, que le nœud de la question était à Saint-Pétersbourg et que c'est là que le gouvernement français devait agir ! Il proclamait, à la face du monde, que celui-ci devait immédiatement tenir, vis-à-vis du gouvernement tsariste, le langage modérateur qui l'arrêterait sur la voie des résolutions dangereuses ! Croyant ou affectant, par désir de conciliation, de croire que ce langage serait tenu, il montrait le chemin vis-à-vis d'une Russie qui n'en aurait pas tenu compte : l'*abstention*, qui, seule, préserverait quelques chances de paix !

Combien dramatiques nous apparaissent les adjurations de Jaurès à l'heure où nous savons qu'au moment même où il parlait, la dépêche suivante de Sazonoff parvenait à Iswolsky : « Vous exprimerez au gouvernement français notre reconnaissance pour la déclaration que l'ambassadeur de France nous a faite en son nom en disant que nous pouvions compter entièrement sur l'appui de notre alliée de France. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration nous est particulièrement précieuse ¹. » Dépêche dont la signification est claire : le gouvernement fran-

1. Dépêche n° 58 du livre orange russe, en date du 29 juillet 1914.

çais, au lieu de donner, au gouvernement russe, les avertissements qui s'imposaient, l'avait mis en possession d'un blanc-seing !

Mais, Jaurès, bien qu'il fût obligé de manifester une certaine confiance aussi longtemps qu'il subsistait une lueur d'espoir, sentait bien que l'on marchait, à grands pas, à la catastrophe et il en prévoyait les conséquences encore lointaines : Révolution !

On dira que la guerre est finie et que, cependant, la révolution n'est pas encore déchaînée, sauf en Russie.

— Mais, êtes-vous si sûr que la guerre soit réellement finie, à l'heure où l'on se bat encore en Orient, au Maroc, aux Indes, en Irlande etc... ? Et puis, à l'Est de l'Europe, une révolution n'a-t-elle pas défié, jusqu'à ce jour, toutes les attaques de la contre-révolution ? Et puis, dans l'Europe centrale aussi, n'y a-t-il pas quelque chose de changé, même aux yeux des plus aveugles, à l'heure où les trônes des Habsbourg, des Hohenzollern et de tous les souverains allemands jonchent le sol de leurs débris ? Enfin, par-dessus tout, ne sont-ce pas les révolutions russe et allemande qui ont amené la fin du long carnage ?

Oui, chaque jour fortifie notre certitude que Jaurès, parlant à Bruxelles, avait, encore une fois, raison en affirmant que la guerre ne pourrait se terminer que par la révolution !

Prise dans un sens général ou dans un sens restreint, cette affirmation est justifiée par les événements : c'est la révolution qui a mis fin à la guerre de 1914 et c'est la révolution qui chassera, définitivement, la guerre de la face de la terre ! L'attitude des gouvernements capitalistes, au lendemain des lumineux messages de Wilson, a établi, de façon claire et définitive, qu'il n'y a rien à attendre d'eux, ni de leurs semblables. Que Jaurès n'est-il plus parmi nous pour signifier, à ces gouvernements félons, leur déchéance et pour en hâter la réalisation !

*
* *

Mais, le dernier discours de Jaurès, à Bruxelles, l'avant-veille de sa mort, n'est pas encore l'ultime témoignage que nous aient laissé sa haute conscience et son génie prévoyant. Le jour même où il devait tomber sous la balle de l'assassin, Jaurès avait fait paraître son dernier article ¹. On peut y mesurer le peu de confiance qu'il avait dans le sang-froid et dans la clairvoyance de tous les gouvernements et l'on a vu qu'il n'en avait pas davantage dans leur désintéressement ni dans leur bonne foi. Il écrivait donc :

1. *L'Humanité* du 31 juillet 1914.

Le plus grand danger, à l'heure actuelle, est dans l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions subites qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée. A ces paniques folles, les foules peuvent céder, et il n'est pas sûr que les gouvernements n'y cèdent pas. Ils passent leur temps à s'effrayer et à se rassurer les uns les autres. Pour résister à l'épreuve, il faut aux hommes des nerfs d'acier ou, plutôt, il leur faut une raison ferme, claire et calme. C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons faire appel si nous voulons qu'il puisse rester maître de soi, refouler les paniques, dominer les événements et surveiller la marche des hommes et des choses, pour écarter l'horreur de la guerre.

Ce qui importe, avant tout, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrières. Là est la vraie sauvegarde. Là est la garantie de l'avenir.

Ici encore, la pensée de Jaurès se suffit à elle-même et je m'en voudrais d'y ajouter le moindre commentaire. Je me demande seulement, comment, après avoir pris connaissance de pareilles protestations de confiance dans la pensée et la conscience ouvrières et de méfiance vis-à-vis des hommes au pouvoir, il peut se trouver encore quelqu'un pour supposer que Jaurès aurait adhéré aux méthodes gouvernementales de la guerre et de l'après-guerre, et prêté son concours aux hommes des traités secrets, de la censure, des Cours mar-

tiales et, pour tout dire, de la nuit savamment entretenue à la faveur de laquelle ils conduisaient les peuples à la mort et à la ruine... jusqu'au bout !

La vérité c'est que les conceptions de Jaurès et celles des gouvernants étaient radicalement inconciliables : tandis que l'un voulait le rapprochement de tous les peuples, pour la paix, les autres travaillaient à des alliances entre les gouvernements, en vue de la guerre. Jaurès se dressait, contre les desseins sournois et tragiques de ces gouvernants, de toute la hauteur de sa vaste intelligence, de son génie prévoyant et de sa ferme volonté. « En quittant la Chambre pour la dernière fois, a écrit Rappoport ¹, Jaurès avait l'intention de publier, le lendemain, dans l'*Humanité* une sorte de « J'accuse » sur toutes les causes et les responsabilités de la crise. Cette intention était d'ailleurs, connue de tous les milieux réactionnaires. Interrogé par M. Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat, sur ce que Jaurès et les socialistes comptaient faire en face de la situation du 31 juillet, Jaurès répondit : « Nous continuerons notre campagne contre la guerre », à quoi Abel Ferry répliqua : « C'est ce que vous n'oserez pas, car vous seriez tué au premier coin de rue... »

1. *Berner Tagwacht* du 31 juillet 1915. Récit de la dernière journée de Jaurès.

Ce qu'eût été ce dernier article de Jaurès, nous en avons une idée, en lisant le discours de Vaise, cité plus haut, et l'on comprend, sans peine, que plus d'un était intéressé à ce que, tel un phare au milieu de la nuit, Jaurès ne continuât pas à éclairer, de ses avertissements, un peuple que l'on prétendait conduire dans l'ignorance...

Ce qu'il y a de sûr c'est que le pressentiment d'Abel Ferry fut justifié par l'événement : au moment même où Jaurès allait entrer à l'*Humanité*, pour y écrire son réquisitoire contre l'œuvre de mort, il tombait sous la balle d'un assassin. Et Jacques Mesnil, dans un article documenté qu'il faut avoir lu ¹, a montré qu'au procès Villain, personne ne tenta d'aller, très profondément, au fond des choses. On y voit, par exemple, que l'avocat de l'accusé cita incomplètement Rappoport pour ne pas prononcer le nom d'Iswolsky. Constatation suggestive s'il en fut !

Ce qu'il y a de sûr, c'est que jusqu'à son dernier souffle, Jaurès se donna, tout entier, à la cause de la Paix, sans craindre d'offrir, découvert, sa large poitrine aux coups d'adversaires dont il savait, mieux que personne, que dont ils étaient capables dans un pareil moment.

1. *Revue Communiste* de décembre 1920.

Ce qu'il y a de sûr c'est que la mort de Jaurès fut celle de l'homme qui tombe sciemment pour sa foi, le *martyre*, seul couronnement digne d'une telle vie!

Honneur lui soit rendu à jamais par les générations à venir que sa grande voix aura tant contribué à sauver, *malgré tout*, des pires misères !

CHAPITRE VI

QUI COMBAT, AUJOURD'HUI, POUR LE DROIT ?

LA FAILLITE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
QUANT AUX RESPONSABILITÉS
DE LA GUERRE ET AU TRAITÉ DE VERSAILLES.

J'AI tenté de montrer, par quelques exemples entre beaucoup d'autres, quelles erreurs furent celles des hommes qui dirigèrent, *en France comme ailleurs*, la politique d'avant-guerre et influencèrent l'opinion publique. Je crois avoir prouvé qu'*en France comme ailleurs*, il existait un parti de la guerre et que notre politique extérieure, sous l'inspiration de celui-ci, nous conduisit directement à la guerre.

Une telle constatation nous amène, tout naturellement, à la thèse que nous sommes quelques-uns, en France, à soutenir, des responsabilités de la guerre *partagées* entre tous

les gouvernements des principaux belligérants, les malheureux peuples étant, bien entendu, tous aussi innocents les uns que les autres.

Mais acceptons un instant, si vous le voulez bien, la thèse des responsabilités *unilatérales* incombant aux gouvernements des Empires Centraux, ce dogme imposé dès le début des hostilités. Supposons démontrée cette proposition — inadmissible — que, ces gouvernements reconnus coupables, leurs peuples devaient supporter les conséquences des erreurs et des crimes commis ; même ces concessions faites, je vous le demande, la procédure du Traité de Versailles est-elle défendable ?

Que s'est-il passé ?

Parlant des conditions qui devraient mettre fin à la guerre, le président Wilson, dans son message au Sénat du 22 janvier 1917, antérieurement à l'entrée des États-Unis dans la guerre, proclamait à la face du monde :

Les hommes d'Etat des deux groupes de nations actuellement dressés l'un contre l'autre ont dit, en des termes qui ne prêtent à aucun contre-sens, qu'ils ne songeaient nullement à écraser leurs antagonistes. Mais les affirmations implicitement contenues dans ces assurances peuvent n'être pas également claires pour tous, peuvent n'être pas les mêmes des deux côtés de l'eau. Je pense qu'il sera

utile que j'essaye d'exposer le sens qu'elles ont pour nous.

Elles signifient avant tout qu'il doit y avoir une paix sans victoire. Ce n'est pas une chose agréable à dire. Je demande qu'il me soit permis de donner ma propre interprétation et qu'on veuille bien croire que je n'en ai jamais eu d'autre dans l'esprit.

Je ne cherche qu'à regarder les réalités en face sans faiblesse et sans rien dissimuler. La victoire signifierait la paix imposée au perdant, les conditions d'un vainqueur imposées au vaincu. Elle serait acceptée dans l'humiliation, par contrainte, au prix de sacrifices insupportables et laisserait une blessure, un ressentiment, un souvenir amer. Une paix ainsi établie ne saurait durer, elle reposerait sur le sable mouvant...

Paroles qui soulevèrent, dans nos pays submergés par l'immense vague du chauvinisme, de la haine, de la violence, un *tolle* général de protestations et d'imprécations ! Paroles prophétiques, cependant, lorsqu'on les écoute au bruit des événements, des catastrophes de l'heure actuelle ! Paroles si justes, si exactement vraies, dans leur générosité, que, pour les avoir prononcées alors, le Wilson de 1917 conservera l'éternel honneur d'avoir incarné — seul, puisque Jaurès n'était plus là — un moment de la conscience humaine !

Le grand malheur, pour les hommes d'aujourd'hui — et, peut-être, plus encore, hélas !

pour les hommes de demain — c'est que le Traité de Versailles a été, précisément, construit sur les fondations prévues et condamnées par Wilson, *sur le sable mouvant*.

Les conditions du Traité furent celles « d'un vainqueur imposées au vaincu ». Elles furent acceptées « dans l'humiliation, par contrainte, au prix de sacrifices insupportables ». Elles laisseront « une blessure, un ressentiment, un souvenir amer » !

Je ne tenterai pas de montrer, ici, en quoi la plupart des clauses du Traité étaient injustes et même irréalisables : d'autres, plus qualifiés que moi, l'ont fait et, sur le second point, l'événement se charge, tous les jours, de la preuve !

Je ne confronterai même pas les conditions de paix contenues dans le message du 8 janvier 1918 du président Wilson au Congrès et dans ses messages postérieurs — conditions auxquelles, le 5 novembre 1918, les Alliés, en réponse à la demande d'armistice de l'Allemagne, se déclaraient prêts à conclure la paix — avec les conditions que des hommes d'Etat sans scrupule et sans foi ne craignirent pas d'inscrire dans le Traité.

Je me bornerai à citer les deux articles du Traité qui révoltent le plus, à mon sens, toute conscience droite, les articles 231 et 228.

L'article 231, que je cite le premier, à cause

de son importance, est la *pierre angulaire* du Traité. Il vise les responsabilités de la guerre sur lesquelles il fonde les réparations, c'est-à-dire le Traité, dans son ensemble. Il s'exprime comme il suit :

Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux, en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.

L'article 228, pour être moins important, n'en est pas moins scandaleux. C'est celui qui vise le jugement des « crimes de guerre ». Il proclame :

Le gouvernement allemand reconnaît aux puissances alliées et associées la liberté de traduire devant leurs tribunaux militaires les personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et coutumes de la guerre. Les peines prévues par les lois seront appliquées aux personnes reconnues coupables. Cette disposition s'appliquera nonobstant toutes procédures ou poursuites devant une juridiction de l'Allemagne ou de ses alliés.

Le gouvernement allemand devra livrer aux puissances alliées ou associées ou à celles d'entre elles qui lui en adresseront la requête, toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire

aux lois et coutumes de la guerre, seraient désignées, soit nominativement, soit par le grade, la fonction ou l'emploi auxquels ces personnes auraient été affectées par les autorités allemandes.

Ces deux articles du Traité de Versailles constituent, de la part des vaincus, des *aveux*, explicites en ce qui concerne les responsabilités de la guerre, implicites quant aux « crimes de guerre », car il est bien évident que le jugement prévu des seuls crimes des vaincus implique que, là encore, les responsabilités sont unilatérales.

Or, ces aveux, d'après le droit commun universel, sont viciés et radicalement annulés par ce seul fait qu'ils ont été arrachés, à l'ennemi vaincu et désarmé, sous menace de la reprise des hostilités.

La liberté étant l'une des conditions essentielles de la validité des contrats et la contrainte l'un des vices qui les frappent de nullité, on pourrait soutenir, avec raison, que tous les traités qui sortirent des guerres de tous les temps, c'est-à-dire, en fait, la quasi totalité des Traités, étaient radicalement nuls et n'avaient pas d'autre valeur que celle d'un « chiffon de papier ».

Cependant, aucun Traité, à ma connaissance, n'avait été aussi loin, dans la voie de la violence, que le Traité de Versailles : les traités

antérieurs imposaient, par la violence, des stipulations matérielles ; mais, ils ne franchissaient pas le seuil inviolable du domaine de la conscience. Celui-ci n'a pas hésité : aux brigandages matériels, aux rapines classiques des territoires et des valeurs, il a ajouté la violence morale plus méprisante, plus répugnante encore ! Non content des avantages matériels (!) qu'il prétendait obtenir au vainqueur, le Traité a prétendu imposer, à la conscience humaine, leur justification, par l'aveu même du vaincu ! Tâche impossible, nous venons de montrer pourquoi ! Tentative criminelle et scélérate contre laquelle proteste toute conscience droite !

Mais pour que s'élève cette protestation des consciences, encore faut-il que celles-ci aient été mises en face du crime accompli ! Encore faut-il qu'à la puissance du *mensonge* dont disposent les gouvernants, auteurs responsables du traité et les classes dirigeantes complices, à cette puissance qui s'exprime par les mille voix de la presse asservie, s'oppose une puissance indépendante, capable de clamer la *vérité* et de l'imposer !

Cette puissance, elle existait : c'était la *Ligue des Droits de l'Homme* ! Nous étions quelques-uns à compter sur elle, en considérant son glorieux passé !

Le passé de la Ligue des Droits de l'Homme !

Ceux des hommes de ma génération qui portaient, dans leur cœur, le culte des principes de la Révolution française l'ont vu naître et grandir avec enthousiasme, cette Ligue au nom impressionnant, non pas seulement parce qu'ils étaient animés par la ferveur de la vingtième année, mais encore et surtout parce qu'elle venait à son heure, répondant au besoin impérieux d'une époque et prouvant, une fois de plus, que la fonction crée l'organe.

Pour juger à quel point une Ligue, groupant les citoyens décidés à faire respecter par tous et, avant tout, par les hommes au pouvoir, les Droits de l'Homme et du Citoyen, pouvait être indispensable, il faut se rappeler quel était, alors, — au lendemain de la renaissance du chauvinisme et du militarisme avec le boulangisme et de l'antisémitisme avec la *Libre Parole* — l'état d'esprit dans certains milieux.

J'en donnerai une idée en rappelant une scène dont je fus le témoin et qui, toujours, hantera ma mémoire.

C'était aux grandes manœuvres de l'Est auxquelles, jeune sous-lieutenant, frais émoulu de Saint-Cyr, j'assistais pour la première fois, en 1899. Un matin d'automne, ma division était rassemblée sur les pentes des Côtes-de-Meuse. L'aube naissait, éclairant les longues

files parallèles des faisceaux, les groupes disséminés des soldats préparant le café matinal ; les officiers de la division, en un groupe compact qui comprenait tous les grades, depuis le général jusqu'au sous-lieutenant, devisaient en attendant l'arrivée des porteurs de journaux. L'impatience était grande, car, la veille, avait dû être rendu l'arrêt de revision du procès Dreyfus, à Rennes. Les espoirs, quasi unanimes, convergeaient vers une condamnation de celui que la seule presse admise au mess et qui ne comptait même pas le *Figaro*, momentanément transfuge, appelait, plus que jamais, *le traître*, et bien rares, infiniment rares étaient ceux qui, comme moi, osaient seulement manifester publiquement leur désir de l'acquittement.

Soudain, une nuée de cyclistes apparut au détour de la route et, bientôt *Petit Parisien* et surtout *Petit Journal* du grand patriote d'alors, Judet, étaient dans toutes les mains. Et les commentaires d'aller leur train, dans le groupe des officiers. C'est alors que j'entendis la monumentale déclaration suivante, sortie de la bouche d'un vieux capitaine de mon régiment, dont je vois encore, après vingt ans passés, le nom et la figure : « Qu'avaient-ils tant besoin (il parlait des juges du Conseil de guerre de Rennes) de perdre du temps à examiner des pièces, à entendre des témoins.

Il ne m'en aurait pas tant fallu à moi : *comme Juif, je l'aurais condamné !* »

La phrase fut prononcée à voix haute, perceptible du plus grand nombre des témoins. L'effet produit sur moi fut tel que — malgré mon expérience naissante et mes déceptions — je m'attendais à un éclat, à une protestation de camarades, à une réprimande d'un chef. Or, si invraisemblable que le fait puisse paraître à quelques-uns, pas un mot d'étonnement ne fut prononcé et ce fut moi, blanc-bec de vingt et un ans, qui dus faire entendre ma protestation. Vis-à-vis d'un vieil officier qui aurait pu être plus que mon père, elle n'eut pas, on s'en doute bien, le ton qu'il aurait fallu !

J'ai rappelé cet épisode parce qu'il marque bien, à mon sens, quelle était la mentalité dans les milieux militaires, à une époque où, d'après le général Zulinden (à la tribune de la Chambre, si mes souvenirs sont exacts) l'antisémitisme n'existait pas dans l'armée, et, aussi, parce que cette mentalité, loin d'être spéciale à ces milieux-là, avait gagné la bourgeoisie dans son ensemble et hélas ! même de larges masses populaires.

On voit que la création de la Ligue des Droits de l'Homme répondait à un besoin de l'époque : il fallait réveiller, dans le pays, le goût de la Liberté et de la Justice, assoupi

sous l'effet des poisons que distillait, tous les jours, une presse asservie aux puissances de réaction. On se rend compte que cette organisation éveilla de beaux espoirs. On se souvient qu'elle donna et qu'elle tint de brillantes promesses. On comprend qu'au lendemain de la grande catastrophe, dans la déception causée aux dupes restées fidèles à la conception de la « guerre du Droit », par la naissance du monstre qu'était le Traité de Versailles, bien des espoirs confiants se soient tournés, de nouveau, vers la Ligue qui s'était constituée, en un temps difficile, la gardienne du Droit !

Quelques-uns se rappelaient que, remontant le courant formidable de l'opinion publique ameutée, la Ligue avait pris parti pour l'innocent condamné ; que, du paria, abandonné de tous, elle avait fait, d'abord, le prévenu jugé contre les formes de la justice, puis la victime réhabilitée — grandie par son malheur — d'un monstrueux crime judiciaire : sans même préjuger du *fond* du procès jugé à Versailles — les responsabilités de la guerre — ceux qui se souvenaient ne doutèrent pas que la Ligue des Droits de l'Homme allait protester avec éclat contre le jugement — fléni au Droit ! — dans lequel les vainqueurs, parties au procès, s'étaient constitués en juges !

Ils savaient bien que les dirigeants de la Ligue des Droits de l'Homme, pendant la guerre, n'avaient pas échappé à l'accès de folie collective qui avait frappé, alors, les humains, les persuadant — démence inexpiable — que de la guerre — souverain mal — pouvait sortir la paix — souverain bien ! Mais qui — à part quelques individualités d'élite, tel un Romain Rolland — avait échappé à la contagion du fléau ? Les socialistes eux-mêmes, les théoriciens de l'internationalisme et de l'antimilitarisme, n'avaient-ils pas, quasi unanimes, apporté le secours de leur influence sur les masses ouvrières, aux gouvernements partant en guerre « pour le Droit », dans tous les pays ? On mit, sur le compte de cette folie collective, les erreurs des dirigeants de la Ligue, pendant la guerre, leur faiblesse devant les abus du militarisme coulant à pleins bords, leur inaction même — moins explicable — devant les ignominies du régime Mandel-Clemenceau : les idéalistes qui pensent que la Justice et le Droit sont de tous les pays, de toutes les latitudes et se présentent de la même façon pour un Français et pour un Allemand — ceux-là mêmes qui, ayant succombé, eux aussi, à la folie collective du temps de guerre, s'étaient ressaisis, passée la rafale — s'attendirent au lendemain du grand crime contre les peuples, contre

l'humanité, à une éclatante fanfare de protestation de la part de la Ligue qui avait su faire sonner si haut, au lendemain du crime contre un officier juif, le ralliement pour la justice !

Ils savaient bien que, parmi les combattants du procès Zola et de Rennes, tous n'étaient pas également désintéressés. Bien des déceptions avaient déjà ébranlé leur optimisme : un Reinach se faisant, pendant la guerre, sous l'uniforme d'officier d'Etat-Major dont il était si fier, l'humble valet de ce militarisme botté dont il avait été longtemps la bête noire ! Plus encore, un Clemenceau dont la sénilité ne suffit pas à expliquer la métamorphose du communard en un chef de la police aux plus répugnants procédés ! Ceux qui tournaient leurs espoirs vers la Ligue avaient perdu bien des illusions sur certains, c'est entendu, mais ils se figuraient que les fidèles au grand idéal qui les avait rassemblés seraient encore assez nombreux pour imposer leur volonté et maintenir, dans sa tradition, le noble instrument qu'avaient forgé, à grand'peine, les Trarieux et les Pressensé !

Hélas ! combien rude fut leur déception !

La Ligue émit-elle, dans quelque coin de son organe officiel ou dans quelque motion impulsive de ses réunions, une protestation sur quelque point de détail du Traité de Paix ? — c'est possible ; mais, jamais, à aucun mo-

ment, elle ne fit savoir au peuple de France, — moins encore à l'Europe et au monde — qu'elle élevait, à la face de l'humanité, contre l'abus de la force et de la violence, la sereine mais formelle protestation du Droit !

Et, pourtant, nous l'avons vu, les occasions ne lui manquèrent pas :

Articles 228 et 231. — Violation des conditions Wilson acceptées comme fondement de l'armistice. — Vociférations de la presse chauvine — ou, plutôt, de la presse quasi unanime — contre les « criminels de guerre » allemands et silence complet quant aux « criminels de guerre » alliés. — Aveux imprudents des hommes d'Etat qui, tels Poincaré et Tardieu ¹, s'accusaient mutuellement de n'avoir pas suffisamment bafoué — la guerre finie — l'idéal de paix juste qu'ils avaient proposé,

1. Le malheureux peuple français a pu voir s'étaler, en cet été 1921, à la première page des plus grands quotidiens une polémique entre Poincaré et Tardieu (celui-ci représentant Clemenceau), polémique d'où il résulte, clair comme le jour, que le président de la République et le président du Conseil étaient d'accord, jusqu'au Traité de Paix, pour tenter l'annexion — franche ou déguisée — de la rive gauche du Rhin, et que, depuis la signature du Traité, ces messieurs sont encore d'accord pour tenter de tourner la clause qui prévoit l'évacuation des pays occupés, après un certain laps de temps. En somme, ils reprennent à leur compte la manière bismarckienne contre laquelle nous avions tant protesté — et avec raison — pendant plus de quarante ans !

aux combattants, pendant la terrible lutte !

A quel moment, je le demande, a-t-on entendu s'élever, claire et nette, au-dessus des aboiements des molosses, au-dessus des coassements des corbeaux, la grande voix humaine de la Ligue des Droits de l'Homme ?

Dans quelle Ile du Diable croupirait encore, aujourd'hui — à moins que la mort ne l'ait délivré — l'actuel colonel Alfred Dreyfus, au cas où la Ligue des Droits de l'Homme n'aurait mis en action, pour sa défense, d'autres moyens que ceux employés, à ce jour, contre les injustices du Traité de Versailles ?

La Ligue des Droits de l'Homme — ou, du moins, son Comité Central — n'a rien fait ! Bien plus, il s'ingénie, dirait-on, à donner l'impression qu'il est favorable aux thèses et aux hommes du nationalisme.

Quelques-uns de ses membres les plus en vue se sont livrés à des manifestations plus ou moins sensationnelles en faveur d'un Poincaré dont les vues actuelles — à défaut de plus anciennes — font juger la politique et les responsabilités ; ces membres sont considérés comme agissant dans la plénitude de leur indépendance, sans engager le Comité Central ni la Ligue ! Je veux bien admettre cette manière d'envisager les choses ; mais, il me semble, que, si la Ligue est en désaccord avec certains de ses chefs, lorsque ceux-ci

manifestent bruyamment dans le pays, il ne serait pas superflu de le proclamer bien haut.

Or, loin de là, la direction¹ de la Ligue, non seulement ne tient pas la balance égale entre ceux des membres de la Ligue qui protestent contre la mentalité révélée par le Traité de Versailles, et ceux qui défendent celle-ci, mais elle montre, en maintes circonstances, en faveur de ces derniers, une partialité dont je donnerai quelques exemples.

Le Congrès de la Ligue, en mai 1921, sans adopter les vœux plus formels et plus explicites présentés par M. Oscar Bloch et par moi-même, — vœux que le Comité Central avait fait écarter sous différents prétextes — avait donné mandat au Comité Central :

1° *De poursuivre dans l'esprit de libre examen qui a toujours été le sien, l'enquête qu'il a commencée depuis 1915 (et qui se réduit, jusqu'ici, à presque rien) ;*

2° *De provoquer la publication et la vulgarisation en France de tous les documents relatifs aux événements de 1914.*

Ce vœu — on s'en aperçoit — avait été rédigé par le Comité Central, contraint, malgré tout, de donner un semblant de satisfaction à la minorité importante qu'il sentait,

1. J'emploie, à dessein, ce terme, car il s'agit tantôt du secrétaire général et tantôt du Comité Central, dans sa grande majorité.

par moments, grandir dans ce Congrès. Si vague fût-il, avec son coup d'encensoir à ses propres auteurs, il contenait une indication formelle dont nous espérions, au moins, voir sortir une attitude moins méfiante vis-à-vis de ceux des membres de la Ligue qui n'acceptent pas la doctrine officielle sur les responsabilités de la guerre.

Or, les *Cahiers des Droits de l'Homme*, organe officiel de la Ligue, publiaient, quelques semaines plus tard ¹, deux articles intitulés : *De quelques paradoxes sur les origines de la guerre*, articles dont on saura ce qu'il faut penser, à mon sens, lorsqu'on aura lu la lettre que j'adressai, aussitôt, au secrétaire général de la Ligue, Directeur des *Cahiers*, et dont les termes étaient les suivants :

Mon cher collègue,

Les *Cahiers*, sous la signature d'un membre du Comité Central, viennent de publier successivement, deux articles qui paraissent prétendre régler, de façon définitive, la question des origines de la guerre et démontrer, du même coup, l'ignorance, la bêtise, et le parti pris de ceux que l'auteur appelle, à chaque mot, les « néo-historiens », croyant, probablement, donner, par la répétition, à cette épithète ironique et peut-être spirituelle, une valeur d'argumentation.

1. Voir les nos 12 et 13 de juillet 1921.

Vous pensez bien que je ne suivrai pas ce membre du Comité Central sur le terrain où il s'est risqué, en tentant de traiter, au fond, en quelques pages, l'immense question des responsabilités — lointaines et prochaines — de la guerre. Je m'en confesse, d'ailleurs, bien incapable.

Mais, il me faut élever une protestation indignée contre l'affirmation liminaire que j'ai trouvée dans le premier de ces articles, affirmation que l'organe officiel de la Ligue des Droits de l'Homme a enregistrée sans faire aucune réserve.

« Les conclusions de nos néo-historiens, est-il proclamé, sont catégoriques : toutes les responsabilités incombent aux alliés et aux alliés seuls¹... »

Or, jamais, à ma connaissance, aucun de ceux qui s'opposent à la vérité officielle sur les origines de la guerre, n'a proféré pareille absurdité : Nous disons et nous répétons que les responsabilités sont partagées.

En ce qui me concerne, je viens de faire ma trente-cinquième causerie sur les origines de la guerre et mon premier soin a été de bien poser, chaque fois, que les responsabilités relevées chez les alliés, ne pouvaient, en aucune mesure, innocenter les Empires Centraux.

Il est certain que pareille affirmation, pour autant qu'elle aurait été suivie, était bien de nature à discréditer notre effort — j'en parle pas de nos personnalités qui ne comptent pas. Aussi, m'a-t-il paru essentiel de marquer nettement que *cette affirma-*

1. C'est moi qui souligne.

tion est une monstrueuse contre-vérité — je veux être poli.

En ce qui concerne l'attitude de la Ligue, voici quel est notre sentiment : Nous considérons :

Que le Traité de Versailles, en imposant, sous menace de reprise des hostilités, à l'ennemi vaincu et désarmé, l'aveu (article 231) qu'il était *seul responsable* de la guerre et en exigeant la mise en jugement (article 228) des présumés coupables de crimes de guerre, *dans les seuls rangs* ennemis, a violé cette règle élémentaire du Droit qui pose que nul ne peut être, à la fois, juge et partie dans un procès.

Nous proclamons que pareille violation est un attentat monstrueux à cette justice pour laquelle les gouvernements alliés ont prétendu combattre et que l'humiliation sans précédent imposée, de ce fait, à l'ennemi vaincu, suffit à fonder, suivant la parole prophétique de Wilson, la paix « sur le sable mouvant ».

Nous regrettons infiniment que la Ligue des Droits de l'Homme n'ait pas protesté, comme c'était son devoir élémentaire, dès la signature du Traité, contre ces abus de la force et que, par la suite, elle n'ait rien fait¹ pour la revision d'un jugement aussi

1. Le secrétaire général de la Ligue affirme que celle-ci a émis une protestation : Il est possible ; mais, ce que nous affirmons, nous, c'est que cette protestation a été si faible qu'elle est ignorée, dans le pays, même par la plupart des Ligueurs. D'ailleurs, le secrétaire général reconnut lui-même le peu que la Ligue a fait, lorsqu'il répondait à ma critique du Rapport moral (p. 54 du compte rendu sténographique du Congrès) : « J'aurais négligé, dans mon *rapport moral*, de parler du Traité de Versailles. C'est vrai, mais, pour la

inique, car le Traité, en l'espèce, était un jugement.

Enfin, nous espérons encore, par une action énergique et inlassable, triompher de toutes les mauvaises volontés et de toutes les obstinations, pour restituer, à la Ligue, son caractère de gardienne du Droit, au-dessus des passions, même patriotiques — caractère qui fut, jusqu'à présent, sa raison d'être et son honneur.

Et j'ajoutais, en *post-scriptum* : « Bien que mon nom n'ait pas été prononcé dans les articles en question, la contre-vérité que je si-

simple raison qu'il en avait été parlé, l'année dernière, deux jours durant, au Congrès de la Ligue à Strasbourg. Ce que nous pensions l'an dernier, nous continuons de le penser cette année. Est-il besoin de le répéter ? »

Admettons, un instant, — ce que je ne crois pas — que tout l'indispensable ait été dit à Strasbourg. *Est-il besoin de le répéter*, demande le secrétaire général, plus d'un an après ? Mais, alors, je vous le demande, si nous acceptons pareille conception : que seraient devenus Alfred Dreyfus et la révision de son procès, si la *Ligue des Droits de l'Homme* s'était bornée à une protestation, une fois émise, dans un Congrès, contre les illégalités du procès de 1894 et les suivantes ? Et, sans l'éclat justement conquis par la réhabilitation arrachée de l'innocent, que serait, aujourd'hui, la *Ligue des Droits de l'Homme* ?

Cette étude achevée, j'ai lu, sous la plume de l'un des plus éminents historiens de ce temps, ALBERT MATHIEZ, une apostrophe qui prouve combien la carence de la Ligue apparaît à tous les yeux. Dans un article de l'*Humanité* (31 octobre 1921) où il montre Poincaré renonçant en 1912 à la thèse sage et prudente soutenue, quant aux Balkans, par Pichon, en 1909, l'historien de la Révolution conclut par ces mots : « Et, maintenant, je me tourne vers la Ligue des Droits de l'Homme et je lui demande si elle n'a rien à dire. »

gnale me touche si directement que JE VOUS DEMANDE, dans les *Cahiers*, une insertion que vous n'hésitez pas à m'accorder, je le sais, et dont je vous remercie par avance. »

Eh bien ! je me trompais, une fois de plus. L'insertion me fut bel et bien refusée. Reconnaissant qu'ayant écrit, publiquement, sur la question des responsabilités de la guerre, je pouvais être, à bon droit, particulièrement sensible aux critiques et aux inexactitudes des articles en question, le Directeur des *Cahiers* m'offrit, seulement, l'insertion d'une note me dégageant *personnellement* et ne reconnaissant, en rien, l'erreur (euphémisme poli !) commise par le signataire des articles.

Bien entendu, je refusai et j'en appelai au président de la Ligue.

Une longue conversation épistolaire s'engagea avec le président et le secrétaire général de la Ligue, qui dura toutes les vacances et dont je ferai grâce au lecteur. Qu'on sache seulement que le président semblait pencher pour l'insertion, tandis que le secrétaire général s'y refusait obstinément, s'en tenant à la proposition d'une note et objectant que les articles des *Cahiers* ne pouvaient ouvrir la voie à des polémiques (!).

Finalement, sur proposition du président, le Comité Central fut fait juge de l'incident

qui fut porté devant lui, dans la séance du 10 octobre 1921.

Je lui posai, pour résumer mes explications, trois questions :

1° Les articles auxquels répond ma lettre, qui contiennent des contre-vérités flagrantes, étaient-ils des articles de polémique ?

2° Est-il permis de répondre, dans les *Cahiers*, à des articles de polémique ?

3° Y a-t-il, dans ma lettre, un passage qui puisse motiver l'opposition à une insertion (auquel cas, je le supprimerais) ?

Le Comité, sans répondre à aucune de mes questions, délibéra et, le lendemain, le secrétaire général m'écrivait la lettre suivante :

Le Comité Central a délibéré, hier soir, sur votre réclamation.

Comme le secrétaire général dès la première heure, il a estimé que, lorsque M. Emile Kahn, dans son article des *Cahiers* avait écrit : « Les conclusions de nos néo-historiens sont catégoriques ; toutes les responsabilités incombent aux alliés et aux alliés seuls », vous aviez pu, en toute bonne foi, vous croire personnellement mis en cause.

Et, comme le secrétaire général, dès la première heure, il est disposé à faire entendre, sur ce point précis, votre protestation.

Si vous voulez bien, sous la forme d'une lettre ou d'une note — comme il vous plaira — rédiger

vous-même, soit isolément, soit collectivement ¹, cette protestation, nous l'insérerons volontiers. Nous vous demandons, comme il est naturel, qu'elle soit courte, qu'elle vise uniquement l'objet exactement déterminé qui est en question et que, par son tour objectif, elle n'appelle point une riposte de polémique.

Il était vraiment regrettable que la préoccupation du « tour objectif » évitant « la riposte de polémique » ne se fût pas imposée à M. le Directeur des *Cahiers*, au moment d'insérer les articles auxquels répondait ma lettre.

Cette fois-ci, appuyé par le Comité Central, il se montrait d'une circonspection aussi extrême que tardive.

Quoi qu'il en soit, le Comité Central ne répondait à aucune de mes questions et, semblant s'inspirer d'un principe d'absolutisme dictatorial qui n'était pas, jusqu'à présent, dans les mœurs de la Ligue, il dédaignait de me faire savoir pour quelles raisons ma lettre ne pouvait être insérée.

Je pense que le lecteur, Ligueur ou non, mais impartial, suppléera sans difficulté à cette lacune ; une seule explication est possible, pour le refus d'insertion d'une lettre

1. Collectivement ? Avec mon collègue Oscar Bloch, probablement, à qui on avait refusé aussi l'insertion d'une lettre de protestation.

conçue en termes aussi modérés : le secrétaire général — et avec lui, le Comité Central — ne voulait, à aucun prix, qu'en face des attaques violentes de l'un des dirigeants de la Ligue, nous fissions entendre une protestation qui ne visait pas du tout, ainsi que la réponse du Comité Central affecte de le croire, la mise en cause de telle ou telle personnalité, mais, une fois de plus, les directives actuelles de la Ligue, en ce qui concerne les responsabilités de la guerre et le traité de paix.

Et voici donc un exemple, typique, à mon sens, de la façon dont, à la *Ligue des Droits de l'Homme*, en ce moment, on tient la balance égale entre ceux qui acceptent la thèse officielle sur les responsabilités de la guerre et le traité de Versailles et ceux qui, au contraire, protestent, là-contre, de toute la force d'une conviction qu'aucune brimade ne réussira à lasser !

C'est un exemple. Mais il y en a d'autres.

Le 10 septembre 1921, sous le titre « Un document suggestif », on pouvait lire dans les *Cahiers de la Ligue*, les lignes suivantes :

Au cours d'une réunion de la *Société allemande pour la paix, section de Berlin*, la résolution suivante, présentée par l'association *La Nouvelle Patrie* (Bund Neues Vaterland) a été adoptée :

Il ressort nettement des actes officiels allemands

et austro-hongrois relatifs aux origines de la guerre et actuellement publiés que :

1° Le gouvernement austro-hongrois, le 5 juillet 1914, donnait connaissance au gouvernement allemand de ses intentions au sujet d'un amoindrissement de la Serbie ;

2° Que Guillaume II et son gouvernement ont donné carte blanche à l'Autriche-Hongrie dans son action projetée contre la Serbie, sachant, d'ailleurs, qu'une guerre européenne pouvait résulter de cette action ;

3° Qu'il n'a pas été possible de convaincre la Serbie de complicité dans l'attentat de Serajevo ;

4° Que Berlin (ce qui est prouvé par les notes marginales de l'Empereur et des documents des Affaires étrangères) a, sans arrêt, poussé Vienne à une action rapide et violente contre la Serbie ;

5° Que le texte de l'*ultimatum* à la Serbie était connu du ministre des Affaires étrangères de Berlin le 22 juillet au soir, et que rien n'a été fait pour empêcher la remise de ses exigences exagérées ;

6° Que l'*ultimatum* avait été intentionnellement rédigé en des termes tels qu'ils le rendaient inacceptable, et que, de ce fait, on avait un prétexte à la guerre ;

7° Que le gouvernement allemand a, de toutes manières, défendu cet *ultimatum* que, cependant, plus tard, des hommes d'État allemands reconnaissent trop violent ;

8° Que les gouvernements allemand et austro-hongrois ont fait échouer, durant les journées décisives, toutes les propositions d'arbitrage émanant de Londres et de Pétersbourg ;

9^o Que l'Empereur d'Allemagne, par ses déclarations de guerre à la Russie et à la France, a transformé en guerre le danger de guerre.

Par ces considérants, l'association LA NOUVELLE PATRIE déclare démontrer que l'entière responsabilité dans le déclenchement de la guerre mondiale, en août 1914, retombe sur les dirigeants d'alors, Allemands et Autrichiens.

L'intention des *Cahiers*, en publiant ce « document suggestif » me parut évidente : Il s'agissait de montrer, aux Ligueurs, que, même en Allemagne, la thèse de la responsabilité unilatérale des gouvernements des Empires Centraux est admise et de faire, de cette constatation, un argument pour ceux qui, en France, sont du même avis. Il m'apparut que l'organe de la Ligue tournait le dos, une fois de plus, à la ligne de conduite — recherche de la vérité, indépendamment de toutes questions et intérêts, même nationaux — qu'il aurait dû suivre. Comme, en outre, je remarquai, en lisant ce texte, certaines omissions qui me parurent graves et significatives, j'écrivis aussitôt, au directeur des *Cahiers*, la lettre suivante :

M. le Secrétaire Général,
Directeur des *Cahiers*,

Vous avez publié, sous le titre : « Un document suggestif », une résolution publiée par le *Bund*

Neues Vaterland, où il est dit que « l'entière responsabilité dans le déclenchement de la guerre mondiale, en août 1914, retombe sur les dirigeants d'alors, Allemands et Autrichiens. »

Cette publication tend, évidemment, à appuyer ceux des membres de la Ligue qui ont pris position en faveur de la thèse des responsabilités unilatérales de la guerre incombant aux Empires Centraux. Mais, que prouve-t-elle, en réalité ?

Rien de plus que les affirmations outrancières, en sens contraire, des pangermanistes qui prétendent rejeter la responsabilité entièrement sur les Alliés.

Rien de plus que les conclusions des néo-historiens dont parlait M. Emile Kahn, lorsqu'il écrivait : « Les conclusions de nos néo-historiens sont catégoriques : toutes les responsabilités incombent aux Alliés et aux Alliés seuls... »

Pourquoi les *Cahiers* mettent-ils, sous les yeux de leurs lecteurs, la thèse du *Bund neues Vaterland*, s'ils n'y mettent pas les thèses des autres groupements allemands de toute opinion ?

Plus encore, pourquoi les *Cahiers* ne présentent-ils pas, à leurs lecteurs, le *Bund neues Vaterland* ?

Celui-ci se compose d'hommes éminemment honnêtes et courageux, auxquels la guerre a ouvert les yeux, tels Von Gerlach, Nicolaï, Fernau, Fried, von Beerfelde, etc... Dans leur horreur — justifiée — pour l'impérialisme brutal du gouvernement allemand d'avant-guerre et pour ses conséquences, ils sont entraînés jusqu'à une exagération qui, pour mieux flétrir les impérialistes des Empires Centraux, risque d'innocenter les impérialistes du camp ad-

verse. Sous prétexte d'affaiblir l'impérialisme d'outre-Rhin, ils fortifient le nôtre. Jeu dangereux ! Ils ne se rendent pas compte, semble-t-il, que les impérialismes, même antagonistes, en apparence, ont partie liée et que l'on ne peut les affaiblir que *tous ensemble*.

Pourquoi les *Cahiers* ne donnent-ils pas la date du vote de la résolution publiée ?

21 janvier 1920 ! Les quatre volumes de documents de Kautsky venaient seulement de paraître (10 décembre 1919), précédant encore les volumes II et III des documents autrichiens. Pour ceux qui n'avaient pas travaillé à la publication, il n'était guère possible de se former un jugement éclairé sur les responsabilités de la guerre. En tous cas, ils ont pu le modifier depuis. C'est ainsi que Kautsky — pourquoi les *Cahiers* ne le disent-ils pas ? — est revenu sur ses premières affirmations, écrivant : « Je puis faire ici l'aveu qu'il fut un temps où je commis une injustice vis-à-vis du gouvernement, allemand... Je fus très surpris, lorsque je jetai un coup d'œil sur les actes. Ma conception primitive m'apparut insoutenable. L'Allemagne n'a pas travaillé à la guerre mondiale suivant un plan. Finalement, elle a cherché à l'éviter. »

Il était donc indispensable, semble-t-il, de donner cette date du vote de la résolution par la section de Berlin de la *Société allemande pour la paix* et il eût été bon de signaler que l'assemblée générale de cette société ne la vota pas par la suite.

Pourquoi, enfin, les *Cahiers* n'ont-ils pas informé leurs lecteurs de ce qu'au moment où le *Bund neues Vaterland* publiait la résolution en question, celui-

ci s'empressait d'ajouter : « Il va de soi que le *Bund neues Vaterland* continue à demander que les Archives de l'Entente soient ouvertes aussi et que l'ensemble de la documentation soit soumis à une commission d'enquête internationale, composée de neutres ? »

Pareil *post-scriptum* n'a-t-il pas une valeur que chacun apercevra ?

Autant de questions que je vous demande, Monsieur le secrétaire général, Directeur des *Cahiers*, de bien vouloir publier, dans les *Cahiers*, avec les réponses, si vous le jugez à propos... »

Et j'ajoutais en *post-scriptum* : « Malgré la récente expérience¹, vous voyez que je récidive. Je ne puis croire que la Ligue adopte le régime de la censure. »

Cette lettre, pas plus que l'autre, ne fut publiée dans les *Cahiers*. Lorsque je vis leur directeur, il m'annonça seulement, et il me confirma, ensuite, par lettre — que les *Cahiers* répondraient, par des articles demandés à MM. Halbwachs, Gumbel, Kautsky etc..., aux questions que j'avais posées.

Mieux vaut tard que jamais ! mais j'espère que les déclarations de M. Gumbel, *ancien secrétaire général du Bund neues Vaterland*, seront contrôlées par d'autres, car il me semble juge et partie, dans la question de savoir

1. Allusion au refus d'insérer ma lettre de protestation contre l'article de M. E. Kahn.

quel crédit il faut faire — non pas à la bonne foi, ni au courage, qui sont hors de cause — du *Bund neues Vaterland*, mais à la justesse et à l'objectivité de ses conclusions, quant aux responsabilités de la guerre. Pour Kautsky, quelles que puissent être ses explications, à moins qu'il ne répudie les paroles que j'ai citées : « Ma conception primitive m'apparut insoutenable », il est indéniable qu'il a modifié son opinion ¹.

Quoi qu'il en soit, si l'organe officiel de la Ligue veut bien désormais cesser de donner l'impression que celle-ci est acquise à la thèse des responsabilités unilatérales², je le reconnaitrai et je m'en réjouirai bien volontiers.

1. Ces lignes étaient écrites lorsque les *Cahiers* ont publié une lettre de Kautsky où celui-ci reconnaissait l'authenticité du texte que j'avais cité.

Les *Cahiers* ont publié aussi un article du Dr Gumbel : mais il n'a aucun rapport avec les questions que j'ai posées et montre seulement que les Allemands pendant la guerre, ont été trompés par la presse et la censure, comme l'ont été les Français ; nous nous en doutions un peu.

2. Au Comité central, il existe une tendance affirmant que la question des *responsabilités de la guerre* doit rester étrangère aux préoccupations de la Ligue.

Cette prétention est insoutenable, parce que :

1° En 1915, la Ligue elle-même a édité une brochure de Victor Basch tendant à démontrer la responsabilité unilatérale des Empires Centraux ;

2° Malgré cette publication, le Comité Central, dans sa séance du 4 juin 1920 (voir *Cahiers* du 5 août 1920), a refusé de participer, avec le Parti socialiste et la Société d'Études

Pour le moment, je n'ai pas encore grande confiance : les *Cahiers* n'ont pas soufflé mot non plus des précisions que je leur envoyais encore le 12 octobre 1921, quant au « document suggestif » publié : « Il me paraît indispensable de signaler à vos lecteurs, écrivais-je, que, précisément, l'Assemblée générale de cette *Société allemande de la paix*, qui com-

critiques et documentaires, à une enquête sur les responsabilités de la guerre ;

3° Les articles publiés par les *Cahiers* dans le sens des responsabilités unilatérales des Empires Centraux ont toujours été publiés *sans aucune réserve*, même lorsque, comme les articles de M. Emile Kahn, ils contenaient des violences de langage et des inexactitudes.

En revanche, les deux seuls articles parus dans un sens différent, sur les responsabilités de la guerre, sous les signatures de MM. Demartial (20 juin 1920) et Mathias Morhardt (25 mai 1921), ne furent publiés qu'*avec des réserves expresses* et tendancieuses : *Si... nous donnons ici ce rapport, il est bien entendu que nous n'en prenons pas la responsabilité. Les thèses présentées par M. Demartial ont été opposées aux nôtres au cours de plusieurs congrès, etc...* » (Voir les *Cahiers* du 20 juin 1920) ;

4° Enfin et *par-dessus tout*, la Ligue, en ne faisant pas entendre, à la face du monde, une grandiose protestation contre l'article 231 du Traité de Versailles, imposant au vaincu, par violence, l'aveu de sa responsabilité unilatérale, en ne renouvelant pas cette protestation dans une action inlassable jusqu'à la satisfaction du Droit, a implicitement fait sienne la doctrine officielle des gouvernements alliés.

Qu'on le veuille ou non, la Ligue, par l'attitude de ses dirigeants, a donc pris position sur le problème des responsabilités de la guerre et ne saurait plus, désormais, sans faillir, s'en désintéresser.

prend 83 sections et 11.600 membres, vient de se réunir à Bochum, les 5 et 6 octobre derniers, à la veille du congrès pacifiste qui s'ouvrit le 7 à Essen.

Quant à la question des responsabilités de la guerre, le président, professeur Quidde, y soutint le point de vue que « personne ne peut défendre la formule de la responsabilité exclusive de l'Allemagne. »

Cette indication avait pourtant, on en conviendra, sa valeur ¹.

*
* *

J'ai montré, par quelques exemples, combien les Français qui travaillent contre le scandaleux article 231 du Traité de Versailles (aveu des responsabilités) trouvent peu d'appui auprès des dirigeants de la *Ligue des Droits de l'Homme*. Je pourrais montrer, tout aussi clairement, combien la noble institution qui sauva l'honneur de la France, dans l'affaire Dreyfus, s'est désintéressée, jusqu'à ce jour, de l'article 228 (jugement des criminels de

1. Les *Cahiers* viennent de publier, dans un coin de la dernière page, le 10 janvier 1922, quelques unes des précisions que j'avais données relativement à l'article du 10 septembre 1921. Quatre mois après ! Il était bien tard pour que l'effet nécessaire pût être produit sur le lecteur !

Mais, mieux vaut tard que jamais... !

guerre), non moins scandaleux ! Les *Cahiers* ont bien publié des études juridiques et des protestations, quant aux crimes de guerre, commis par certains conseils de guerre, notamment : Vingré, Flirey, Souain, etc... mais, *jamais*, à ma connaissance, *ils ne se sont attaqués à la clause monstrueuse du Traité qui veut que, SEULS, les « criminels de guerre » ennemis soient mis en jugement !*

Les gouvernements et la presse asservie ont pu battre la grosse caisse autour des jugements de Leipzig, qualifiés de « scandaleux », faire appel aux jugements réparateurs (!) de Nancy, et grossir, ainsi, un peu plus, la vague de haine qu'ils font déferler sur le monde et qui nous roulera, de nouveau, aux abîmes !

Obstinément, la Ligue des Droits de l'Homme s'est tue ! Et il a fallu que des citoyens isolés élevassent la voix pour rappeler que les « crimes de guerre » ont été de tous les bel-ligérants, comme ils sont de toutes les guerres¹

Mais, je m'en voudrais d'insister, car le lecteur m'a compris et je craindrais d'abuser de son attention, en poursuivant des explications forcément un peu arides. Je me bornerai à conclure par une question et une affir-

1. Voir notamment mes articles dans *l'Humanité* des 1^{er}, 8 et 13 juillet 1921.

mation que le Directeur du *Progrès Civique*, Henri Dumay, — *un admirateur et un ami, comme moi, de la Ligue* — posait, dans un de ses derniers numéros¹, à propos de l'attitude du Comité Central, dans une toute autre question : « Est-ce à la *Ligue des droits de l'Homme*, écrivait-il, que va renaître la raison d'Etat?... Si l'on permet à de telles pratiques d'y prendre pied, c'est toute la doctrine de la *Ligue des Droits de l'Homme*, c'est sa base même qui fout le camp. »

1. *Progrès Civique* du 22 octobre 1921. Le *Progrès Civique* est si près de la Ligue qu'il faillit en devenir l'organe officiel.

CONCLUSION

ET, maintenant, chers lecteurs, quelle conclusion tirer de ces quelques pages ?

La première, c'est que le Traité de Versailles, comme tous les traités, à toutes les époques, a été une œuvre de haine, de mensonge et de violence.

La seconde, c'est que l'humanité, actuellement encore crucifiée, malgré toutes les belles promesses trompeuses du temps de guerre, n'obtiendra un peu de repos et de bonheur que dans l'amour, la vérité et la paix.

La troisième, enfin, capitale parce qu'elle nous dicte une règle d'action, c'est que, pour substituer à la haine, au mensonge et à la violence, l'amour, la vérité et la paix, le devoir de tout homme conscient est de lutter, sans merci, contre le Traité de Versailles et ses injustices, en particulier les articles 231 et 228 !

La grande âme de Jaurès nous a quittés, au moins en apparence ! Nous n'entendons plus

la voix puissante et magnifique qui nous guidait sur les voies de l'Avenir ! mais, sa pensée nous reste et son exemple ! Comme lui, soyons désintéressés et fidèles à notre idéal, jusqu'à la mort !

Sauf de rares exceptions, les groupements humains, qui se réclament de la pensée libre et de la fraternité universelle, ont été gagnés, eux-mêmes, par la fièvre patriotique ! Ils ne savent plus peser, sur les plateaux de la même balance, les actions de tous nos frères humains ! Ils ne se sont pas révoltés contre le changement de front des gouvernements ploutocratiques qui, *parlant* la paix et la fraternité humaine, pendant la guerre, ont *agi*, l'armistice signé, suivant leurs vieilles méthodes de violence et de discorde ! Ils ont mis leur voix à l'unisson du chœur audacieux et insensé des profiteurs qui cherchent à couvrir l'immense rumeur du peuple clamant sa souffrance !

La *Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen* elle-même, malgré son nom et malgré son passé, s'est laissé courber sous la vague brutale que la guerre a fait déferler sur le monde et ne s'est pas encore redressée ! Mais, ici encore, il nous reste une pensée et un exemple !

Rappelons-nous !

Quelques hommes, isolés au début, se sont groupés, jadis, pour la réparation d'une ini-

quité qui frappait de torture et menaçait de mort un homme innocent ! Seuls, en face de la multitude, ils ont fini par triompher !

Haut les cœurs !

Une fois de plus, quelques hommes isolés se grouperont pour la réparation d'une iniquité plus terrible encore par ses conséquences ! Devant eux, la lutte s'annonce plus âpre ; ils se sentent plus seuls encore, car la multitude à éclairer est plus nombreuse et les préjugés à vaincre sont plus profondément enracinés ! Mais, aussi, l'enjeu de cette lutte est plus important et vaut bien tous les sacrifices, puisqu'il s'agit, non plus du salut d'un homme, mais de la vie et du bonheur de l'humanité !

Haut les cœurs !

Une fois de plus la vérité triomphera du mensonge, le jour succédera à la nuit !

Villons-les-Buissons, le 28 octobre 1921.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>PRÉFACE</i>	1
<i>AVANT-PROPOS.</i>	7
CHAPITRE PREMIER	
<i>IL Y AVAIT EN FRANCE, UN PARTI DE LA GUERRE.</i>	51
CHAPITRE II	
<i>L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE CONDUITE AU DELA DE SON BUT DÉFENSIF.</i>	101
CHAPITRE III	
<i>JAURÈS SE DRESSE CONTRE L'IMPÉRIA- LISME ET LE COLONIALISME</i>	132
CHAPITRE IV	
<i>JAURÈS S'OPPOSE A LA POLITIQUE RUSSO- BALKANIQUE DU GOUVERNEMENT FRAN- ÇAIS</i>	149

CHAPITRE V

*JAURÈS JUSQU'A SA DERNIÈRE HEURE,
LUTTE CONTRE LA GUERRE QUI VIENT.* 169

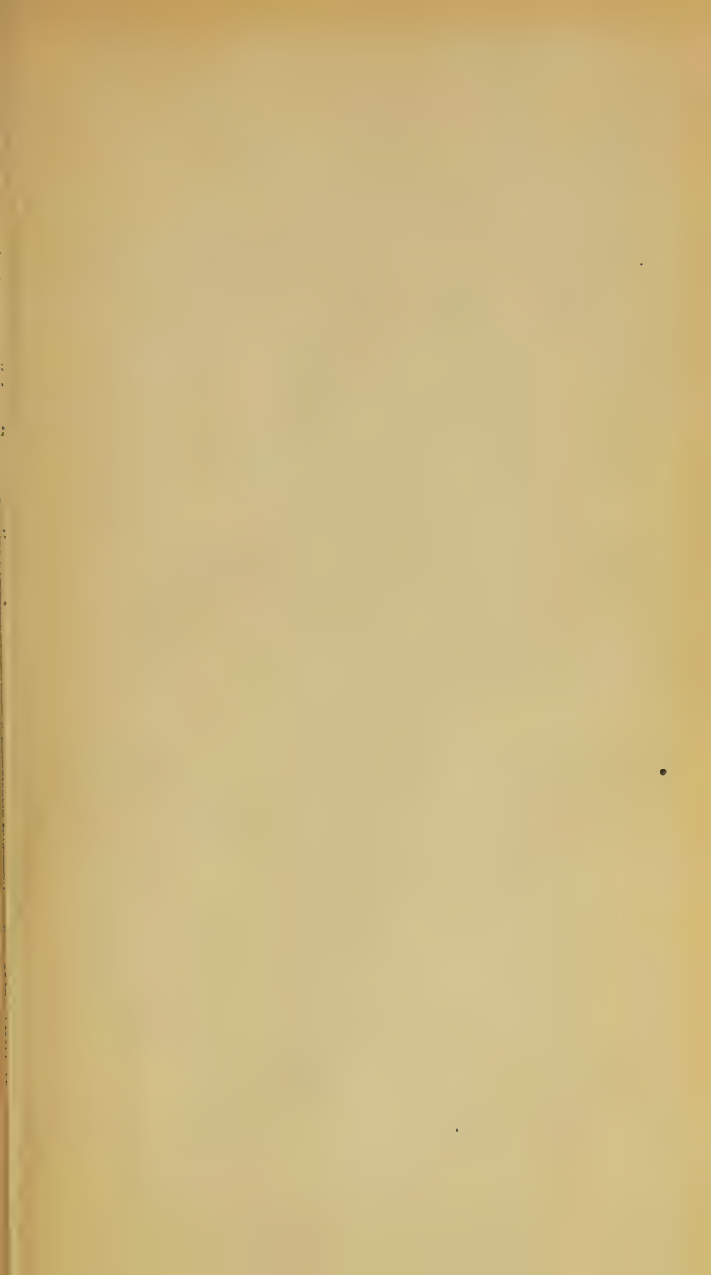
CHAPITRE VI

QUI COMBAT, AUJOURD'HUI, POUR LE DROIT?

*LA FAILLITE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
QUANT AUX RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE ET AU
TRAITÉ DE VERSAILLES* 195

CONCLUSION. 229

ACHEVÉ D'IMPRIMER
— EN FÉVRIER 1922 —
POUR LES ÉDITIONS DES
CAHIERS INTERNATIONAUX
PAR CH. COLIN A MAYENNE



LIBRARY

D
516
G6

Date Due

LIBRARY
UNIVERSITY OF PUGET SOUND
Tacoma, Washington

Collins Memorial Library

D516 .G6

uppa

Gouttenoire de Tour/Jaures et le parti d



3 5121 00137 1676